

Stéphane JUST

À propos d'une possibilité théorique et de la lutte pour la dictature du prolétariat

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme"
(Lénine)

Table des matières

<i>Une possibilité théorique ouverte par le « Programme de transition »</i>	2
1. De premiers exemples : Yougoslavie, Albanie, Chine	4
<i>Bouleversements en profondeur</i>	5
<i>Des Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine</i>	6
<i>Chine : Décomposition des rapports fondamentaux; le PCC prend le pouvoir</i>	6
2. L'Indochine, un autre exemple	8
<i>La guerre et la politique du PCV</i>	8
<i>La révolution au Nord</i>	10
<i>La révolution au Sud</i>	11
<i>La révolution à l'œuvre</i>	12
<i>Une appréciation sur la politique du PCV et la révolution</i>	13
<i>La convention du 6 mars 1946</i>	14
<i>Des conséquences inéluctables</i>	15
<i>Défaite de l'impérialisme français</i>	15
<i>Défaite de l'impérialisme US : le GRP à Saï gon</i>	16
<i>« D'excellents accords » ... ils n'en moururent pas tous</i>	16
<i>Les accords de Paris en échec</i>	17
<i>Effondrement de l'appareil comprador</i>	18
<i>Ce qu'a tenté l'impérialisme US</i>	18
<i>Le PCV au pouvoir au Sud</i>	19
3. Le cas particulier de l'Europe de l'Est	20
<i>Effondrement de l'impérialisme allemand, krach de la société bourgeoise, rôle du Kremlin</i>	20
<i>Le capitalisme démantelé</i>	21
<i>Bouleversement économique et social à la campagne</i>	22
<i>La bureaucratie du Kremlin se dresse contre la révolution prolétarienne</i>	25
<i>Le problème des territoires occupés</i>	27
<i>Problème de méthode</i>	28
4. La révolution cubaine et le nouvel Etat	31
<i>Les masses renversent Batista</i>	31
<i>Une révolution prolétarienne</i>	32
<i>Encore une fois : un problème de méthode</i>	34
<i>Le rôle du PC cubain</i>	35
<i>Le mouvement du 26 juillet, le PC cubain et la bureaucratie du Kremlin</i>	36
<i>Sur la nature de l'Etat de Cuba</i>	37
5. Stratégie de la lutte pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat	39
<i>Le révisionnisme et la position de Trotsky</i>	39
<i>Le produit de contradictions non résolues</i>	40
<i>Révolution politique : la crise conjointe se noue</i>	41
<i>Les bureaucraties parasitaires incompatibles avec nouveaux rapports de production</i>	43
<i>La ligne de la lutte pour la dictature du prolétariat</i>	44
<i>Le gouvernement ouvrier et paysan</i>	45
<i>Cette variante reste possible</i>	48

Le programme de fondation de la IV^e Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, dit *Programme de transition*, est l'essence des apports de Trotsky au marxisme, des enseignements de plus de quarante années de son combat pour la victoire de la révolution prolétarienne. Il a pour le prolétariat, le mouvement ouvrier, autant d'importance que *Le Manifeste du Parti communiste*. Ces deux documents fondamentaux sont complémentaires.

En écrivant *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels ont donné au prolétariat, au mouvement ouvrier, les principes, la méthode, la conception historique, la compréhension du rôle historique du prolétariat comme classe, sans lesquels celui-ci ne peut vaincre, prendre le pouvoir, s'émanciper en édifiant le socialisme, le communisme. *Le Programme de transition, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, condense la stratégie du prolétariat à l'époque de l'impérialisme, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, où chaque grande crise, chaque puissant mouvement du prolétariat soulève la question du pouvoir, celle de la dictature du prolétariat, mais qui ne peut être réalisée sans que soit résolue la crise de la direction révolutionnaire, la tâche de la IV^e Internationale étant précisément de résoudre cette crise. La lutte pour le pouvoir, pour la réalisation de la dictature du prolétariat, et celle pour construire la IV^e Internationale, ses partis nationaux, la solution de la question de la direction révolutionnaire sont donc l'essence du *Programme de transition*. Ces luttes sont indissociables.

Une possibilité théorique ouverte par le « Programme de transition »

Le *Programme de transition* affirme :

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste et cela dans la plus prochaine période historique, la civilisation humaine est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

D'autre part, il formule la possibilité théorique suivante :

« Le mot d'ordre de " gouvernement ouvrier et paysan " est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens " démocratique " que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière sur cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du " gouvernement ouvrier et paysan ".

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un " gouvernement ouvrier et paysan ", dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

N'y aurait-il pas là une contradiction ?

Avant de répondre à cette question, il est nécessaire de préciser ce que Trotsky entendait par « gouvernement ouvrier et paysan ». Trotsky explique :

« La formule du " gouvernement ouvrier et paysan " apparut pour la première fois en 1917 dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas (après la révolution d'Octobre-S.J.) qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat déjà établie. L'importance de cette dénomination consistait surtout en ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne, placée à la base du pouvoir soviétique. »

Le contenu que le *Programme de transition* donne à la formule du « gouvernement ouvrier et paysan » est celui que les bolcheviks lui donnèrent dans leur agitation en 1917, et non celui qu'il prit après Octobre :

« D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie; ils se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qu'à porter la responsabilité politique de son activité. Si les mencheviks et les socialistes révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le " gouvernement ouvrier et paysan " créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. »

Mais un gouvernement ne saurait être qualifié de « gouvernement ouvrier et paysan » du seul fait qu'il est composé de ministres des organisations ouvrières dans les pays capitalistes impérialistes, ou d'organisations considérées comme étant anti-impérialistes dans les pays semi-coloniaux. Le *Programme de transition* spécifie encore :

« Le mot d'ordre de " gouvernement ouvrier et paysan " est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens " démocratique " que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était une étape vers la révolution socialiste, la principale barrière sur cette voie. »

Un « gouvernement ouvrier et paysan » est un gouvernement de transition qui, en s'attaquant à l'Etat bourgeois et en prenant des mesures anticapitalistes radicales, donne une nouvelle impulsion à la mobilisation des masses organisées dans leurs comités, leurs soviets. De ce fait, il prépare la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution d'un nouvel Etat qui réalise la dictature du prolétariat, l'Etat des comités, des soviets, l'Etat ouvrier, émanation du prolétariat organisé en classe dominante. L'impulsion à la mobilisation, à l'action politique, à l'organisation du prolétariat, pour la réalisation de sa dictature : en cela est la valeur du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, et éventuellement de sa réalisation.

Aucune contradiction n'existe donc entre l'affirmation que « *tout dépend du prolétariat et de sa direction, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* » (c'est-à-dire du parti et de l'Internationale révolutionnaires), et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, la revendication adressée systématiquement à la vieille (ou aux vieilles) direction : « *Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir.* »

Dans leur mouvement, les masses se tournent obligatoirement vers les « vieilles directions » dont elles espèrent qu'elles répondront à leurs besoins et satisferont leurs aspirations. Cette revendication a au contraire pour les masses, comme le dit le *Programme de transition*, « une énorme valeur éducative ». A l'appui de cette démonstration, il rappelle :

« *Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks.* »

Or,

« *La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique.* »

Cette ligne politique est indispensable pour que, partant de l'expérience des masses, impulsant cette expérience, se construise dans l'action politique la nouvelle direction, c'est-à-dire que cette expérience se conclue positivement. Les masses n'apprennent que de leur expérience pratique au cours de leur action pratique.

Mais l'avant-garde organisée sur la base du programme, intervenant dans le mouvement des masses et l'impulsant, est indispensable pour que cette expérience se conclue positivement par la construction d'une nouvelle direction qui mène le prolétariat à la prise du pouvoir et à la réalisation de sa dictature.

Mais si « *l'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie* », comment la IV^e Internationale peut-elle admettre la possibilité « *de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie* », c'est-à-dire *avancent vers la constitution d'un « gouvernement ouvrier et paysan » ?*

On peut lire au début du *Programme de transition* :

« *La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.* »

Dans l'article qui précède, le camarade Denis Folias¹ développe ce que signifiait pour Trotsky l'incapacité du mode de production capitaliste, parvenu à son stade impérialiste, à développer les forces productives. Ce n'est pas une notion passive : l'impasse du mode de production capitaliste engendre de fantastiques catastrophes.

La possibilité théorique selon laquelle « *les partis bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie* » envisage plusieurs cas pouvant les y obliger, mais qui tous se ramènent à un seul : la possibilité d'un véritable effondrement social et politique de secteurs en tiers du système impérialiste, de la société bourgeoise pourrissante, en décomposition. Jusqu'où ces partis, obligés en de telles circonstances d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, peuvent-ils aller ? Trotsky ne le dit pas. Le programme dit qu'« il est inutile de se perdre en conjectures ». Cependant, il spécifie jusqu'où, en toutes circonstances, les partis petits-bourgeois, y compris staliniens, ne peuvent aller : jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat. En tout état de cause, la réalisation de la dictature du prolétariat exige l'existence d'un parti de la IV^e Internationale conduisant le prolétariat à la victoire, cela dans chaque pays. Mais la lutte de classe du prolétariat dans un pays est une des composantes de la lutte des classes mondiale. La prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays est un moment du processus de la révolution prolétarienne mondiale, qui se développe de façon inégale mais combinée. La solution à la crise de la direction révolutionnaire résultera également d'un processus inégal mais combiné, où s'imbriqueront construction de partis révolutionnaires dirigeant les masses prolétariennes à la prise du pouvoir, à la réalisation de leur dictature, et construction (reconstruction) de la IV^e Internationale. La « possibilité théorique » que le programme de fondation de la IV^e Internationale évoque est donc pleinement conforme à l'affirmation de principe que l'essentiel est la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

¹ Voir *La Vérité* n° 588 (Sept. 1979) : « *La théorie de la révolution permanente, théorie de la révolution prolétarienne mondiale* ».

1. De premiers exemples : Yougoslavie, Albanie, Chine

La « variante peu vraisemblable » que le *Programme de transition* envisageait s'est concrétisée à une échelle gigantesque à la fin et à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. En Yougoslavie d'abord. L'Etat bourgeois yougoslave a été constitué à la suite de la Première Guerre impérialiste mondiale. Son appareil d'Etat était le prolongement de l'appareil d'Etat de la Serbie, alliée de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Au lendemain de cette guerre, la Serbie devenait « un client » de l'impérialisme français. L'Etat serbe, pourtant extrêmement faible, établissait une dure oppression sur les différentes nationalités, lambeaux de l'ancien empire austro-hongrois. L'oppression nationale se conjugait en Yougoslavie à la féroce exploitation sociale que faisaient régner les grands propriétaires fonciers et les capitalistes subordonnés à l'impérialisme. Cet Etat bourgeois s'est effondré comme un château de cartes lorsque Hitler l'a envahi au début de 1941. Comme tous les PC, à partir de juin 1941, le Parti communiste yougoslave s'est orienté vers la constitution d'un mouvement de partisans armés sur la ligne de la lutte nationale contre l'Allemagne.

Il a constitué des « comités populaires de libération nationale » qui se sont chargés très rapidement d'un autre contenu social et politique. Au cours même de la guerre de partisans, ces comités ont commencé à exproprier et à chasser les classes dominantes, généralement collaboratrices de l'appareil militaire d'occupation. Chevauchant, canalisant et orientant ce mouvement, la direction du PCY et son appareil ont acquis une grande indépendance par rapport au Kremlin, dont ils étaient coupés. Le PCY a dû s'engager d'autant plus sur cette voie que son existence, celle de son appareil, du mouvement des partisans qu'il dirigeait, en dépendait. Il a dû affronter les « Tchethniki » serbes de Mikhaïlovitch, qui collaboraient avec les Allemands tout en étant soutenus par Londres et le roi de Yougoslavie réfugié en Angleterre, lesquels présentaient les « Tchethniki », débris de l'ancienne armée, comme un mouvement de résistance et leur parachutaient de l'armement.

Dans « Le Glacis soviétique », Nicolas Clarion explique :

« En Yougoslavie, l'armée des « Tchethniki » dirigée par Mikhaïlovitch et qui était reconnue par le gouvernement du roi Pierre, émigré à Londres, employa le plus clair de son temps à s'entretuer avec l'armée des partisans de Tito dont le noyau principal était constitué par le Parti communiste. En pleine guerre, on assista même à une curieuse explosion des anciennes contradictions nationales : le « Quisling » croate, Ante Pavelitch, lui-même adversaire féroce de la politique de Mikhaïlovitch qui entendait reconstruire une Yougoslavie dirigée par les Serbes, avoua publiquement que ce dernier jouissait de l'appui de l'Italie. Des documents officiels furent publiés à ce sujet en 1944 par la revue croate Neue Ordnung, paraissant à Zagreb.

En Albanie, le « Balli Kombetar », dirigé en principe contre l'Italie, bénéficia lui aussi de la tolérance de cette dernière qui voyait dans l'armée des partisans, constituée par les communistes à Peza, en 1942, un danger autrement plus grand.

De la sorte, aussi bien par leur caractère populaire que par la répression sauvage qu'ils subissaient et la lutte qu'ils avaient engagée contre les anciens cadres de l'appareil étatique, les mouvements de résistance dirigés par les partis communistes représentaient en potentiel une forme nouvelle de pouvoir d'origine plébéienne qui se trouvera au moment de la libération face à face avec ceux qui voulaient rétablir le statu quo ante.

C'est en Yougoslavie et en Albanie que la croissance de ce nouveau pouvoir et de cette nouvelle charpente étatique prenant racine dans la défaite et pendant l'occupation peut être le mieux observée.

L'entrée en guerre de la Yougoslavie en 1941 avait nécessité une révolution de palais, les cercles dirigeants du pays étant divisés sur l'orientation à choisir. Après la défaite, les sept partis traditionnels se scindèrent et se désagrégèrent. D'ailleurs, depuis longtemps, la vie politique reposait non sur des partis, mais sur l'appareil militaire et policier.

La défaite renversa dans son tourbillon ce pilier de l'Etat. Et tandis que les « Quislings » serbes ou croates s'efforçaient de remettre debout une charpente « nationale » grâce aux baï onnettes ennemies, un véritable pouvoir nouveau basé sur des comités populaires tantôt élus, tantôt nommés, appuyés et défendus par les partisans en armes, prenait corps et s'affermissait au fur et à mesure que s'élargissait le territoire conquis par l'armée des partisans sur l'ennemi.

Le régime des comités de libération nationale remplaça ainsi aussi bien l'armée d'occupation que les chancelants régimes des « Quislings » et se différencia nettement de l'« ordre » existant avant la défaite.

Dès l'automne 1942, un organisme politique central groupant l'ensemble de ces comités (AVNOJ) put être constitué et en novembre de la même année la première « Assemblée du Mouvement de libération nationale et populaire de Yougoslavie » eut un profond retentissement.

Un an plus tard, en novembre 1943, alors que le mouvement de Mikhaïlovitch s'affaiblissait, le Deuxième Congrès de l'AVNOJ fut assez fort pour s'instituer en organisme législatif suprême du pays, jouissant en fait de tous les droits d'un parlement effectif et capable de proclamer la transformation du Comité de libération nationale en « Gouvernement provisoire ».

Ainsi, tout en ayant recherché au sommet des accords avec les leaders des anciennes organisations politiques, le Parti communiste se trouva à la tête d'une pyramide de comités élus à la base, nommés au sommet mais qui constitua en pleine guerre une nouvelle forme d'Etat remplaçant l'ancienne.

Le même phénomène eut lieu en Albanie.

Le « Mouvement de libération nationale » constitué en 1942 élargit assez vite son influence car, indépendamment de son programme, il apparaissait comme un mouvement de subversion sociale et comme le messenger d'un changement. Il brisa rapidement aussi bien le « Balli Kombetar », appuyé par les Britanniques, que le petit

mouvement des « Legaliteti », qui groupait les partisans du retour au pouvoir du roi Ahmed Zog qui, comme on le sait, avait été déposé par les Italiens avant la guerre, après avoir collaboré avec eux pendant quinze ans.

En octobre 1944, le « Conseil antifasciste » nomma un gouvernement provisoire, couronnant le nouvel appareil des comités.

La nouvelle charpente étatique constituée dans ces conditions aurait couru le risque de subir des modifications profondes si une armée alliée mais politiquement hostile avait pénétré dans le pays. Mais tel ne fut pas le cas. »

Bouleversements en profondeur

C'est seulement en exprimant les aspirations sociales et politiques des nationalités et des masses exploitées pour affronter les Allemands et écraser les Tchétchiques que le PCY pouvait poursuivre la lutte et finalement vaincre. Dès le 23 novembre 1943, la deuxième session de l'AVNOJ (Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie) constituait un gouvernement appuyé sur les comités populaires de libération. Des ministres « bourgeois » participaient certes à ce gouvernement. Ils n'étaient pas grand chose d'autre que des fantoches entre les mains de l'appareil du PCY.

C'est l'armée des partisans qui, au départ des Allemands, s'est emparée de Belgrade et non l'armée de l'URSS. En octobre 1945, les deux derniers spécimens bourgeois étaient éliminés du gouvernement en même temps que les classes exploiteuses étaient en grande partie expropriées. L'expropriation ne présentait aucune difficulté et ne faisait que ratifier une situation de fait. La grande majorité de la propriété industrielle et du système de crédit, à la suite de l'occupation, était entre les mains du capital allemand et italien, ou contrôlée par lui :

« Enfin, en Yougoslavie, dans les régions annexées par le Reich, l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers furent expropriés et concentrés dans les mains de la « Energieversorgung Steyermark », qui absorba, de la même façon que la « Hauptrehandstelleost » en Pologne annexée, de nombreuses entreprises.

En Serbie, la pièce maîtresse de la pénétration allemande fut la Banque nationale serbe, constituée par l'occupant, qui s'était emparé, dès son entrée à Belgrade, de l'importante Banque nationale du Royaume de Yougoslavie.

En Croatie « libre », l'ensemble du marché fut pris en exploitation, moitié par les banques allemandes de Vienne et moitié par le capital italien par ailleurs maître absolu de la Dalmatie.

Comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, l'Allemagne se préoccupa de donner à aussi un fondement « juridique » à sa nouvelle propriété et procéda à d'importants achats sur le marché des capitaux français : elle acquit ainsi les actions et la propriété des fameuses mines de Trbovlje (Tréfil), la troisième entreprise yougoslave par la grandeur, et les mines de Bor anciennement contrôlées par la Banque Mirabeau. Ces actions passèrent dans le portefeuille de la Preussische Bank.

Si l'on jette donc un coup d'œil d'ensemble sur les trois pays annexés par le Reich, déjà maître de l'Autriche, on constate que les capitaux allemands avaient profondément pénétré le système économique de ces pays; que le Reich avait procédé à une importante concentration bancaire et industrielle et qu'enfin il avait essayé de donner une base juridique légale par l'achat d'actions à certaines de ses acquisitions. La pénétration allemande influa sur l'ensemble de la vie économique des pays occupés et provoqua une redistribution des capitaux : grâce à l'occupation de la France, de la Belgique et de la Hollande, la part légale de l'Allemagne s'agrandit par l'achat de la plupart des actions dont disposaient ces pays.

La succession allemande en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie, comme la succession italienne en Albanie, apparaissent ainsi comme des successions affectant NON UNE PARTIE, MAIS LA TOTALITE DU SYSTEME ECONOMIQUE. »

Quant aux rapports à la campagne, voici ce qu'explique Nicolas Clarion :

« Plus que tous les autres pays balkano-danubiens, la Yougoslavie et, à sa suite, l'Albanie, ont pu connaître une véritable transformation par en bas des rapports de propriété.

Avant la guerre, les diverses provinces de la Yougoslavie avaient vécu sous un régime agraire absolument différent. En Serbie, la grande propriété foncière ottomane avait été détruite dès 1830. Par contre, le régime féodal a subsisté longtemps dans le Monténégro et en Macédoine où les rapports capitalistes ne se sont greffés que lentement sur la structure économique du pays. En Croatie et en Dalmatie, les vestiges féodaux n'avaient nullement été entamés entre les deux guerres. A cause de cette différenciation, la statistique officielle sur la distribution de la propriété à la campagne dans l'ensemble de la nation n'a qu'une valeur fort relative. Elle indiquait avant la Deuxième Guerre mondiale qu'à la suite des réformes agraires les exploitations de plus de 100 hectares, représentées par 0,1 % des propriétaires, occupaient 6,5 % des surfaces; les propriétés entre 10 et 100 hectares représentées par 11,6 % des propriétaires occupaient 38,3 % des surfaces; celles en dessous de 10 hectares représentées par 88,3 % des propriétaires occupaient 55 % de la superficie; 10 % de la population rurale était dépourvue de terre.

Une série de lois d'août 1945, promulguées par les républiques fédérées, ont donné à la réforme agraire le cadre suivant :

- expropriation des biens des Allemands et des traîtres, des terres des banques, des sociétés anonymes, de l'Eglise (ces dernières au-dessus de 10 hectares). L'expropriation s'étendit sans indemnité au matériel agricole, au cheptel, d'ailleurs presque entièrement anéanti;
- le plafond de la propriété paysanne est fixé à 45 hectares, dont 30 à 35 hectares de terre arable, 10 à 15 hectares de forêts ou 45 hectares de terre arable;
- redistribution de toutes les terres et de tous les biens confisqués, sur la base des besoins individuels constatés, avec régime préférentiel pour les victimes de guerre.

La hardiesse des lois agraires yougoslaves semble pourtant atténuée si l'on prend en considération le fait que durant l'occupation allemande, tout au long de 1943 et 1944, 50 à 75 % des districts ruraux du pays ont été occupés par les partisans.

La réforme a donc, d'un côté, légalisé un état de fait en ce qui concerne la suppression des grands domaines; mais, d'un autre côté, elle a favorisé à la campagne une nouvelle différenciation qui avait pratiquement disparu au cours de la guerre des partisans. En ce sens, on a ramené les transformations à la campagne dans les cadres d'une réforme et non d'une révolution agraire.

Le même processus eut lieu en Albanie après l'effondrement de l'Italie. Ici, comme au Monténégro, 20 familles de beys féodaux et une étroite minorité de paysans riches occupaient presque toute la terre; 50 % de la paysannerie était composée de paysans pauvres, 15 % des paysans pouvaient à peine subsister sur leur lopin de terre.

L'Albanie, alignant sa réforme agraire sur le modèle yougoslave, a octroyé en définitive un statut privilégié à la grande propriété paysanne créée de toutes pièces après la fin de la guerre. »

Des Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine

Force est de constater que la possibilité théorique que le « Programme de transition » évoquait s'est réalisée, et au-delà en Yougoslavie et en Albanie. Au-delà car, dès 1944-1945, il n'est plus possible de parler seulement de « gouvernement ouvrier et paysan », notamment en Yougoslavie. La formule de Nicolas Clarion, « une forme nouvelle de pouvoir d'origine plébéienne », n'a d'autre sens que d'éviter de caractériser la nature sociale du nouvel Etat qui a été constitué. Notre organisation, la IV^e Internationale, a à l'époque tardé à constater les mutations qui s'étaient produites en Yougoslavie, en grande partie parce que, tout en constatant d'importantes différences, elle établissait néanmoins une correspondance étroite entre la Yougoslavie et les autres pays situés dans la zone d'influence de la bureaucratie du Kremlin.

Mais justement, la Yougoslavie ne devait pas être comprise comme faisant partie de la zone d'influence du Kremlin, mais de celle des alliés impérialistes. Les rapports sociaux et politiques que la guerre des partisans dirigée par le PCY a établis ont modifié ce qui était précédemment prévu sans que la bureaucratie du Kremlin soit en mesure de contrôler le gouvernement yougoslave et le nouvel appareil d'Etat, bien qu'elle ait à l'intérieur de ceux-ci ses agents. Tout au contraire, les agents du Kremlin étaient surveillés par la police politique que le PCY avait constituée et que dirigeait le ministre de l'Intérieur, Mankovitch. Lorsque la rupture ouverte interviendra entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie yougoslave, les agents du Kremlin seront rapidement neutralisés, emprisonnés et exécutés. Il en a été ainsi de Jouyovitch et de Hebranz, membres du comité central. Ceux qui, ayant raté leur opération, tenteront de s'enfuir, comme les généraux Yovanovitch, chef de l'état-major, Peko Dapchevitch, libérateur de Belgrade, et Petricevitch, général-major, seront rattrapés et, soit abattus sur place, soit fusillés.

Il faut convenir qu'en Yougoslavie ainsi qu'en Albanie, dès la libération de 1944-1945, un Etat ouvrier existait. Mais quel Etat ouvrier ? Etait-ce la dictature du prolétariat ? Question à laquelle on ne peut répondre que par non. Cet Etat ouvrier a été construit dans les conditions particulières d'une guerre révolutionnaire de partisans, sous le contrôle de l'appareil bureaucratique, produit du stalinisme, du PCY; les conditions ne permettaient pas que la classe ouvrière yougoslave, déjà faible, en outre décimée par la guerre, subissant dans les villes l'écrasante occupation hitlérienne, joue directement son rôle, soit la force politique dirigeante. L'appareil d'Etat a été construit à partir du PCY, de l'appareil militaire qu'il a organisé et dirigé, contrôlant une armée essentiellement de composition sociale paysanne. Néanmoins, il faut souligner que le PCY a pu jouer ce rôle parce qu'il était un parti ouvrier-bourgeois certes, mais un parti ouvrier. Dès son origine, l'Etat ouvrier yougoslave était marqué au plus profond par l'origine, l'histoire du PCY : il était un Etat ouvrier bureaucratique. La classe ouvrière lui était subordonnée. Jamais la dictature du prolétariat n'a été réalisée en Yougoslavie. En Yougoslavie, comme dans tous les pays où des PC ont été amenés à prendre le pouvoir, la chasse aux trotskystes et la dénonciation du trotskysme ont été des éléments indispensables à la bureaucratie se constituant pour substituer sa dictature à celle du prolétariat.

Nicolas Clarion rappelle à juste titre :

« Il convient d'observer ici qu'à la faveur de ce conflit central une lutte parallèle, mais non moins violente, fut engagée par les PC (yougoslave et albanais) contre toute opposition socialiste ou communiste indépendante ou autonome qui se dressait contre la politique du « Politburo ». Cette lutte contre la gauche, très méconnue, et sur laquelle on fait habituellement le silence, coûta la vie à des milliers d'individus. »

Chine : Décomposition des rapports fondamentaux; le PCC prend le pouvoir

En Chine, le processus a été différent. Au point de départ, il y a la décomposition, le pourrissement sur pied de la société chinoise. Dans un article de « Quatrième Internationale » (mai-juillet 1950), E. Germain situe parfaitement ce qu'il en était :

« La société chinoise, enfant bâtarde de l'ancienne Chine et de l'impérialisme mondial, n'avait cessé d'être soumise à des convulsions sanglantes. Principal théâtre des rivalités impérialistes dans l'Extrême-Orient, elle était écartelée entre des chefs militaires, conduisant leurs guerres privées avec les subsides d'une des grandes puissances intéressées au commerce chinois, avant de devenir victime d'une guerre de conquête en bonne et due forme de la part de l'impérialisme japonais. La défaite de la révolution chinoise de 1925-1927 n'avait pas permis de trouver une solution progressive des contradictions dans lesquelles se débattait cette société bâtarde. C'est pourquoi on assista par la suite à une lente décomposition des rapports fondamentaux sur lesquels se basait la société chinoise. »

C'est seulement cette décomposition qui explique qu'au lendemain de l'écrasement de la révolution de 1925-1927, le Parti communiste chinois ait pu organiser temporairement des bases rouges au Kiang-Si et au Fou-Kien, et qu'à la

suite de la cinquième expédition militaire organisée par Tchang Kaï -chek pour les écraser il ait pu réaliser la « Longue Marche » (10 000 km) entre octobre 1934 et octobre 1935 et instaurer au Chen-Si une république agraire. Dès 1935 d'ailleurs, le PCC et Mao Tsé-toung proposaient, sur la ligne des « fronts populaires » que Moscou dictait aux PC, un accord à Tchang Kaï -chek. Ce n'est qu'à la veille de l'invasion massive de la Chine par les troupes japonaises, alors que plus que jamais l'anarchie régnait, que les généraux du Kuomintang s'opposaient les uns aux autres, que Tchang Kaï -chek incapable de battre une « Armée rouge » pourtant extrêmement faible consentit à conclure un accord avec le PCC pour mener la guerre nationale contre les Japonais.

Politiquement cet accord était tout en sa faveur : formellement le « Gouvernement soviétique chinois » se dissolvait et se transformait en régime régional autochtone dans le cadre de la République chinoise. L'« Armée rouge » devenait les 4^e et 5^e armées chinoises, placées en principe sous le commandement de Tchang Kaï -chek. Mais le Kuomintang était bien incapable d'exploiter cet avantage politique. Dès l'attaque japonaise ses troupes étaient écrasées, mises en déroute. Elles refluaient en débandade. Contre le Japon, le PCC organisa une gigantesque guerre de partisans. N'ayant pas les moyens militaires de défaire les Japonais, ils n'en contrôlaient pas moins politiquement d'immenses territoires au nord et au nord-ouest de la Chine. A la capitulation du Japon, la 8^e armée de route occupait les districts agricoles et quelques villes secondaires de Mandchourie. Ensuite elle arrêta ses opérations. Transportées par avion grâce au matériel américain, les troupes de Tchang Kaï -chek occupèrent les grandes villes évacuées par les Japonais et les Russes.

L'objectif du PCC à ce moment est clairement défini par l'accord qu'il signe avec le gouvernement de Tchang Kaï -chek le 11 octobre 1945 : réunion d'une assemblée consultative. Elle se réunit en janvier 1946 à Tchong-ch'ing et aboutit à un accord sur la constitution d'un gouvernement de coalition et la convocation d'une Constituante. Le 25 février, le Kuomintang et le PCC, sous l'égide du général Marshall, concluaient un accord pour l'unification des forces armées. Mais en même temps, Tchang Kaï -chek commençait à attaquer les positions de la 8^e armée de route. La reprise des hostilités était générale dès l'été 1946 et, à la fin de l'année, Tchang Kaï -chek déclenchait une offensive générale pour occuper tous les territoires que les troupes du PCC occupaient. L'alternative pour le PCC était brutale : ou engager la guerre civile ou se faire écraser. Mao Tsé-toung et les dirigeants du PCC choisirent le premier terme de cette alternative. Pour résister, alors qu'il s'y était opposé jusqu'ici, le PCC proclama la réforme agraire dans les territoires qu'il occupait.

Après quelques succès initiaux, notamment l'occupation de Yen-an, capitale du PCC depuis 1935, les troupes de Tchang, pourtant d'une supériorité écrasante en nombre et en armement, subirent en 1947-1948 des défaites sans appel jusqu'à la débandade finale de 1949. Les raisons en sont fondamentalement sociales et politiques. D'un côté, les troupes de Tchang Kaï -chek se sont littéralement désagrégées. Dans les villes, une certaine agitation étudiante et ouvrière, durement réprimée par Tchang et abandonnée à elle-même par le PCC, se produisit en 1946-1947. Par contre, le mouvement des paysans pour la réforme agraire s'étendit rapidement du Nord au Sud de la Chine, les révoltes paysannes, que personne ne contrôlait, s'étendant à des provinces entières. Des régiments, des armées entières du Kuomintang vendaient leurs armes, se rendaient, passaient du côté du PCC. Le pouvoir politique existait de moins en moins. Bientôt, à Shanghai, la bourgeoisie elle-même exigea la démission de Tchang Kaï chek. Les armées du PCC se sont arrêtées un temps sur le Yang tsé-kiang tandis que des pourparlers de paix étaient engagés. Ce n'est que le 20 avril 1949 qu'elles franchissaient le fleuve. A la fin de 1949, toute la Chine était sous leur contrôle.

L'action des armées que le PCC a dirigées a renversé le régime du Kuomintang. Mais le fond de l'affaire est que le pourrissement de la société chinoise a atteint un point extrême au cours de la guerre contre le Japon. La défaite du Japon survenant après la défaite des puissances coloniales a complètement libéré toutes les forces centrifuges. L'impérialisme américain n'y pouvait rien.

Visiblement le PCC a été d'une prudence extrême y compris après l'offensive de Tchang Kaï -chek en 1946 et après qu'il eut décrété la réforme agraire dans les territoires que ses troupes occupaient. Au Sud, il a différé aussi longtemps que cela lui a été possible la réforme agraire. Le gouvernement que Mao Tsé-toung a constitué, alors qu'il venait de proclamer le 1^{er} octobre 1949 la République populaire de Chine, comprenait des ministres représentants d'organisations bourgeoises, il est vrai plutôt fantomatiques. Ils siégeaient comme représentants de la soi-disant « bourgeoisie nationale ». Le PCC a finalement plus été poussé en avant qu'il n'a impulsé les événements et surtout le mouvement des masses populaires, principalement, bien que pas seulement, des masses paysannes. Il a chevauché la révolution agraire en s'efforçant de contenir le processus révolutionnaire, de le contrôler, de le limiter, et surtout que les masses prolétariennes des grandes villes ne se mettent pas à la tête du mouvement. C'est pourquoi il a constitué ces gouvernements de coalition, qu'il a qualifiés de régime de « démocratie nouvelle », régime soi-disant particulier d'alliance de la classe ouvrière avec la « bourgeoisie nationale ».

Le fait est que l'Etat de Tchang a disparu, s'est liquidé. Le nouvel Etat a été ordonné à partir et autour du PCC et de l'armée. Au moins au Nord, les grands propriétaires fonciers ont été expropriés. La plus grande partie du capital a été expropriée quasi automatiquement. Une très grande partie appartenait déjà à l'Etat (était nationalisée) avant 1937 et, lorsque les Japonais ont capitulé, le gouvernement de Tchang s'est emparé de toutes les propriétés japonaises, les a « nationalisées ». Bien sûr, ces « nationalisations » étaient d'un type particulier et elles étaient écumées par les grandes familles du Kuomintang - c'est ce que l'on appelait le « capital bureaucratique ».

Bientôt le PCC était contraint d'aller plus loin encore : la guerre de Corée (dont Staline a été l'instigateur) a permis à l'impérialisme américain d'intervenir massivement, de concentrer une redoutable armée à l'une des frontières de la Chine, le long du fleuve Yalu, obligeant les Chinois à intervenir à leur tour massivement au prix de pertes énormes et à un coût fabuleux, compte tenu de leurs moyens. Pour résister à l'impérialisme américain, pour mobiliser les hommes et les ressources, le PCC a dû achever l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la réforme agraire.

En 1950-1951, elle était réalisée dans les régions où elle ne l'avait pas encore été jusqu'alors. L'appareil d'Etat était de plus en plus « épuré » des « représentants » de la « bourgeoisie nationale ».

En 1953, le nouvel Etat détenait 80% de l'industrie lourde, réalisait 90 % du commerce extérieur, contrôlait 95% du crédit et 70 % du commerce agricole s'opérant au moyen de coopératives. Le premier plan quinquennal était élaboré.

2. L'Indochine, un autre exemple

Au Vietnam, au Laos, au Cambodge, tout est beaucoup plus clair. La colonisation française commence dès 1860 avec la conquête de la Cochinchine. Elle s'achève en 1890. Toutes les conquêtes coloniales françaises sont placées sous l'autorité du Gouvernement général de l'Indochine qui dépend du ministère des Colonies. Le Gouvernement général exerce l'administration directe. L'appareil d'Etat est l'appareil d'Etat français. L'Indochine est considérée comme « territoire français ». Cependant une royauté fantôme est maintenue : l'empereur d'Annam « règne » sur le Tonkin et l'Annam, qui sont formellement « protectorats français ». Sa capitale est à Hué. Il nomme ses « ministres ». Au Laos et au Cambodge aussi la monarchie est maintenue. Par contre, la Cochinchine a été « cédée » à la France, en toute souveraineté, par l'empereur d'Annam, dès 1874. Elle est considérée comme colonie française, ainsi que le deviendront en 1888 Hanoï, Haiphong et Tourane.

Le maintien des monarchies répond à certaines exigences : utiliser les anciennes classes dominantes au profit de la colonisation française. Ce sont les mandarins, les anciens notables communaux, les anciens seigneurs, qui deviennent les agents de la colonisation et de l'administration française. La Cochinchine, « bénéficiant » du statut colonial, est dotée en 1880 d'une Assemblée élue, le Conseil colonial, où siègent quelques Annamites désignés par les chambres de commerce et d'agriculture. Le suffrage et l'éligibilité sont réservés aux citoyens français, et les Annamites, « sujets français », n'accèdent à la citoyenneté que par un acte analogue à la naturalisation (on ne comptait au total dans les trois pays annamites que 2 555 « nationalisés » français, dont les trois cinquièmes en Cochinchine, en 1937 - « Histoire du Vietnam », Philippe Devillers). Plus tard, le Conseil colonial et les principales municipalités seront élus sur la base du double collège. En même temps, un nombre relativement important de Vietnamiens seront intégrés à l'administration coloniale.

Dans leur ensemble, après leur capitulation face à l'impérialisme français, les anciennes classes dominantes de ce pays féodal sont devenues ses agents. Mais la colonisation a bouleversé les rapports de production qui, de féodaux, sont devenus capitalistes. Lorsque les anciens rapports de production n'étaient pas radicalement éliminés, ils étaient transformés, subordonnés dans le sillage de la colonisation, en fonction des intérêts de l'impérialisme français, aux rapports de production capitalistes. Une bourgeoisie autochtone se constituait et se développait dans le processus de la transformation des rapports de production. C'est d'elle, de ses éléments petits-bourgeois notamment, que surgirent les premiers mouvements de lutte contre l'impérialisme français. Très rapidement, en raison de la dépendance de cette bourgeoisie coloniale par rapport à l'impérialisme d'un côté, de sa peur du prolétariat de l'autre, la bourgeoisie vietnamienne atteint l'étroite limite de sa lutte contre l'impérialisme. L'échec du mouvement insurrectionnel de février 1930 que le Parti national annamite avait organisé porta un coup mortel au mouvement révolutionnaire impulsé par la petite bourgeoisie.

Les grandes entreprises capitalistes sont sous le contrôle de la Banque d'Indochine et de la Banque Franco-chinoise qui détiennent une partie plus ou moins importante du capital et appartiennent exclusivement à des sociétés françaises. Même dans l'agriculture il en est ainsi. En 1937, par exemple :

« 700 européens, une poignée de colons et quelques grandes sociétés possèdent un cinquième de la surface des terres des trois pays d'Indochine et en laissent la moitié sans la mettre en valeur, alors que 17 millions d'indigènes végètent sur une terre trop petite, ou peinent et meurent de faim au service des grands propriétaires. »
(Mouvements nationaux et lutte des classes au Vietnam - Anh Van et Jacqueline Roussel).

La bourgeoisie indigène industrielle et commerçante est faible. Elle a ses racines dans le contexte de la « mise en valeur » des pays d'Indochine par le capital français; de plus, ses intérêts sont étroitement imbriqués à ceux des propriétaires fonciers, car la possession de la terre est un refuge sûr pour ses capitaux. L'usure est aussi un de ses « débouchés ».

Les grands propriétaires fonciers au Tonkin possédaient 16,6% des terres. En Cochinchine centrale, 1% des propriétaires possèdent 31,3% du sol; dans la Cochinchine occidentale, 9,6% possèdent 65,5% du sol. Et surtout, bourgeois et propriétaires fonciers sont les bénéficiaires des prêts usuraires aux paysans « propriétaires » endettés jusqu'au cou.

A la veille de la guerre la paysannerie représentait 92 % du total de la population. La plus grande partie, les deux tiers, était composée de coolies agricoles sans terre, une autre partie extrêmement importante était composée de paysans terriblement endettés mais possédant de misérables lopins de terre. A côté d'une petite bourgeoisie très diversifiée, la classe ouvrière, familles comprises, représentait 5% de la population.

La guerre et la politique du PCV

Telle apparaissait, au moment où l'impérialisme français était défait, en juin 1940, par l'impérialisme allemand, « l'Indochine française ». Dès le 19 juin, les Japonais exigeaient le contrôle des transports entre Haï phong et la frontière chinoise. Le 29 septembre, un accord était conclu : une force de 6 000 hommes devait permettre à l'armée japonaise, au Kwang-Si, d'utiliser les moyens de communication du Tonkin et de les couper aux armées chinoises. Le 29 juillet 1941, un accord Darlan-Kato intégra l'Indochine qui resta, sous la souveraineté de la France, dans le système militaire japonais. L'effectif des troupes japonaises stationnées en Indochine s'élèvera aux environs de 35 000 hommes. Mais elles laissèrent l'administration française fonctionner et les troupes françaises assurer l'« ordre » en Indochine.

La liquidation du gouvernement de Vichy en 1944 en France a amené l'armée française d'Indochine à changer de camp, tandis que le retournement de la situation militaire dans le Pacifique faisait redouter aux Japonais un débarquement américain en Indochine avec l'armée française dans le dos. Dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, les Japonais attaquent les troupes françaises et en vingt-quatre heures liquident leur résistance. Les Japonais n'ont pas les moyens d'improviser une administration de l'Indochine. Ils demandent aux fonctionnaires français ou appartenant à l'administration française de rester en place, nommant en Cochinchine, en Annam et au Tonkin des gouverneurs qui se

substituent aux gouverneurs français. L'« empereur » Bao Dai incarnera le pouvoir central au Vietnam. A cet effet, Bao Dai constitue un nouveau « gouvernement » : le gouvernement Tran Trong Kim, instrument des Japonais.

L'essentiel est cependant que le coup de force japonais du 10 mars a fait s'effondrer l'appareil administratif et militaire français et ouvert un vide politique immense que le « gouvernement impérial » est incapable de combler. A la capitulation du Japon, le 14 août, les troupes japonaises sont chargées du maintien de l'ordre jusqu'à l'arrivée des troupes chinoises au nord du 16° parallèle, et anglaises au sud. Mais la révolution déferle, non impulsée par la politique du Vietminh, mais en dépit d'elle.

En ces temps où beaucoup font l'apologie du Parti communiste vietnamien et de sa direction, il n'est pas inutile de faire un bref récapitulatif de sa politique avant, pendant et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au Vietnam, très rapidement, les partis bourgeois et petits-bourgeois ont été déconsidérés. Dès le début des années 1930, le Parti communiste du Vietnam comptait plusieurs centaines de membres et plusieurs milliers à la veille de la guerre. A la même période, sous la direction de Tha Tu Thau, qui venait d'être expulsé de France, un groupe trotskyste se constituait en Cochinchine. Il allait avoir au cours des années suivantes un puissant rayonnement.

La ligne du PCV a suivi rigoureusement jusqu'en 1947-1949 la ligne que Staline dictait. Jusqu'en 1932, cette ligne est gauchiste. En 1933, l'influence grandissante du groupe trotskyste impose la réalisation d'un front unique entre staliniens et trotskystes. Ils présentent en commun une liste aux suffrages du deuxième collège de Saï gon, lors d'une élection municipale, soutenue par un organe commun, « La Lutte ». Deux candidats de « La Lutte » sont élus. Pour le PCV, ce n'était qu'une transition. En 1935, il applique au Vietnam la ligne du front populaire qui, non seulement tendait la main à la bourgeoisie dite « nationale » vietnamienne, mais, au nom de la défense de la démocratie, soutenait l'impérialisme français contre la « menace fasciste » japonaise. Cette ligne, les staliniens vietnamiens l'appliquèrent jusqu'au pacte germano-russe d'août 1939. Aux élections de 1937 le journal « La Lutte » présentait encore une liste de front unique entre staliniens et trotskystes, dont trois des candidats furent élus. Cependant le 14 juin 1937, les staliniens refusaient de voter une résolution anti-impérialiste que Tha Tu Thau leur soumettait. Ce fut la rupture. Les trotskystes gagnèrent la majorité au sein du groupe « La Lutte » et poursuivirent la parution du journal sur leur orientation. Au Conseil municipal de Saigon, en 1939, les staliniens votèrent un nouvel impôt destiné à financer la défense nationale de l'impérialisme français.

« Aussi, au cours des élections au Conseil colonial de Cochinchine le 30 avril 1939, Tha Tu Thau et Tran Van Trach, candidats trotskystes, furent-ils élus (au deuxième collège) bien que ce fut au suffrage restreint dont beaucoup de travailleurs étaient exclus... 80 % des voix, staliniens et bourgeois se partageant le reste. » (op. cit.) Bientôt, le pacte Hitler-Staline fut le prétexte d'une terrible répression dont furent victimes aussi bien les staliniens que les trotskystes, qui, alors que la guerre éclatait, restèrent fermes sur la ligne du défaitisme révolutionnaire.

Pendant la guerre, la ligne du PCV correspond absolument à celle de la bureaucratie du Kremlin. Deux mois après l'intégration de l'Indochine dans le système militaire japonais, deux mois et demi après l'attaque hitlérienne contre l'URSS, alors que visiblement le Japon prépare la guerre, le 8 septembre 1941, Ho Chi Minh annonce la constitution d'un front national : le Front de l'indépendance du Vietnam, ou Vietminh. Le 25 octobre, le « Vietminh » lance son premier manifeste :

« Union de toutes les couches sociales, de toutes les organisations révolutionnaires, de toutes les minorités ethniques. Alliance avec tous les peuples opprimés de l'Indochine. Collaboration avec tous les éléments anti-fascistes français. »

Sous la couverture du Vietminh, le PCV va pouvoir se réorganiser. A la différence des trotskystes complètement isolés et sans moyens, il bénéficie de l'appui du Kremlin. Il peut même utiliser le territoire chinois comme base arrière. Ho Chi Minh, qui s'appelle alors Nguyen Ai Duoc, collabore avec les services chinois. Un moment arrêté, il sera relâché sous l'identité de Ho Chi Minh en février 1943. Philippe Devillers précise : « Il recevra désormais les 100 000 dollars chinois par mois attribués jusqu'alors à Nguyen Kai Thau. » La propagande et l'organisation du Vietminh progressent, notamment au Tonkin. En 1944, il commence la guérilla. La ligne officielle est celle de l'indépendance. Elle correspond aux positions d'alors de l'impérialisme américain qui vise à substituer son influence à la colonisation française et à la ligne de partage du monde en zones d'influence élaborée à Yalta par Staline, Roosevelt et Churchill, réduisant l'impérialisme français à la portion congrue, et contre laquelle se dresse de Gaulle.

Après le 10 mars 1945, le Vietminh opère sans difficultés hors des gros centres et bénéficie du soutien de la population qui espère que l'heure de la fin du colonialisme est proche. Les Américains lui parachutent des armes. Le Vietminh est aussi en relation, par la médiation de Sainteny, avec le gouvernement de De Gaulle. Sainteny en mission en Chine s'efforce de regrouper les débris du corps expéditionnaire français en Indochine qui ont échappé aux Japonais, et de préparer le retour de l'impérialisme français en Indochine. Il envoie selon ses moyens des instructeurs militaires et des armes au Vietminh.

Le Vietminh fait transmettre en juillet 1945, par l'intermédiaire de l'OSS, un aide-mémoire où il résume ses vues sur « l'Indochine française future » :

« Nous, Ligue du Vietminh, demandons que les points suivants soient annoncés par les Français et observés dans la politique future en Indochine française :

- 1. Un parlement sera élu au suffrage universel. Il légifèrera pour le pays. Un gouverneur français exercera les fonctions de président jusqu'à ce que l'indépendance nous soit assurée. Ce président choisira un cabinet ou un groupe de conseillers acceptés par le parlement. Les pouvoirs précis de tous ces organes pourront être mis au point dans l'avenir.*
- 2. L'indépendance sera donnée à ce pays dans un minimum de cinq ans et un maximum de dix.*
- 3. Les ressources naturelles de ce pays retourneront à ses habitants après un dédommagement équitable des détenteurs présents. La France bénéficiera d'avantages économiques.*
- 4. Toutes les libertés proclamées par les Nations-Unies seront garanties aux Indochinois.*
- 5. La vente de l'opium sera interdite.*

Nous espérons que ces conditions seront jugées acceptables par le gouvernement français. »

La révolution au Nord

Le 16 août 1945, après la capitulation, les Japonais transfèrent le pouvoir au délégué de l'« empereur » Bao Daï , à Hanoï . Le mouvement des masses va déferler. Philippe Devillers raconte :

« Le 16, conformément aux engagements pris, les Japonais transfèrent au délégué impérial Phan Ke Toai les services du Gouvernement général et libèrent les prisonniers politiques. La « Révolution » va maintenant pouvoir se dérouler sans heurts.

Dans la matinée du 17 août, tandis que se réunit à la Résidence supérieure l'Assemblée consultative du Tonkin convoquée d'urgence, les manifestations commencent. Dans l'après-midi, à l'appel du Comité central des fonctionnaires, 20 000 manifestants se rassemblent devant le Théâtre municipal. Pour la première fois, le Front Vietminh apparaît alors ouvertement devant la foule. Des leaders Vietminh se mettent soudain au balcon du théâtre, culbutent le drapeau impérial, hissent au milieu des acclamations le drapeau rouge à étoile d'or. Partout dans la ville, les drapeaux rouges apparaissent. Les Japonais demeurent impassibles. Les manifestations s'amplifient le 18. Les rues sont pleines de drapeaux, de tracts, de mégaphones et de gens qui hurlent. Phan Ke Toai, tremblant devant l'émeute, sommé de se démettre, s'exécute, passe le pouvoir à un Comité directeur provisoire.

Le 19, les nationalistes se sont évanouis. Il n'y a plus dans la ville que des Vietminh. Leurs harangues enflammées ménagent curieusement les Japonais. Les « sections d'assaut » Vietminh occupent les bâtiments publics, sans susciter aucune réaction des Nippons. Ceux-ci, après quelques heures de négociations, cèdent aux insurgés les armes de la Garde indochinoise.

Le 20, le Vietminh, sans lutte, est maître de toute l'administration, de tous les services de Hanoï . Mais les manifestations violentes continuent. De nombreux Français sont molestés, deux disparaissent, beaucoup sont arrêtés. Un massacre sera évité de justesse.

Le 21, la révolution politique gagne en puissance.

Tandis que dans tout le pays, dans les bourgs et villages, les Comités populaires, évinçant les notables, s'installent dans les maisons communes, à Hanoi des intellectuels "gauchistes", sans instructions du Comité central du Vietminh, prennent de grandes initiatives.

Réunis à la Cité universitaire sur la convocation de l'Association générale des étudiants, des "représentants de tous les partis et de toutes les couches de la Population " votent la motion suivante :

" Vu la nécessité d'unifier, dans les circonstances actuelles, toutes les forces nationales du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine sous l'égide d'un gouvernement bénéficiant de l'appui des masses, en vue d'établir des relations diplomatiques avec les États étrangers et de consolider l'indépendance nationale,

Vu que le Vietminh a lancé le mot d'ordre de l'insurrection générale et a pris le pouvoir dans le Nord,

Vu qu'en Annam et en Cochinchine tous les partis espèrent que le Vietminh prendra le pouvoir en ses mains :

- 1. Exigent l'abdication de l'empereur d'Annam, l'instauration du régime républicain, la remise du pouvoir à un gouvernement provisoire formé par le Vietminh;*
- 2. Demandent au Front Vietminh d'ouvrir immédiatement les négociations avec les autres partis en vue de former un gouvernement provisoire;*
- 3. Appellent tous les partis, toutes les couches de la population et les plus larges masses du peuple à soutenir le gouvernement provisoire afin de commencer l'œuvre de consolidation de l'indépendance nationale. "*

La motion est transmise, par télégramme, à Hué.

A Hué, la capitulation du Japon a placé le gouvernement Tran Trong Kim devant l'échéance prévue. Les difficultés auxquelles il se heurtait l'avaient déjà amené, le 7 août, à offrir sa démission, mais Bao Daï l'avait prié de continuer à expédier les affaires courantes. Le 16 août, Tran Trong Kim, qui n'est pas encore autorisé par les Japonais à diffuser la nouvelle de la capitulation, affirme son intention de défendre l'indépendance acquise le 9 mars. "Les peuples du Vietnam, dit-il en substance, refusent d'être assujettis de nouveau à la France sous la contrainte de qui ils ont longtemps souffert ", et il demande l'union de tous dans la lutte pour l'indépendance. Le 18, il crée un Comité de salut national, groupant tous les partis politiques, en vue de diriger cette lutte.

L'objectif est maintenant d'obtenir des puissances alliées la reconnaissance de l'indépendance du Vietnam. Sur les conseils de son ministre des Affaires étrangères, Bao Daï adresse des messages en ce sens au président Truman, au roi d'Angleterre, au maréchal Tchang Kaï -chek, au général de Gaulle. Ce dernier message, par son accent, présente un intérêt particulier :

« Je m'adresse au peuple de France, au pays de ma jeunesse. Je m'adresse aussi à son chef et libérateur et je veux parler en ami plus qu'en chef d'Etat.

Vous avez trop souffert pendant quatre mortelles années pour ne pas comprendre que le peuple vietnamien, qui a vingt siècles d'histoire et un passé souvent glorieux, ne veut plus, ne peut plus supporter aucune domination ni aucune administration étrangère.

Vous comprendriez encore mieux si vous pouviez voir ce qui se passe ici, si vous pouviez sentir cette indépendance qui couvait au fond de tous les coeurs et qu'aucune force humaine ne peut plus comprimer. Même si vous arriviez à rétablir ici une administration française, elle ne serait plus obéie : chaque village serait un nid de résistance, chaque ancien collaborateur un ennemi, et vos fonctionnaires et vos colons eux-mêmes demanderaient à sortir de cette atmosphère irrespirable.

Je vous prie de, comprendre que le seul moyen de sauvegarder les intérêts français et l'influence spirituelle de la France en Indochine est de reconnaître franchement l'indépendance du Vietnam et de renoncer à toute idée de rétablir ici la souveraineté ou une administration française sous quelque forme que ce soit.

Nous pourrions si facilement nous entendre et devenir des amis si vous vouliez cesser de prétendre à redevenir nos maîtres.

Faisant appel à l'idéalisme bien connu du peuple français et à la grande sagesse de son chef, nous espérons que la paix et la joie qui ont sonné pour tous les peuples du monde seront assurées également à tous les habitants tant autochtones qu'étrangers en Indochine.

BAO DAÏ

Mais à Hué même, la pression du Vietminh se fait sentir. Le bruit court qu'à Hanoï le Vietminh, soutenu par les Alliés, a pris le pouvoir et qu'il a reçu de ceux-ci toutes garanties quant à l'indépendance du Vietnam. Le 22 août, Bao Daï décide alors de charger le Vietminh de former le nouveau gouvernement en remplacement du cabinet Tran Trong Kim, démissionnaire en bloc. Mais le télégramme de Hanoi, exigeant l'abdication, arrive sur ces entrefaites. Les Vietminh locaux en ont immédiatement connaissance.

Bao Daï, sous la pression d'une partie de son entourage, cède. Le 24, il fait répondre par son Conseil privé qu'il a déjà pris la décision d'abdiquer, de s'effacer, pour ne pas être un obstacle à la libération du pays. Il désire cependant que le peuple soit consulté. En attendant, désireux de céder légalement ses pouvoirs, il demande que les chefs du Vietminh viennent le plus tôt possible à Hué pour la cérémonie de transfert.

Le 25, les deux représentants du Vietminh, Tran Huy Lieu, vice-Président du Comité de libération, et Cu Huy Can, arrivent à Hué. Sans le moindre incident, le régime impérial disparaît. Bao Daï remet les sceaux impériaux et, tandis que le drapeau rouge monte au mât du "Cavalier du Roi", l'acte d'abdication est signé. »

La révolution au Sud

Au Sud, la révolution va aussi prendre son essor. Voici le récit qu'en fait Devillers :

« Le 14 août se constitue, en présence de représentants nippons, un "Front national unifié". Il groupe, avec le "Parti vietnamien de l'indépendance" de Ho Van Nga, les "Jeunesses d'avant-garde", le "Groupe des intellectuels", les syndicats de fonctionnaires, les Cao daïstes, les Phuc Quoc, les Hoa Hao, enfin le groupe trotskyste « La Lutte ». Ce front dispose de forces importantes. Les groupes de choc caodaïstes et les "Jeunesses d'avant-garde" en forment l'essentiel.

Le 16, un "exécutif" est formé. Le nouveau délégué impérial, Nguyen Van Sam, n'est pas encore arrivé de Hué, mais peu importe. Ho Van Nga, le chef du Parti de l'indépendance, s'installe comme délégué (Kharn Soi) intérimaire, Trait Van An comme "Président du Conseil de Cochinchine", Khê Van Can comme préfet de Saigon-Cholon, et c'est à eux que dans la journée les Japonais commencent à transférer pouvoirs et services. Des manifestations se dessinent. Quelques "Jeunesses d'avant-garde" en profitent pour opérer des perquisitions chez les Européens " sous prétexte d'y découvrir des armes ". Des incidents surgissent.

Le Vietminh choisit ce moment pour sortir de l'ombre. Il répand le 21, dans l'agglomération saïgonnaise, des tracts où il se présente comme un puissant mouvement de résistance vietnamien, soutenu par l'URSS, la Chine et l'Amérique, aux côtés de qui il a combattu Français et Japonais.

Entre communistes et nationalistes, une lutte de vitesse s'engage. Nguyen Van Sam, parvenu à Saïgon le 19, est immédiatement entré en rapport avec l'état-major nippon pour obtenir des armes pour les partis nationalistes et leurs milices. Les communistes, au courant de ces tractations, réalisent le danger : s'ils laissent l'armement nippon passer aux nationalistes, ils devront abandonner tout espoir de diriger la révolution. Le 22, les Vietminh passent à l'action, provoquent une réunion avec les dirigeants du "Front national unifié". Ils leur démontrent combien leur position, née de la force et de la volonté nipponne, est précaire et gênante au moment où est attendue à Saïgon la Commission d'armistice alliée. Si un changement de front n'est pas rapidement opéré, font-ils valoir, le mouvement vietnamien d'indépendance risque fort de se voir traiter par les Alliés comme une pure création japonaise et il sera sans doute écrasé. Pour permettre au peuple vietnamien de conserver l'indépendance qu'il vient de conquérir, il faut que les autres partis s'effacent devant le Vietminh qui, lui, par les titres qu'il s'est acquis à la reconnaissance des Alliés, pourra négocier utilement avec eux.

Cédant à cette subtile argumentation, les chefs nationalistes décident de s'effacer et de faire adhérer leurs partis et groupes au Front Vietminh qui devient ainsi en quelque sorte un "front national" très élargi. Ils croient d'ailleurs que ce changement d'étiquette leur profitera beaucoup plus qu'aux communistes dont ils savent la faiblesse.

Une grande manifestation consacre le 25 août le succès de la révolution. Un défilé monstre, de 9 heures à 18 heures, permet aux nationalistes et au Vietminh d'étaler leurs forces. La manifestation, admirablement orchestrée, se déroule dans un ordre parfait et même impressionnant, sans le moindre incident, devant les Français médusés. Les drapeaux jaunes des nationalistes ont disparu, et tandis que partout surgissent les bannières rouges du Vietminh, un "Comité exécutif provisoire du Sud du Vietnam" s'installe au palais du Gouvernement de Cochinchine. Sur 9 membres, il compte 7 communistes : Giau en assume la présidence et les affaires militaires. Le Dr Thach est

commissaire aux Affaires étrangères, Nguyen Van Tao, le leader syndicaliste de 1937, qui vient de purger une peine de cinq ans à Poulo-Condore, est secrétaire général et commissaire à l'Intérieur. Huynh Van Tieng, lui aussi militant syndicaliste, très actif de 1936-1939, à la Propagande. Duong Bach Mai et Nguyen Van Tay (le lieutenant de Giau) sont enfin commissaires aux Affaires politiques et administratives, respectivement de l'Est et de l'Ouest.

Le 25 août 1945, dix jours après la capitulation japonaise, le Vietminh domine ainsi tout le pays vietnamien. Avec une facilité déconcertante, par l'effet conjugué de la négociation, du noyautage, de la propagande et de l'intimidation, grâce à la "neutralité" japonaise surtout, il a conquis le pouvoir. Son drapeau flotte maintenant partout, du Nord au Sud, de Hanoï à la pointe de Camau. »

La révolution à l'œuvre

Le 29, Ho Chi Minh formait à Hanoï un gouvernement provisoire. Le 2 septembre, il proclamait la République démocratique du Vietnam. Pendant ce temps, les troupes chinoises occupaient le Nord-Vietnam jusqu'au 16° parallèle. Dès septembre, les premières troupes anglaises chargées d'occuper provisoirement le Sud-Vietnam arrivaient à Saï gon. Le Vietminh engage alors des discussions de son propre chef avec le représentant du gouvernement français, le colonel Cédile, qui a été parachuté fin août au Sud. Une puissante manifestation a lieu le 2 septembre où se produisent des incidents. Le 4 septembre, Giau, représentant du Vietminh, les désavoue et prêche l'apaisement dans son journal « Le Peuple ». Philippe Devillers écrit :

« Les Vietminh sont alors ouvertement accusés de trahison. Caodaï stes et trotskystes ordonnent à la population de ne pas livrer ses armes. La pression sur les communistes devient intense. Le 10 septembre, Giau doit céder. Il abandonne la présidence du Comité exécutif du Nambô à un "sans parti", Pham Van Bach. Le comité est élargi. Alors que dans sa première formule il comprenait 6 communistes sur 9 membres, il n'en comporte plus désormais que 4 sur 13. Trois "sans parti", deux nationalistes, un caodaï ste, un trotskyste, et le chef des Hoa Hao, le bonze Huynh Phu So, faisaient leur entrée. Cet élargissement consacrait l'abandon tactique par les communistes de la direction réelle du mouvement et l'orientation de plus en plus nationaliste du Comité du Nambô. »

Un peu plus loin, il écrit

« Le renforcement progressif des "forces de l'ordre" faisait en effet espérer, dans un avenir proche, un "assainissement" de la situation.

Depuis son entretien malheureux avec les chefs communistes, Cédile a été soumis à l'influence déterminante d'un groupe : celui que forment Bocquel et ses amis, en particulier le planteur Bazé, un Eurasien, et un avocat, M Béziat. Il a repris contact également avec certains administrateurs des Services civils, dont quelques-uns, comme Lalanne, sont pourtant très discutés par les résistants. Tous pressent Cédile de ne pas traiter avec les "aventuriers" du Vietminh, ces "bagnards", ces "bandits" et "agitateurs" compromis avec les Japs, etc. Cette agitation, lui dit-on, est absolument artificielle et provoquée. Elle n'est qu'un bluff fantastique. Il faut réarmer les soldats, agir. "Les Annam ites sont des lâches. Dès que vous vous montrerez fermes, et que vous sortirez la trique, broutt", ils f..ront le camp comme des moineaux (sic)."

Taper dans le tas ! Du côté français comme du côté vietnamien, la formule a ses partisans. Le capitaine de frégate de Riencourt, chef de la DGER à Saigon, en est un des plus ardents. Cédile n'abandonne cependant pas l'espoir de négocier. Partisan convaincu des nouvelles formules coloniales, il s'efforce de ne pas céder à ces instances. Mais que disent ses instructions ? Rétablir l'ordre. Réinstaller la souveraineté française. Prévoir une consultation populaire générale pour trouver les délégués représentant réellement la nation avant l'établissement du futur régime.

Avec de telles directives, est-il possible de convaincre les Annamites de la générosité de la France ? Entre celui qui a pour mission de rétablir la souveraineté française et ceux qui n'ont qu'un but, défendre l'indépendance conquise, il est clair que le dialogue est difficile, sinon impossible. Plutôt que de risquer une nouvelle Saint-Barthélemy, mieux vaut brusquer les choses. Le prétexte ? Cédile l'énonce froidement dans sa conférence de presse du 19 septembre :

"Le Vietminh, dit-il, ne représente pas l'opinion populaire. Il est incapable de maintenir l'ordre et d'éviter le pillage. Il faut d'abord que l'ordre règne, puis nous constituerons un gouvernement conformément à la déclaration du 24 mars." »

Dès lors, les Français se livrent à de multiples exactions contre les Vietnamiens. L'insurrection et la grève générale se déclenchent à Saigon. Mais le 2 octobre, les dirigeants Vietminh du Nambô acceptent la « trêve » : en d'autres termes, ils brisent la grève générale et liquident l'insurrection. A partir du 5 octobre, les premières troupes françaises, que commande Leclerc, arrivent à Saigon. Comme l'écrit Devillers, « il (Leclerc) ne croit pas à la vertu de la trêve ». Immédiatement, il engage les opérations militaires et la répression la plus brutale. Il réoccupe les points principaux de la Cochinchine, du Sud-Annam et du Cambodge. L'occupation dure jusqu'en février 1946. Quelque temps après Leclerc, est arrivé à Saigon le « moine sanglant », l'amiral Thierry d'Argenlieu, que le général de Gaulle a nommé haut-commissaire en Indochine.

C'est au cours de ces événements, que le Vietminh a assassiné Tha Tu Thau et des centaines de militants trotskystes.

Le réinvestissement de la Cochinchine, du Sud-Annam et du Cambodge n'était que le point de départ pour le réinvestissement total de l'Indochine. Cependant, au Nord, la présence de l'armée chinoise complique encore la situation, déjà difficile.

La révolution a volatilisé les anciennes structures politiques et administratives. Partout se sont constitués des comités. Le programme du Vietminh et celui du gouvernement ne comprennent aucune disposition allant au-delà de la république bourgeoise : ils respectaient et légitimaient la propriété privée des moyens de production. Le gouvernement

ne fait qu'entériner le résultat de l'action révolutionnaire des masses lorsqu'il décide la suppression du mandarinat et de toute la hiérarchie administrative et politique coloniale. Par contre, dans les villes et les villages, les comités qui se sont constitués devront s'ouvrir aux représentants de la bourgeoisie et des classes possédantes. Le gouvernement ne décrète que des réformes inéluctables et pratiquement déjà réalisées de fait : assiette de l'impôt, condamnation de l'usure, servitudes héritées du mandarinat. Alors, voyons ce qu'en dit Devillers :

« Ce qui compte en effet pour le moment, c'est moins ce qui se dit ou s'écrit dans les villes comme Hanoï ou Hué, où arrivent des missions alliées, où par conséquent le gouvernement doit sauver les apparences et maintenir l'ordre, que ce qui se passe dans les campagnes.

La révolution y a pris d'emblée un caractère absolu, radical. Avant même que les instructions sur les comités du peuple aient été élaborées, la révolution, la vraie, y a commencé.

Dans les villages et les bourgs, notables et mandarins sont, par centaines, pris à partie, molestés, arrêtés, voire massacrés, par des groupes déchaînés, menés par des agitateurs le plus souvent inconnus, sans que la population, en général terrorisée mais parfois consentante, réagisse. Toutes les prisons, tous les bagnes, simultanément ouverts, déversaient sur le pays, ivres de liberté et de revanche, "politiques" et condamnés de droit commun. Le chaos, la confusion eurent d'autant moins de peine à s'instaurer que depuis plusieurs mois l'autorité du gouvernement, ailleurs que dans les centres, n'avait plus qu'un caractère nominal.

On ne compta bientôt plus les pillages et les perquisitions, les extorsions de fonds, les "confiscations de biens des bourgeois fascistes et contre-révolutionnaires", les arrestations arbitraires et les assassinats après (ou sans) simulacre de jugement par des "tribunaux populaires" hâtivement mis sur pied. Les militants du PCV croyaient l'heure venue d'appliquer le programme "d'élimination du capitalisme fasciste" qui leur avait été enseigné dans les manuels d'agitateurs professionnels. Dans de nombreux centres de province et villages, notamment dans le Nord-Annam (Nghê An, Ha Tinh, Thanh Hoa) et au Tonkin (Bac Ninh, Thai Binh), les comités du peuple, sous leur direction, ordonnèrent la suppression des cérémonies rituelles, le partage des terres, la confiscation des biens des riches.

Les Comités du peuple avaient pris en main les villages et les tyranneaux qui les composaient faisaient régner la terreur. Partout, le pouvoir effectif appartenait à des communistes (souvent étrangers au village) ou à des individus se prétendant tels.

La révolution prenait ainsi au départ un caractère extrêmement violent de lutte sociale. Elle s'affirmait, dans la plupart des régions, comme d'essence communiste, se déroulant sur les lignes absolues du schéma léniniste. »

Une appréciation sur la politique du PCV et la révolution

Ensuite, Devillers expose la situation difficile et la politique des dirigeants du PCV :

« Ces excès ne pouvaient que déconsidérer la révolution, la faire sombrer dans le chaos. Les dirigeants communistes le sentent immédiatement. L'un d'eux, Duong Bach Mai, me dira bien plus tard (en mars 1947) comment, en sa qualité d'inspecteur des Affaires politiques et administratives de l'Est du Nambô (Cochinchine), il s'était employé à calmer les ardeurs intempestives des militants de la base, en leur montrant que la tâche du moment n'était pas de faire une révolution prolétarienne, mais d'abattre le "colonialisme" en appelant tout le peuple à lutter contre lui. (...)

Leur seul espoir de se maintenir et de survivre, c'était de prendre la tête de la lame de fond patriotique, en se portant à la pointe du combat pour l'indépendance. Non seulement ils étaient sûrs de rallier ainsi l'immense majorité de la population, mais ils bénéficieraient aussi, les premiers, du soutien des représentants des deux pays alliés, Chine et Etats-Unis, dont ils connaissaient déjà les sentiments à l'égard de la colonisation, de celle de la France en particulier. Le discours que Giap prononce le 2 septembre à Hanoï ne traduit pas seulement une volonté passionnée d'indépendance; il montre que les dirigeants Vietminh ont clairement en vue ces deux aspects du problème.

Réprimer les excès, obtenir l'union du peuple : c'est à ces deux objectifs que Ho Chi Minh et son équipe s'emploient immédiatement. Ho Chi Minh reste en effet convaincu, comme en 1930 lorsqu'il fonda le Parti, de l'impossibilité d'une instauration brutale du socialisme au Vietnam. Le peuple n'y est absolument pas préparé, à la fois de par ses traditions et de par son esprit. Pendant de longues années, le Vietnam devra s'acheminer lentement vers le socialisme par l'apprentissage et la pratique de la démocratie. Ce qui importe avant tout, c'est l'indépendance sans laquelle il n'est pas de régime réellement démocratique possible. Le peuple vietnamien doit pouvoir librement décider de son destin sans intervention étrangère. Le socialisme sera son but. Mais le chemin sera long qui y mènera, car il faudra des années pour consolider le régime "démocratique", liquider les tendances réactionnaires, jeter les bases d'une économie et d'une "vie" nouvelles. Pendant cette période, l'union de toutes les classes, de toutes les couches de la population est indispensable. Du reste, la prépondérance écrasante de la classe paysanne ne permet pas d'édifier au Vietnam un régime de dictature de la classe ouvrière. Celle-ci est trop peu nombreuse (3 % de la population active) et elle n'est pas préparée du tout à jouer un rôle dirigeant. Le régime démocratique ne peut se permettre au départ de rejeter des intellectuels et des techniciens sous prétexte qu'ils sont d'origine bourgeoise. L'important est de sceller en toute confiance et de façon indissoluble l'alliance de la bourgeoisie nationale, de la paysannerie et de la classe ouvrière.

Cette clarté de vue, cette conscience des réalités et des nécessités vietnamiennes ce sens de l'évolution historique, cette absence de sectarisme, font sans conteste de Ho Chi Minh un des leaders les plus remarquables du mouvement de libération asiatique. Sa vaste culture, sa connaissance des mondes occidental, russe et chinois, font de lui un homme à part dans le communisme jaune. Il est certes marxiste, profondément marxiste, et cependant il ne donne pas l'impression de croire au matérialisme de la dialectique. Ses paroles, ses actes sont en

effet marqués d'un sens profond de l'humain. Toute sa vie il a lutté. Il a été traqué, pourchassé, emprisonné même. Il garde cependant une sérénité impressionnante. Cet homme frêle, ascétique, de santé fragile, nourrissait l'ambition de devenir le Gandhi de l'Indochine ? Certains, qui l'ont beaucoup approché, l'assurent. Il était en tous cas indiscutablement un adversaire de la violence, surtout inutile.

Le zèle excessif des "militants de la base" avait maintenant plongé le Vietnam dans le chaos. Pour reprendre le contrôle, Ho Chi Minh ne disposait que d'une équipe réduite, quelques dizaines de "têtes" à Hanoï, à peine autant dans toutes les provinces. La Propagande, la persuasion (car la force n'existe pas encore) sont les seuls moyens sur lesquels il puisse compter.

Un puissant effort d'organisation est immédiatement entrepris. Faute de base sur qui on puisse compter, la reprise en main s'opérera de haut en bas. L'autorité dans les villes sera assez rapidement consolidée. Des comités exécutifs, composés ou contrôlés par des militants sûrs, assumeront vite les responsabilités à la tête de chaque ky et de chaque province. Mais les difficultés s'accuseront au fur et à mesure que l'autorité pénétrera dans les campagnes. »

Le gouvernement ne veut surtout pas que se réunisse un congrès des comités. Il lui oppose l'élection d'une Assemblée constituante. Il fait appel à la hiérarchie catholique. Il s'emploie à se constituer une armée régulière : « au noyau très sûr de guérilleros armés à l'américaine de la "zone affranchie", il adjoindra peu à peu, après un tri sévère, d'anciens tirailleurs de l'armée française, instruits et disciplinés, d'anciens "gardes indochinois", des auxiliaires japonais, des jeunes du commandement Ducoroy. » En d'autres termes, il s'emploie à constituer un appareil capable de contenir et de refouler la révolution.

Au Tonkin, la bourgeoisie « indigène » et les propriétaires fonciers, qui bénéficiaient de l'appui des autorités chinoises, se regroupèrent et s'organisèrent très vite. Ils formèrent le Bloc nationaliste. Le PC indochinois multipliait les concessions : le 11 novembre 1945, il alla même jusqu'à proclamer sa propre dissolution ! Les élections furent d'abord reportées, mais on vota le 6 janvier 1946 dans les zones contrôlées par le Vietminh. Les résultats furent un triomphe pour celui-ci, mais, sous le prétexte que les partis bourgeois n'avaient pu se constituer à temps, soixante-dix sièges sur trois cent cinquante furent d'office attribués à l'« opposition ». Un peu plus tard, le Vietminh forma un nouveau gouvernement, dit d'Union nationale, auquel le Bloc nationaliste participait. Bao Dai restait « conseiller suprême du gouvernement ». Le contact était déjà établi entre Sainteny, « commissaire pour le Tonkin » du gouvernement français, et Ho Chi Minh.

Les négociations entre les gouvernements chinois et français aboutirent d'autre part, le 28 février 1946, à la signature d'un traité franco-chinois : l'impérialisme français abandonnait ses « droits » en Chine et s'engageait à protéger les commerçants chinois en Indochine; en échange, les troupes françaises relèveraient les troupes chinoises occupant le Tonkin entre le 1^{er} et le 15 mars 1946 ! L'opération devait être terminée le 30 mars.

La convention du 6 mars 1946

Cependant, le 6 mars 1946, la flotte française se présenta devant Haï phong et bombarda la ville sous le prétexte que des canons chinois auraient tiré sur elle; le même jour, Ho Chi Minh et son gouvernement signèrent avec Sainteny une convention qui stipulait notamment :

« 1^{er} - Le gouvernement français reconnaît la République du Vietnam comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française.

En ce qui concerne les "Trois Ky" (le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine), le gouvernement français s'engage à entériner les décisions prises par la population consultée par référendum.

2^o - Le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internationaux, elle relèvera les troupes chinoises. »

C'est dans ces conditions que les troupes françaises reprirent pied au Tonkin. Au nom de l'« Unité nationale », indispensable, selon lui, à la lutte pour l'indépendance nationale, le Vietminh avait subordonné les intérêts des ouvriers et des paysans à son alliance avec la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers; maintenant, il renonçait à l'indépendance! Sainteny n'avait pas accepté de signer un texte où figurât ce vocable, il consentait seulement à ce que les mots « Etat libre » y soient portés. En contrepartie, Ho Chi Minh acceptait que son « Etat libre » soit subordonné au double carcan de l'Union indochinoise et de l'Union française. Enfin et surtout, il accueillait « amicalement » au Tonkin l'armée française, qui venait de se faire la main en Cochinchine.

Ho Chi Minh partit pour la France à la tête d'une délégation de son gouvernement. Après de longues négociations à Fontainebleau, qui n'aboutirent pas, il signa au dernier moment, le 14 septembre 1946, juste avant de repartir pour Hanoï, un modus vivendi. Les termes mêmes du modus vivendi étaient significatifs. Ho Chi Minh entérinait la « proclamation », intervenue le 1^{er} juin à Dalat, sous l'égide de Thierry d'Argenlieu, d'une « République autonome de Cochinchine »; il acceptait également ces lignes :

« Les deux gouvernements s'engagent à mettre fin de part et d'autre aux actes d'hostilité et de violence en Cochinchine et en Annam du Sud. »

Autrement dit, il acceptait que les combattants vietnamiens s'engagent à mettre bas les armes, tandis que le maintien des troupes françaises au Tonkin faisait tout naturellement partie du modus vivendi. En outre :

« Le Vietnam accepte le principe de l'unité monétaire et douanière de l'Indochine. La piastre indochinoise fera partie de la zone franc... Le statut des biens et entreprises françaises au Vietnam ne pourra être modifié que d'un commun accord entre les deux gouvernements. Les biens réquisitionnés par le gouvernement vietnamien seront rendus à leurs propriétaires. »

Et ceci encore :

« Le Vietnam s'engage à faire appel en priorité aux ressortissants, français chaque fois qu'il aura besoin de conseillers, de techniciens, d'experts. Cette priorité ne cessera de jouer qu'au cas d'impossibilité pour la France de fournir le personnel demandé. »

La déclaration du gouvernement provisoire du Vietnam, formé le 3 septembre 1945 par ce même Ho Chi Minh qui signalait maintenant ce *modus vivendi*, était bien loin. N'y lisait-on pas :

« Nous, membres du gouvernement provisoire représentant la population entière du Vietnam, déclarons n'avoir désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire. »

Des conséquences inéluctables

La politique suivie par le Vietminh comportait des conséquences inévitables : même ses alliés nationalistes bourgeois n'acceptaient pas cette capitulation, soit par manœuvre, soit parce que réellement partisans de l'indépendance. La répression s'abattit sur eux et l'une des armes utilisées pour les éliminer fut l'assassinat politique. Le gouvernement d'Union nationale démissionna devant l'Assemblée constituante, où deux cent dix députés seulement étaient présents, dont vingt députés de l'opposition.

Ho Chi Minh forma un nouveau gouvernement le 3 novembre : un gouvernement de « Bloc national ». Cependant, le « citoyen » Vinh-Thuey restait encore « conseiller suprême du gouvernement ». Il était impossible au Vietminh, dans ces conditions, de laisser les trotskystes défendre leur politique et s'organiser : on comprend dès lors que l'assassinat de Tha Tu Thau et de centaines de trotskystes combattant contre l'impérialisme français en Cochinchine était pour Ho Chi Minh et le Vietminh une mesure indispensable dans le cadre de leur politique.

Mais tout cela ne suffisait pas encore à l'impérialisme français.

Le 23 novembre 1946, la flotte française bombardait Haï phong; cette fois, les pièces de marine, arrosant d'obus les quartiers indigènes de la ville, firent des milliers et des milliers de morts. Le prétexte de ce bombardement ? Le contrôle des douanes. La raison véritable ? Le contrôle total par l'armée française de la région militaire de Haï phong. Ce n'était manifestement là qu'une étape vers l'occupation totale du Tonkin.

Et, le 19 décembre 1946, sous couleuvre de prévenir une attaque contre les troupes françaises que l'armée vietnamienne était censée préparer, celles-ci renouvelèrent à Hanoï le coup de Haï phong : elles occupèrent le siège du gouvernement vietnamien, qui dut s'enfuir.

Défaite de l'impérialisme français

Comme le Parti communiste chinois en 1946, le Vietminh, en réalité le PCV, n'avait plus d'autre recours : ou être liquidé physiquement, ou combattre les armes à la main.

C'est alors seulement que le Vietminh appela les Vietnamiens au combat. La guerre d'Indochine commençait. Le Vietminh ne modifiait pas pour autant l'axe de sa politique; le 19 avril 1947, dans un message adressé au gouvernement français, le gouvernement de Ho Chi Minh affirmait encore :

« L'intérêt des deux peuples est de collaborer fraternellement au sein de l'Union française, association de peuples libres, qui se comprennent et qui s'aiment (sic). (...) Pour prouver le sincère attachement du Vietnam à la paix et son amitié pour le peuple de France, le gouvernement vietnamien propose la cessation immédiate des hostilités et l'ouverture de négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit. »

Cette politique ne pouvait qu'affaiblir la lutte du peuple vietnamien et le Vietminh lui-même.

Bien que la guérilla n'ait pas cessé dans une grande partie de la Cochinchine, du delta tonkinois et en nombre de régions du Vietnam, la situation militaire du Vietminh deviendra extrêmement difficile à la fin de 1947, en 1948 et en 1949.

La défaite de Tchang Kaï -chek et la constitution de la République populaire de Chine vont changer radicalement les rapports. Le 18 janvier 1950, le gouvernement chinois reconnaît le gouvernement de Ho Chi Minh. Le 31, l'agence Tass annonçait également la reconnaissance de la RDV par le gouvernement de l'URSS (ce qu'il n'avait pas fait en 1945 et depuis).

La victoire de la guerre révolutionnaire en Chine donnait obligatoirement une puissante impulsion au combat contre l'impérialisme français au Vietnam. De plus, la guerre de Corée et la menace américaine vont non seulement obliger le gouvernement chinois à intervenir directement en Corée, mais aussi à apporter un puissant soutien au PCV. En octobre 1950, une première offensive vietminh aboutit à la défaite française de Cao-bang, et le Vietminh va contrôler toute la région des hauts plateaux tonkinois. Désormais, il menace directement le delta tonkinois. Au début 1951, grâce aux renforts, de Lattre de Tassigny bloqua une première tentative du Vietminh d'envahir le delta. Mais la guerre allait se poursuivre désormais en d'autres conditions, sans espoir de victoire pour l'impérialisme français. A la fin de 1953 et au début de 1954, l'appui militaire de la Chine est sans conteste un élément déterminant de la défaite française de Dien Bien Phu. Ce n'est qu'en 1952, trois ans après la victoire de la révolution chinoise, que le PCV, officiellement reconstitué sous le nom de Parti du travail, a adopté un programme qui impliquait l'expropriation de l'impérialisme, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie compradore, le programme d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Les huit années de guerre en Indochine, loin de permettre le rétablissement de l'ancien ordre colonial, ont fini de le miner définitivement. Alors même qu'il tentait désespérément de reconquérir l'Indochine, l'impérialisme français a été contraint de constituer sous l'égide de Bao Daï la fiction d'un Etat vietnamien. Formellement, le gouvernement français abandonnait le 30 décembre 1949 sa souveraineté sur le Vietnam.

La défaite de Dien Bien Phu a surtout une importance politique. Elle intervient après la grève générale spontanée d'août 1953 en France, alors que l'agitation pour l'indépendance prend une dimension considérable en Tunisie et au Maroc, à la veille de l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954. Elle intervient également au moment où la révolution politique frappe son premier coup en Europe de l'Est. A son tour, elle est un facteur de crise politique de

l'impérialisme français. Au Vietnam, toutes les structures artificiellement construites après 1946 par les Français se décomposent. L'« Etat » de Bao Daï s'effondre. Le pourrissement économique et social est impensable. L'armée française est totalement démoralisée. Les accords de Genève que, de concert, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise imposent au PCV, sauvent du désastre l'armée française. Ils imposent la partition du Vietnam en deux, à la hauteur du 17° parallèle. Tandis que l'armée française se retire au Sud, les partisans du Vietminh doivent évacuer le Sud, le Laos et le Cambodge. Mais ces circonstances extraordinaires, succédant à celles de huit années de guerre révolutionnaire, à la révolution de 1945 au Vietnam, font du gouvernement de Ho Chi Minh le type de gouvernement ouvrier et paysan dont le « *Programme de transition* » prévoit la possibilité théorique.

Au Sud, par contre, le maintien des troupes françaises à un premier stade, le soutien massif de l'impérialisme américain, la liquidation des sectes caodaïstes, Hoa Hao, des pirates Bin Xuyen, et surtout le coup politique que constitue le retrait au nord du 17° parallèle des combattants et des militants du Vietminh, vont permettre, ainsi qu'au Laos et au Cambodge, de constituer un Etat compradore qui dépend étroitement de l'impérialisme américain.

Nous reprenons ici ce que « *La Vérité* » écrivait en faisant un premier bilan de la deuxième guerre révolutionnaire et de l'intervention américaine au Vietnam (n° 567, mai 1975)

Défaite de l'impérialisme US : le GRP à Saï gon

Au moment où cet article est écrit, les troupes du Nord-Vietnam et du GRP entrent à Saï gon. La présidence du général Minh, représentant de la soi-disant « troisième composante », n'aura été que très provisoire. Il a accepté la capitulation militaire sans conditions que le gouvernement de Hanoï et le GRP ont finalement exigée. Visiblement, il a assuré l'intérim de « l'autorité » entre le départ de Thieu et l'arrivée du GRP. Il y a eu transmission de pouvoir afin d'éviter au maximum le vide politique.

Cette guerre, révolutionnaire et juste du côté des masses du Vietnam et d'Indochine, se termine par une très dure défaite de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Les gouvernements compradores du Cambodge et du Sud-Vietnam ont été écrasés, liquidés. Leurs armées, leurs administrations, leurs « Etats » se sont totalement désagrégés. Rien n'a pu les sauver. Sous une forme déterminée, la révolution prolétarienne mondiale a remporté une victoire au Vietnam et en Indochine.

Mais à l'heure actuelle, tout n'est pas encore dit à Saï gon. Le gouvernement de Hanoï et le GRP, après avoir exigé la transmission du pouvoir et la capitulation militaire, va-t-il s'ouvrir à des ministres représentant la soi-disant « troisième composante » ? Malgré le désastre total des gouvernements compradores, la pression de l'impérialisme américain se manifeste encore par la présence de la VII^e Flotte au large des côtes sud-vietnamiennes, et surtout la pression du Kremlin et de Pékin continue à s'exercer sur le GRP et le gouvernement de Hanoï.

Le programme du FNL n'a pas été déclaré caduc. Or il garantit la propriété privée des moyens de production et, de ce seul fait, la division du Vietnam en deux. Déjà sous la pression du Kremlin et de Pékin et au nom de la politique de coexistence pacifique, d'union nationale, furent signés en 1954 les accords de Genève et, il y a deux ans, les accords de Paris. Le peuple vietnamien et les peuples d'Indochine ont payé d'un prix effroyable la signature des accords de Genève en 1954 et de ceux de Paris en janvier 1973, comme ils avaient déjà payé terriblement cher les accords de Fontainebleau d'août 1946 et la politique d'intégration à l'Union française que Ho Chi Minh et le Vietnam pratiquèrent jusqu'en 1947-1949.

Les millions de morts de cette guerre de trente ans, les incommensurables sacrifices des peuples du Vietnam et d'Indochine, les terribles destructions, les plaies et innombrables séquelles exigent impérieusement que le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes soit pleinement et totalement appliqué au Vietnam et en Indochine. Les masses de ces pays reconnaissent dans le GRP, le gouvernement de Hanoï, le FNL et le Parti des travailleurs vietnamiens leur direction politique, mais elles veulent en finir avec la bourgeoisie compradore, les propriétaires fonciers, elles veulent l'unité du Vietnam et de l'Indochine.

Les régimes bourgeois compradores du Sud-Vietnam et du Cambodge se sont effondrés. Les classes exploiteuses de toutes ces régions d'Indochine sont socialement et politiquement décomposées. Un vide politique et social béant est ouvert, quelle que soit la précaution prise de la transmission du pouvoir à Saï gon. Les masses, au Cambodge et au Vietnam du Sud, respecteront-elles la propriété privée des moyens de production et de la terre ? Sera-t-il possible de leur imposer la présence politique, au gouvernement et dans le pays, de leurs bourreaux d'hier et de maintenir la division du pays ? Au niveau le plus élevé du FNL, du Parti des travailleurs vietnamiens, du gouvernement de Hanoï et du GRP, ces aspirations des masses trouveront une expression parmi les cadres dirigeants. Il est impossible qu'elles puissent être étouffées. Les dirigeants du FNL et du Parti des travailleurs vietnamiens ont déjà été contraints, à de nombreuses reprises, d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Ils ont dû, notamment, passer finalement outre aux « accords de Paris ». Le GRP et le FNL sont entrés à Saï gon et y assurent le pouvoir. Ils seront obligés, compte tenu de la situation, d'abandonner en pratique le programme du FNL et de s'engager politiquement beaucoup plus loin que celui-ci ne le prévoyait. A cela se mesure la victoire de la révolution prolétarienne.

« D'excellents accords »... ils n'en moururent pas tous

En dernière analyse, les accords de Paris de 1973 n'ont pu empêcher l'irréversible défaite du gouvernement compradore de l'impérialisme américain. Certains, pablistes, stalinien et autres, ont affirmé qu'il était donc juste et nécessaire de soutenir la conclusion de ces accords. Encore ces dernières semaines, le spécialiste maison, Pierre Rousset, écrivait dans « Rouge » qu'il fallait exiger l'application des accords de Paris. Ce raisonnement revient à tout confondre, la maladie et sa guérison. A ce compte, il faudrait dire que les accords de Fontainebleau d'août 1946, qui subordonnaient le Vietnam à l'« Union française », ont été une bonne chose puisqu'en fin de compte ils n'ont pu empêcher Dien Bien Phu et que, dans une certaine mesure, ils y ont même abouti. Les accords de Genève auraient été également une bonne chose. Ils organisaient la partition du Vietnam, à la hauteur du 17° parallèle, le retrait du

Vietminh au Nord de cette ligne, retrait militaire et politique. Mais à l'issue d'une nouvelle guerre révolutionnaire, les troupes du GRP et de la RDVN sont entrées, le 30 avril 1975, à Saigon. Donc, la conclusion étant impliquée dans les prémisses : c'est grâce aux accords de Genève.

Que les dirigeants du peuple vietnamien aient été contraints de signer de semblables accords, s'ils n'avaient pas les moyens politiques et militaires de s'y opposer, se discute et peut se justifier. Lénine et Trotsky ont bien été contraints de signer, en 1918, le traité de Brest-Litovsk qui cédait l'Ukraine à l'Allemagne. Il faut pourtant se rappeler que Ho Chi Minh acceptait, en 1945-1946, le cadre de l'Union française, conformément à la politique du Kremlin; que lui, Ho Chi Minh, acceptait le partage du monde en zones d'influence et la défense du système impérialiste mondial. C'est l'impérialisme français qui a contraint le Vietminh et Ho Chi Minh au combat, en prenant l'offensive politiquement et militairement, en bombardant Haiphong le 23 novembre 1946 et en occupant ensuite à Hanoï le siège du gouvernement de la république du Vietnam.

Le Vietminh dirigeait alors la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. A partir de 1949, sous l'effet de la révolution chinoise victorieuse, le Vietminh reprenait l'initiative politique et militaire. En 1954, c'était Dien Bien Phu. Ensuite, le gouvernement de la RDVN et le Parti des travailleurs vietnamiens se sont pour le moins accommodés de la partition du Vietnam. La décomposition sociale et politique des classes possédantes au Sud, du gouvernement de Ngo Dinh Diem, ont suscité et nourri sur place les premiers mouvements de la nouvelle guerre révolutionnaire. La situation politique qui se créait et l'intervention directe des troupes américaines ont amené Hanoï à s'engager et à commencer à intervenir militairement en 1960. Il n'y a pas lieu, pour autant, de célébrer ainsi qu'une grande victoire les accords de Genève qui frustraient les masses vietnamiennes de leur victoire de 1954 et leur imposaient une nouvelle guerre révolutionnaire de plus de quinze ans.

Les défenseurs des accords de Genève affirment : ces accords prévoyaient des « élections libres dans les deux ans »; si cette clause avait été appliquée, tout se serait passé différemment. Dès 1954, chacun savait que c'était là une pure et simple fioriture diplomatique. Le fait essentiel, déterminant, était : la partition du Vietnam, le retrait du Vietnam du Nord, la concentration de l'armée française au Sud, l'établissement au Sud d'une structure gouvernementale et étatique compradore entièrement sous le contrôle de l'impérialisme américain relayant l'impérialisme français.

Les accords de Paris de 1973 doivent être considérés sous le même angle. Ils consacraient la renonciation de l'impérialisme américain à sa stratégie antérieure des années soixante qui conjugait l'intervention américaine au Vietnam, plus de 550 000 soldats au Sud et la guerre aérienne au Nord, à la préparation de la guerre contre la Chine. A ce propos, il faut détruire une légende, car elle a de redoutables et multiples implications politiques : il est faux que l'impérialisme US ait été battu militairement au Vietnam. Après l'offensive du Têt de 1968, les forces américaines ont contrôlé militairement l'ensemble du Sud; les troupes US étaient pour ainsi dire plaquées sans racines sur le sol vietnamien, bien que le FNL ait subi une terrible saignée.

Les accords de Paris en échec

Mais la situation politique mondiale et celle aux USA étaient telles que, politiquement, préparer la guerre contre la Chine devenait une folie. Il aurait fallu que le prolétariat des principaux pays capitalistes d'Europe soit écrasé, que le régime du talon de fer soit institué aux USA, que la bourgeoisie américaine et toutes les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes soient étroitement soumises et disciplinées.

Avant la grève générale de mai-juin 1968 en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, ces conditions étaient à établir. L'impérialisme US pouvait peut-être espérer qu'elles le seraient au cours de la préparation de cette guerre. Tout au contraire, en 1968, une nouvelle période révolutionnaire s'est ouverte en Europe. La coalition impérialiste était déchirée de contradictions. Les rapports sociaux et politiques aux USA étaient extrêmement instables. On était loin de l'État et du gouvernement forts. Dès lors, l'impérialisme américain a dû réorienter sa stratégie mondiale. Il a noué une nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire pour faire face à la révolution montante en Europe et dans le monde. La bureaucratie du Kremlin est toujours disponible pour ce genre d'accord. Celle de Pékin se révélera tout aussi disponible. Ce sera le voyage de Nixon à Pékin et ensuite à Moscou. Nixon ne pouvait plus maintenir d'importants contingents au Vietnam. Il s'orientera vers la « vietnamisation ».

L'impérialisme US pouvait compter sur Pékin et Moscou pour imposer au gouvernement de Hanoï et au FNL une « solution » qui respecte ses intérêts. Le programme du FNL permet les ouvertures politiques allant dans ce sens. Ce furent les accords de Paris de janvier 1973.

Tout comme pour les accords de Genève, on peut trouver dans ces accords tel ou tel paragraphe qui, isolé du contexte, peut faire prendre des vessies pour des lanternes. La réalité politique concrète était que l'armée américaine se retirait du Vietnam mais que le gouvernement et l'administration de Thieu étaient reconnus ainsi que ceux du Vietnam du Sud. Les centaines de milliers de prisonniers politiques restaient dans leurs geôles. La constitution d'un gouvernement à « trois composantes » cher au GRP était renvoyée aux calendes grecques.

Le cessez-le-feu intervenait alors que le FNL n'occupait aucune ville importante (pas un chef-lieu de province) et qu'il était repoussé dans des campagnes plus ou moins désertiques. Les USA fournissaient à l'armée du Sud-Vietnam un fantastique arsenal. Des milliers de « conseillers » américains restaient. La puissance de feu de l'armée sud-vietnamienne était une des plus fortes du monde, son aviation la quatrième du monde.

En réalité, les accords de Paris ont mis en place un dispositif politico-militaire qui n'avait d'autre but que de broyer le FNL et le GRP. Les accords de Paris à peine signés, Thieu s'est employé à réaliser le plan que contenaient en pratique ces accords. Partout, l'armée sud-vietnamienne a attaqué les partisans du FNL, en même temps que la terreur policière s'étendait et se renforçait. Seul le soutien du Nord au FNL lui a permis de tenir au cours de la première année qui a suivi la conclusion des accords de Paris. Le prix sanglant des accords de Paris, ce sont des centaines de milliers de morts supplémentaires au cours des deux années qui ont suivi leur signature, un nouveau cortège de souffrances inouïes que subirent les Vietnamiens du Sud, et aussi du Nord, au cours des bombardements US. De quoi « réjouir » Pierre Rousset... Et puis c'est l'effondrement.

Effondrement de l'appareil compradore

Toute la presse en convient : il n'y a pas eu d'offensive d'importance comparable, par exemple, à celle du Têt en 1968 ou à celle du printemps de 1972. La RDVN n'a pas envoyé d'importantes troupes puissamment armées au Sud en ce début d'année 1975. Ainsi la presse a rapporté que le premier chef-lieu de province occupé sur les hauts plateaux l'a été par 1 500 maquisards descendus des montagnes, très mal armés, qui ont mis en fuite 15 000 soldats de l'armée de Thieu, armés jusqu'aux dents. Thieu a donné l'ordre, alors, d'abandonner les hauts plateaux pour regrouper ses forces. Ce fut la débâcle pratiquement sans combat.

Le régime Thieu (ainsi que celui de Lon Nol au Cambodge) s'est littéralement effondré sur lui-même, pourri de l'intérieur. Cela rappelle, en pire, l'effondrement de Tchang Kaï-chek en Chine, en 1947-1949. Les troupes, les officiers, ont abandonné sur place, sans combat, armes et bagages. L'administration, l'armée, se sont dissoutes. L'armée du Nord et du GRP a récupéré des centaines de millions de dollars d'armes, d'équipements militaires les plus modernes intacts et jusqu'à des centaines d'avions en état de vol, abandonnés sur les champs d'aviation. Désormais, l'armée du Nord-Vietnam et du GRP dispose d'un armement considérable et moderne qu'elle n'a jamais eu auparavant.

Manifestement, le gouvernement de la RDVN, le FNL, le GRP ont été surpris de cette victoire, sans offensive réelle, sans combats d'envergure, et cela leur pose des problèmes qui les embarrassent. Alors que les troupes du Nord et du FNL étaient à quelques portées de canon de Saï gon, ils affirmaient encore qu'ils voulaient l'application des accords de Paris. Au nom de ces accords, ils demandaient à Saï gon de réaliser les conditions de la constitution d'un « gouvernement à trois composantes », dernière formule qui pouvait sauver ce qui n'était plus déjà qu'un tragique souvenir : le maintien d'un pouvoir et d'un gouvernement faisant place aux représentants de la bourgeoisie compradore. Tout s'effondrait, ce n'était déjà plus possible. Et alors que Pierre Rousset, toujours au nom des accords de Paris, réclamait encore la constitution d'un « gouvernement à trois composantes », l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores aboutissait à la réalisation des aspirations des masses : le GRP à Saï gon, à la victoire sous une forme donnée de la révolution prolétarienne.

C'est une terrible défaite de l'impérialisme américain, de l'impérialisme en général, et, au-delà de la politique de coexistence pacifique, de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. L'impérialisme américain, obligé de modifier sa stratégie et de se retirer militairement du Vietnam, subissait déjà un dur échec. Mais la politique de coexistence pacifique le limitait, en imposant au peuple vietnamien les accords de Paris. L'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradores du Sud-Vietnam, et de ceux du Cambodge, est une catastrophe. Pendant vingt-cinq ans, l'impérialisme américain s'est acharné à maintenir sa présence en Indochine : il a fait de son maintien au Vietnam une question centrale de sa politique mondiale. Depuis plus de vingt ans, il s'est engagé directement, et il est balayé. La plus grande puissance impérialiste du monde est défaite sur un terrain qu'elle considérait comme déterminant. Plus encore, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'est pas parvenue à le garantir, à empêcher cette défaite et la victoire des ouvriers et des paysans du Vietnam et d'Indochine.

La façon dont cette défaite s'est produite et les raisons profondes qui en sont la cause sont tout aussi importantes. Jamais l'impérialisme n'est parvenu à structurer un Etat réel, implanté dans le sol national du Vietnam (et dans les pays d'Indochine). L'impérialisme français n'y est pas parvenu. Le gouvernement et l'administration de Bao Daï n'étaient que des fantômes. Après les accords de Genève de 1954, au Sud, le gouvernement et l'Etat de Ngo Dinh Diem ont eu raison, grâce au soutien des Américains, des bandes pillardes des Hoa Hao, des Bixuens, des Caodaïstes, des bouddhistes ; mais l'armée, la police, l'administration de Diem ne formaient pas un Etat. Elles ne le cédaient en rien aux bandes de pillards qu'elles éliminaient.

Ce qu'a tenté l'impérialisme US

Les coups d'Etat des années 1963 à 1965, au cours desquels Diem a été renversé et où Thieu a accédé au pouvoir, la nécessité de l'intervention américaine étant donnée la décomposition des forces de Diem et de Thieu confrontées à une guerre révolutionnaire qui se rallumait, mais que les combattants du FNL menaient avec des moyens dérisoires, démontraient qu'il n'y avait pas d'Etat sud-vietnamien. Par contre, lorsque les armées américaines eurent pris le contrôle militaire du Vietnam en 1968, constitué et armé une armée sud-vietnamienne apparemment puissante, l'illusion de la constitution d'un Etat sud-vietnamien fort naîtra. Pourtant, des signes importants démontraient le peu d'efficacité et de solidité de l'administration, de l'armée, de l'Etat et du gouvernement compradores de Thieu.

Tout en procédant à la réduction des forces armées américaines, après avoir cessé les bombardements du Nord et engagé des négociations, ayant le contrôle militaire du Sud-Vietnam, Nixon a voulu acculer le Nord. La CIA a organisé au mois de mars 1970 un coup d'Etat au Cambodge. Il s'agissait d'attaquer et de chasser du Cambodge les troupes du Nord-Vietnam qui y stationnaient et y circulaient en direction du Sud-Vietnam. Une opération militaire conjointe, armée américaine-armée sud-vietnamienne, fut montée. Les résultats furent médiocres, bien que la voie fluviale du Mékong ait été dégagée. Après que les troupes américaines aient été retirées du Cambodge en juin 1970, les opérations sud-vietnamiennes échouèrent. Poursuivant toujours le même but, l'impérialisme US lança les troupes d'élite du Sud-Vietnam, en février 1970, au Laos et au Cambodge, en vue de couper la « piste Ho Chi Minh ». Aux premiers engagements sérieux, les « troupes d'élite » étaient mises en déroute et ne durent leur salut qu'à l'intervention de l'aviation américaine.

En mars 1972, après le voyage de Nixon à Pékin et avant son voyage à Moscou, le FNL et l'armée du Nord ont déclenché leur première offensive puissante depuis celle du Têt en 1968. L'armée de terre américaine n'intervenant plus dans les combats, les troupes au sol sud-vietnamiennes ont eu à faire face toutes seules. Une fois encore, elles ont été mises en déroute. L'aviation américaine intervint alors avec une telle puissance qu'elle obligea les troupes du Nord et du FNL à renoncer à atteindre les objectifs de leur offensive : Hué, Kontum, Pleiku, An Loc. Elles durent reculer et évacuer Quang Tri, seule ville qu'elles avaient réussi à prendre. « *La Vérité* » écrivait en septembre 1973, en commentant les accords de Paris :

« Bien que le FNL et le GRP soient dans une situation très difficile, rien n'est encore stabilisé sérieusement. Le gouvernement Thieu est corrompu, son administration et son armée sont pourries et incapables. Les masses tout entières lui sont hostiles. Il n'est pas impossible qu'il se désagrège purement et simplement. »

Le FNL, la RDVN ne pouvaient abandonner le Sud-Vietnam purement et simplement à Thieu. Ils n'ont pourtant mené aucune grande offensive. Ils ont seulement résisté aux attaques de Thieu. La haine des masses n'a cessé de grandir contre Thieu. Thieu et son gouvernement n'aboutissaient pas. La situation économique devenait catastrophique. La corruption, la démoralisation, l'incompétence gagnaient... gagnaient sans cesse plus profondément. Cela a suffi pour que se décompose l'administration et la « formidable » (sur le papier) armée de Thieu.

Après quatre-vingts ans de colonialisme, trente ans de guerre révolutionnaire, il a été impossible, malgré les énormes moyens que l'impérialisme a mis en œuvre, de construire un Etat bourgeois au Sud ayant des fondations sur le sol national. La simple présence de l'Etat ouvrier du Nord-Vietnam, si déformé soit-il, minait toute base déjà extrêmement faible. L'appareil constitué à grands renforts de dollars a pourri sur lui-même et s'est effondré subitement ainsi qu'une vieille bâtisse, sous son propre poids, sous l'impact d'une très faible secousse. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'a pu le sauver.

Le PCV au pouvoir au Sud

D'énormes conséquences en résultent. Au Vietnam et en Indochine, les limites du programme du FNL, du FUNK, ne peuvent plus être respectées. Les gouvernements du Nord et du Sud-Vietnam seront amenés à exproprier le capital, les propriétaires fonciers, à unifier le Vietnam, à constituer la Fédération indochinoise, c'est-à-dire à réaliser certaines tâches qu'un gouvernement ouvrier et paysan doit réaliser, à instituer un Etat ouvrier extrêmement déformé, tout en faisant barrage à la constitution d'une authentique dictature du prolétariat.

Ils s'efforceront cependant de maintenir, en la rajustant, en Asie du Sud-Est et dans le monde, la politique dite de « coexistence pacifique ». De toute façon, cette terrible défaite que l'impérialisme américain vient de subir, cette extraordinaire victoire que viennent de remporter les masses exploitées d'Indochine, même si le prolétariat de ces pays ne peut saisir et exercer directement le pouvoir politique, donneront une nouvelle et puissante impulsion à la lutte de classe du prolétariat mondial. Tous les peuples d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, soumis à l'impérialisme, à commencer par ceux du Sud-Est asiatique et de l'Inde, seront poussés à engager la lutte. La victoire des ouvriers et paysans d'Indochine annonce et prépare un nouveau bond en avant de la révolution en Asie évidemment, mais aussi en Amérique latine, au Moyen-Orient².

Le gouvernement de la RDV a exercé dès le début le pouvoir réel au Sud-Vietnam après l'effondrement du gouvernement et de l'Etat, compradore de Thieu. Il a surtout évité que les masses n'agissent sur leur propre plan et selon leurs propres moyens. C'est l'armée vietnamienne qui a été l'instrument du maintien de l'ordre, en attendant qu'un appareil bureaucratique, prolongation de l'Etat existant au Nord et constitué dans son ossature de bureaucrates envoyés du Nord au Sud, soit constitué. La tentative de maintenir au Sud les rapports de propriété bourgeois était destinée à échouer, car ils sont incompatibles avec les rapports de propriété existant au Nord, de même que la division du pays en deux, alors que l'appareil d'Etat est le même. Aujourd'hui, il n'en reste plus rien.

Au Laos et au Cambodge, l'effondrement des appareils d'Etat compradores a été tout aussi brutal qu'au Sud-Vietnam. Dans le contexte de la défaite de l'impérialisme américain, là aussi, l'expropriation des grands propriétaires fonciers, et des capitalistes était inévitable. Mais la peur du prolétariat, des masses urbaines, a provoqué de la part des « Khmers rouges » des mesures d'une brutalité sans précédent : chasser les masses des villes, à commencer par les habitants de Phnom Penh.

² fin de la reprise du texte de mai 1975, *La Vérité* n° 567.

3. Le cas particulier de l'Europe de l'Est

En Europe de l'Est et en Corée du Nord, que les armées de la bureaucratie du Kremlin ont occupées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de profonds et radicaux bouleversements économiques, sociaux et politiques ont également eu lieu entre 1944 et 1945. Dans ces pays aussi, les appareils d'Etat bourgeois ont été détruits, de nouveaux appareils d'Etat ont été édifiés, le capital a été exproprié. Mais les processus sont très différents de ceux qui ont eu lieu en Yougoslavie, en Chine, en Indochine. Encore qu'au point de départ, il y ait eu un véritable krach de la société bourgeoise, de véritables effondrements des appareils d'Etat bourgeois, leur dislocation.

Dès mars 1939, déjà fortement ébranlé par la cession des Sudètes à l'Allemagne, l'Etat tchécoslovaque était détruit par l'invasion hitlérienne. A sa place, l'Allemagne nazie constituait le protectorat de Bohême-Moravie et un Etat slovaque croupion vassal, les deux dépendant directement de l'appareil d'Etat bourgeois allemand. En septembre 1939, à son tour, l'Etat polonais était détruit sous l'action conjuguée de l'armée hitlérienne et de l'armée de la bureaucratie du Kremlin. Une partie de la Pologne était directement incorporée à l'URSS, l'autre partie devenant le « gouvernement général de Pologne », prolongement de l'Etat bourgeois allemand. En août 1940, l'armée de la bureaucratie du Kremlin ayant occupé les Etats baltes, ceux-ci étaient intégrés à l'URSS. Ils y seront de la même façon réintégrés en 1944. La Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie sont devenues les alliés de l'Allemagne. Leurs appareils d'Etat, dont l'ossature était comme toujours l'armée et l'appareil de répression, étaient restés formellement indépendants de l'appareil d'Etat allemand. Mais cette indépendance était toute relative. En réalité, ils devenaient des Etats satellites. Leurs armées comme leurs appareils de répression étaient étroitement subordonnés à ceux de l'Allemagne, y compris dans le cas de la Bulgarie qui n'avait pas déclaré la guerre à l'URSS, pas plus qu'elle n'y avait participé contre elle.

Effondrement de l'impérialisme allemand, krach de la société bourgeoise, rôle du Kremlin

Au cours de la guerre, le pilier du maintien de l'ordre bourgeois en Europe fut en général, mais plus particulièrement et directement à l'Est de l'Europe l'impérialisme allemand, l'armée allemande, l'appareil de répression allemand. La défaite de l'Allemagne au cours de la guerre a entraîné l'effondrement de l'Etat bourgeois allemand, de son armée, de son appareil de répression. Du même coup, en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie, du point de vue de la bourgeoisie se créait un vide politique total. Certes, la situation n'était pas identique en ce qui concerne la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie. Pourtant la défaite allemande et leur propre défaite entraînaient nécessairement une véritable dislocation de leurs appareils d'Etat. La signature d'un armistice entre la Roumanie et l'URSS, en août 1944, permit de maintenir la façade de l'appareil d'Etat bourgeois, le roi Michel de Roumanie continuant formellement à régner.

Devant l'inéluctable défaite, le régent de Hongrie, l'amiral Horthy, nomma le 29 août 1944 un gouvernement qui devait tenter de signer l'armistice avec l'URSS. Le 15 octobre, Horthy annonçait qu'il demandait l'armistice. Tout aussitôt l'armée allemande occupait la Hongrie. Horthy démissionnait. Le gouvernement des « croix fléchées » était installé au pouvoir. L'armée hongroise et l'appareil d'Etat furent entraînés à la débâcle et à la dislocation au cours de violents combats qui durèrent plusieurs mois, aboutissant à la retraite allemande sous le choc de l'armée de l'URSS. En décembre 1944, un gouvernement était formé à Debrecen, dans la zone déjà occupée par l'armée de l'URSS. Il siégea à Budapest en janvier 1945.

Étant donné que la Bulgarie n'avait pas déclaré la guerre à l'URSS, la situation aurait pu être quelque peu différente. Le 2 septembre 1944, le conseil de régence institué à la mort du roi Boris en août 1943 constituait un nouveau gouvernement pour négocier un armistice avec l'Angleterre et les USA, avec lesquels la Bulgarie était en guerre. Mais, le 5 septembre, le Kremlin déclara la guerre à la Bulgarie. Le gouvernement bulgare déclara de son côté la guerre à l'Allemagne. Le 8 septembre, les troupes de l'URSS entraient en Bulgarie. Le 9, un coup d'Etat soutenu par une puissante manifestation portait au pouvoir le « Front patriotique », c'est-à-dire un « front » que dominait et contrôlait le PC de Bulgarie, agent de la bureaucratie du Kremlin.

Tous ces pays étaient totalement occupés. On ne peut négliger le maintien de la façade de leurs Etats bourgeois, d'autant que les organes de ceux-ci n'avaient pas disparu, ce qui devait engendrer de sérieuses contradictions et soulever de difficiles problèmes à la bureaucratie du Kremlin. Cependant, le pouvoir politique réel n'avait d'assises qu'appuyé sur la bureaucratie du Kremlin, sur son armée. Ses organes répressifs installés au cœur de tous les organes de l'Etat. Rapidement, une « épuration » les nettoya des « irrécupérables ». De plus en plus, les gouvernements qui se sont succédé ont été ouvertement dirigés par les agences du Kremlin que sont les PC, sous la couverture d'une pseudo-démocratie parlementaire. En Hongrie, les choses faillirent mal tourner. Les élections de novembre 1945, relativement libres, donnèrent la majorité au parti des petits propriétaires, 59% des voix, 246 sièges, contre 70 aux social-démocrates, 47 au PC et 23 au parti paysan. Derrière le « parti paysan », la réaction se regroupait. Rapidement le parti des petits propriétaires fut « épuré », son nombre de sièges réduit à 190, de nouvelles élections organisées, élections où il perdit la majorité. Ni en Bulgarie, ni en Roumanie, une pareille aventure ne se reproduisit. Les partis bourgeois furent noyautés, domestiqués, et finalement détruits. De même que furent détruits les partis social-démocrates obligés en dernier ressort de fusionner avec les PC.

Les mêmes méthodes ont été appliquées en Pologne et en Tchécoslovaquie, compte tenu toutefois de circonstances différentes. Il existait à Londres un gouvernement polonais en exil sous la présidence du général Sykowski. Il refusait d'entériner l'intégration à l'Ukraine des territoires que l'armée de l'URSS avait occupés en 1939. Ces territoires étaient ceux qui avaient été annexés en 1920 à la Pologne, à la suite de la défaite de l'Armée rouge au cours de la guerre entre l'URSS et la Pologne, que les impérialismes français et anglais avaient suscitée, et où ils avaient soutenu la Pologne.

En 1943, le Kremlin rompait ses relations diplomatiques avec ce gouvernement. En 1944, un « comité de libération polonais » était constitué à Moscou. Le stalinien polonais Boleslaw Bierut le présidait. La bureaucratie du Kremlin organisa, lorsque ses armées contrôlèrent la Pologne, une « Assemblée populaire nationale » qui investit ce « comité

de libération polonais ». Après l'entrée de l'armée de l'URSS à Varsovie, ce comité fut transformé en gouvernement provisoire. Ce n'est qu'après que Mikalajezijw, leader du parti paysan polonais devenu par la mort de Sykorski président du cabinet polonais de Londres, ait reconnu « la Pologne de la ligne Curzon à l'Oder et à la Neisse » qu'il entra, ainsi que d'anciens membres de son gouvernement, dans le gouvernement provisoire. En Pologne, il n'y avait plus d'appareil d'Etat à la fin de la guerre. Par contre, un puissant mouvement de résistance existait. Les staliniens, discrédités par le pacte germano-soviétique de 1939, ne le contrôlaient pas. Il était en liaison avec le gouvernement polonais en exil à Londres. Mais ce mouvement fut particulièrement éprouvé en 1944. Le 11 mars 1944, avant que les troupes de l'URSS n'entrent à Varsovie, il organisa l'insurrection de la ville. Il constitua un « comité de libération nationale » qui assumait le pouvoir. Pendant soixante-trois jours, il tint tête aux Allemands. L'armée de l'URSS campait de l'autre côté de la Vistule. Elle laissa les Allemands écraser l'insurrection. De leur côté, ni l'impérialisme US, ni l'impérialisme anglais ne levèrent le petit doigt pour venir en aide à l'insurrection de Varsovie.

Ni les impérialismes, ni le Kremlin n'entendaient qu'en Pologne le pouvoir surgisse d'une insurrection populaire. Il leur fallait que cette insurrection soit écrasée.

Dans la Pologne de 1944, le nouveau pouvoir, le nouvel appareil d'Etat procédèrent directement de l'occupation et furent constitués par les agents directs du Kremlin. Le parti paysan n'en disposait pas moins d'une base de masse. Après avoir constitué elle-même un « parti paysan », la bureaucratie du Kremlin allait briser par la terreur celui de Mikalajezijw. Les dirigeants de ce parti étaient arrêtés. Au « parti paysan » que la bureaucratie du Kremlin avait constitué furent dévolus les locaux, les journaux et les fichiers du véritable parti paysan. De même, la bureaucratie du Kremlin et ses agents constituèrent de toutes pièces un parti social-démocrate qui devait ultérieurement « fusionner » avec l'actuel Parti ouvrier polonais.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, un « comité tchécoslovaque » s'était constitué à Londres au commencement de la guerre, sous la direction de Benes, comité qui fut reconnu en juillet 1940 comme gouvernement provisoire par le gouvernement anglais. Mais la bureaucratie du Kremlin constitua un « comité de libération nationale ». Au début 1945, les armées de l'URSS occupèrent une partie de la Tchécoslovaquie. Avant de revenir en Tchécoslovaquie, Benes séjourna en URSS, et il y signa une charte de collaboration avec le « comité de libération nationale ». Pourtant, d'importantes différences ont existé entre ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie et ce qui s'est passé dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Les troupes américaines auraient pu libérer la quasi-totalité du pays si les accords de Yalta n'avaient attribué la Tchécoslovaquie à la zone d'influence du Kremlin. Mais, surtout, l'Allemagne était déjà entièrement occupée, elle avait officiellement capitulé, lorsque, le 5 mai 1945, l'insurrection a éclaté à Prague. Les avant-gardes de l'armée russe étaient à 200 km et les troupes américaines stationnaient à 40 km de Prague. L'armée de l'URSS ne devait arriver à Prague que douze heures après la capitulation des nazis. A Prague, pendant quelque temps, le pouvoir a été exercé par les syndicats.

En Slovaquie, l'impérialisme allemand avait constitué un Etat « indépendant » sous la direction d'un évêque, Mgr Tiso, qui bénéficiait aussi du soutien du Vatican. Mais, en août 1943, une insurrection populaire avait éclaté, obligeant l'armée allemande à investir le pays. La guerre de partisans se poursuivit jusqu'à l'arrivée de l'URSS au nord du pays, où un « conseil national » slovaque fut constitué. Là aussi, ce qui existait encore des structures politiques bourgeoises s'effondra et, comme en de nombreuses villes et localités de Bohême-Moravie, des comités ouvriers se constituèrent. Une situation très particulière se nouait. Le gouvernement qui s'installait à Prague après l'occupation était un gouvernement de coalition dépendant du Kremlin. Les six partis autorisés - la social démocratie, le Parti socialiste tchèque, le Parti populiste, les deux PC (tchèque et slovaque), le Parti démocrate slovaque - étaient groupés dans le « Front national ». Le gouvernement était dirigé par Freilinger, un agent du Kremlin qui fera fusionner en 1948 le parti qu'il dirige, la social-démocratie, avec le PC. Celui-ci disposait des postes clés : l'Intérieur, l'Education, l'Information, l'Agriculture. Masaryk, ministre des Affaires étrangères, était doublé par un membre du PC, Clementis. Ludvic Svoboda (sans parti, agent de Moscou) était ministre de la Défense. Benes devenait président de la République. Le gouvernement et ses partis s'employèrent à reconstruire des organismes d'Etat bourgeois, le PC à se subordonner entièrement les syndicats, les comités et à noyauter l'armée, la police, les organes de l'Etat en reconstruction.

Néanmoins, les partis n'étaient pas artificiels : tous avaient des racines réelles, plus ou moins profondes. Mais le mouvement ouvrier, syndicats et partis (social-démocratie et Parti communiste), pesait d'un poids politique déterminant dans le pays, et plus particulièrement le PCT. Aux élections de 1945, qui, pour les partis du Front national, furent des élections libres, le PCT obtenait au total 38 % des suffrages, dont 43,3 % en Bohême-Moravie. Par contre, seulement 30,4 % en Slovaquie où le Parti démocrate obtenait 62 % des suffrages.

En Allemagne, l'effondrement des nazis et la destruction de l'armée amenaient la destruction de l'Etat bourgeois. Spontanément, dans toute l'Allemagne, les masses ouvrières ont commencé, au niveau des usines, des localités, à réorganiser la vie, à s'organiser. Elles ont constitué des organes embryonnaires de pouvoir. Plus brutalement encore que dans les zones que les troupes américaines, anglaises, françaises occupèrent, l'armée de l'URSS a exercé directement le pouvoir et réprimé dans sa zone d'occupation, détruisant toute organisation, toute forme politique prolétarienne.

Le capitalisme démantelé

Ce ne sont pas seulement les structures politiques et étatiques des pays que l'armée de l'URSS a occupés qui ont été plus ou moins rapidement bouleversées : les rapports économiques et sociaux l'ont été tout autant. Mais, là aussi, avec la défaite allemande et ses conséquences, au point de départ, de véritables vides se sont produits. En Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, c'est l'évidence. En Allemagne de l'Est, en Prusse orientale, en Silésie, devant l'avance de l'armée de l'URSS, capitalistes et grands propriétaires fonciers ont fui en s'efforçant de rejoindre les lignes américaines, anglaises ou françaises. La partie déterminante de l'économie devenait sans propriétaire. Dès 1945, en Allemagne occupée par l'URSS, 200 très grosses entreprises devenaient « Propriétés soviétiques », 40 % de la capacité de production industrielle étaient mis « en régie » sous le contrôle des autorités d'occupation, 30 % seulement de la propriété industrielle restaient propriété privée (ces 30 % comprenaient des entreprises n'occupant pas

plus de cinquante ouvriers). Toujours dans cette zone d'occupation, la bureaucratie du Kremlin a procédé à des démontages d'usines considérables, dont l'outillage était envoyé en URSS. En Tchécoslovaquie et en Pologne, le capital allemand a pris, entre 1939 et 1945, le contrôle de l'essentiel de l'économie. En Tchécoslovaquie, dès 1946, 2 200 entreprises industrielles importantes sur un total de 17 000, soit une proportion de 65 % de la capacité totale de production de cette époque, étaient déjà nationalisées. En Pologne, toutes les entreprises allemandes ou les sociétés anonymes à capital allemand, ainsi que celles dont les propriétaires avaient fui, ont été nationalisées, plus toutes les entreprises représentant un intérêt national (mines, pétrole, industries d'armement). La limite des entreprises privées fut fixée à cinquante personnes par équipes de roulement. Au total, compte tenu de l'échelle réduite des entreprises industrielles dans l'ancienne Pologne, 55% de la production industrielle étaient nationalisés.

A propos des pays satellites de l'Allemagne, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, Nicolas Clarion écrivait en juin 1948 dans « Le Glacis soviétique » (dont sont extraites nombre de données de cet article) :

« Après la guerre, la pénétration du capital allemand dans les pays satellites prit principalement les formes suivantes : achat des actions du portefeuille belge ou français dans les banques hongroises et roumaines; achat des actions ou participation directe des capitaux allemands dans l'industrie; formation de sociétés mixtes avec la participation du capital national sur la base de concessions d'exploitations minières ou de brevets allemands; concentration de certaines entreprises (exploitations pétrolières, transports, etc.)...

(...) Dans les pays satellites, en conformité avec les décisions de Potsdam et les revendications soviétiques, l'ensemble de la succession allemande revint à l'URSS. »

En Hongrie, en outre, les deux tiers de la production de l'industrie lourde provenaient en 1946-1947 d'entreprises étatisées, mais seulement 20 % de l'industrie légère. En Bulgarie, 65 % de la production industrielle provenaient encore de l'industrie privée. En Roumanie, hors la Banque nationale étatisée et la « propriété soviétique », le reste de l'industrie restait propriété privée. Le système bancaire et de crédit de l'ensemble des pays que l'URSS Occupait était également nationalisé. La bourgeoisie gardait cependant de très fortes positions, notamment dans le secteur commercial.

Bouleversement économique et social à la campagne

Le bouleversement économique et social n'était pas moins considérable en ce qui concerne l'agriculture. Avant 1939, la population agraire s'élevait à 58 % de la population totale en Hongrie, 80 % en Roumanie, 81 % en Bulgarie, 85 % en Yougoslavie. Citons à nouveau Nicolas Clarion :

Hongrie

« En Hongrie, la grande propriété s'étendait sur près de 50 % des terres; les domaines au-dessus de 1000 hectares s'étendaient à eux seuls sur 18 % de la superficie cultivée et étaient en la possession de 0,1% seulement des propriétaires terriens. Par contre, la petite propriété de 0 à 10 hectares, extrêmement divisée, jusqu'à des parcelles de 0,5 hectares et même au-dessous, n'occupait que 20 % de la terre au profit de 76,6 % des propriétaires. Le nombre des domestiques de ferme et des travailleurs agricoles était très élevé.

La réforme décrétée le 17 mars 1945 par le gouvernement hongrois a changé profondément la structure des campagnes. En voici les modalités :

- *confiscation de la totalité des terres et du cheptel mort ou vif des « criminels de guerre, des traîtres et des ennemis du peuple » (ce dernier qualificatif s'appliquant à tous les Allemands de l'Ouest - 470 000 personnes - sans distinction d'origine sociale);*
- *expropriation, en principe avec indemnisation, des terres de la gentry au-dessus de 50 hectares et de celles de la paysannerie au-dessus de 100 hectares; expropriation des terres de l'Église au-dessus de 50 hectares (en contrepartie, les églises domaniales ont été dotées de terres couvrant au total 13 000 hectares);*
- *fixation du plafond de la propriété à 100 hectares avec dérogation pour les combattants qui se sont distingués dans la lutte contre les Allemands (150 hectares) et pour les « fermes modèles »;*
- *les bénéficiaires de la réforme paient leur lopin en dix annuités dans les mêmes conditions que celles que nous avons vues en Allemagne.*

En octobre 1945, un peu plus de 500 000 familles - dont 41 % de travailleurs agricoles, 28 % de domestiques de fermes, 31 % de petits paysans - ont reçu des lopins de terre variant de 2,5 à 4,5 hectares. La distribution a porté sur près de 1500 000 hectares.

Roumanie

En Roumanie, les campagnes présentaient avant-guerre la structure suivante :

La propriété agraire en Roumanie avant la réforme actuelle.

[illegible]

Contrairement à ce qui s'était passé en Allemagne et en Pologne, la nouvelle réforme a été instituée seulement par la loi du 22 mars 1945, c'est-à-dire plusieurs mois après l'entrée des Russes dans le pays. Les tergiversations du gouvernement royal donnèrent ici au Parti communiste une occasion d'appeler les masses à procéder d'elles-mêmes au partage.

A peine cette initiative fut-elle prise que la législation agraire fut votée en hâte.

La loi créa un fonds agraire sur les bases suivantes :

- expropriation sans indemnité de la totalité de la propriété des "Allemands (la colonie pluri-séculaire des Allemands de Transylvanie), des traîtres à la patrie, des criminels de guerre et des émigrés en pays ennemis";
- expropriation de la fraction au-dessus de 50 hectares des terres arables des domaines dépassant cette étendue, à l'exception des domaines de l'Église, des institutions étatiques et de la Couronne. Les domaines de la Couronne, représentant à eux seuls 132 112 hectares, n'ont été expropriés qu'après l'abdication du roi Michel en décembre 1947.

Bulgarie

La Bulgarie avait devancé de loin et depuis longtemps les autres pays balkaniques en ce qui concerne la liquidation des vestiges féodaux. La révolution nationale en 1878, en éliminant la caste des beys turcs, avait créé un véritable régime de petite propriété à la campagne. Le régime de la « démocratie agraire », instauré entre 1920 et 1923 par le Parti agrarien, consacrait « la propriété foncière basée sur le travail » et fixait déjà le plafond de la propriété terrienne à 30 hectares maximum. Ce régime se montra politiquement peu viable. Après son renversement par un coup d'Etat, on assista à un faible regroupement de domaines dépassant les 30 hectares, notamment pour les terres des banques. La structure de la propriété se présentait comme suit avant la Deuxième Guerre mondiale :

La propriété agraire en Bulgarie

	Propriétés				
	Jusqu'à 5 ha	De 5 à 10 ha	De 10 à 30 ha	Au-dessus de 30 ha	%
Nombre de propriétaires	63.1%	26.2%	10.3%	0.4%	100%
Superficie	30%	36.9%	29.5%	3.6%	100%

La nouvelle réforme instituée à la fin de 1944 et complétée en 1946 (avril) fixa la superficie maxima de la propriété privée, pour une famille paysanne, à 30 hectares en Dobroudja et à 20 hectares dans le reste de la Bulgarie. Les terres dépassant cette superficie furent rachetées par l'Etat aux prix de 1936 avec des obligations remboursables en dix ans. La surface ainsi récupérée s'est élevée à 157 756 hectares pour les terres au-dessus de 30 hectares et à un peu moins de 200 000 hectares pour les autres.

Or, 500 000 paysans réclamant la terre, l'Etat a tout juste de quoi satisfaire 40 % des demandes, ceci dans un pays de cultures maraîchères, où la grande propriété est inconnue.

Tchécoslovaquie

La propriété agraire en Tchécoslovaquie avant les réformes actuelles.

	Propriétés					
	Jusqu'à 5 ha	De 5 à 10 ha	De 10 à 50 ha	De 50 à 100 ha	Plus de 100 ha	%
Nombre de propriétaires	70.8%	12.7%	12.5%	0.4%	0.6%	100%
Superficie	15.4%	13.6%	27.6%	3.7%	39.7%	100%

Le partage des terres, entrepris sur la base des réformes décidées en 1919 et en 1920, n'entama donc nullement les positions de la grande propriété, si importantes en Tchécoslovaquie.

La nouvelle réforme se fit en trois étapes.

Une loi publiée le 21 juin 1945 décida tout d'abord :

- l'expropriation sans indemnité des biens des « Allemands, des Hongrois et des traîtres à la patrie » (terres et installations comprises), et le passage de ces propriétés sous la gérance d'un Office national foncier;
- l'expropriation des forêts et des bois au-dessus de 100 hectares;
- la répartition en faveur des ouvriers agricoles et des petits propriétaires - (attribution jusqu'à 8 hectares) -, des paysans ayant une famille nombreuses - (attribution jusqu'à 12 hectares) -, des fonctionnaires et artisans pour des jardins (0.5 hectare), en échange d'un prix égal à la valeur de la récolte d'une année du lopin cédé.

La réforme vise donc dans sa phase initiale à la destruction sans distinction de classes des deux minorités nationales représentant d'après les statistiques tchèques d'avant-guerre respectivement 21 % (Allemands des Sudètes) et près de 5 % (Hongrois de Slovaquie) de l'ensemble de la population.

La seconde étape de la réforme fut ouverte en juillet 1947. L'Assemblée constituante adopta une loi prévoyant la révision de la première réforme volée en 1919. La loi de juillet 1947 fixa le plafond de la propriété foncière à 50 hectares. Elle décida qu'au-dessus de 50 hectares l'expropriation serait effectuée avec indemnisation.

Selon le rapport du délégué du Parti communiste tchécoslovaque, Slansky à la « Conférence des neuf partis communistes » réunis en Pologne en septembre 1947, à cette date avaient été distribués en Tchécoslovaquie, en vertu des premières dispositions de la réforme, 1 700 000 hectares à 170 000 familles « pour la plupart paysans pauvres ou sans terre ».

500 000 autres hectares récupérés en vertu de la loi de juillet 1947, sur les propriétés au-dessus de 50 hectares étaient en cours de distribution.

Pologne

Aucun pays européen, à part l'Allemagne, n'a été autant bouleversé que la Pologne. Territorialement - et dans une certaine mesure socialement -, la Pologne émerge comme une entité nouvelle. Avant 1938, sur 34,5 millions d'habitants, 11 millions vivaient à l'est de la ligne Curzon, région de la très grande propriété, (domaines des princes Radzivil - dont l'un comptait 170 000 hectares -, des comtes Potocki, Zamoyski, etc.). Ce territoire a été annexé par les Russes.

Le recensement effectué en 1946 indique une population globale de 23,6 millions d'âmes, dont 18,6 millions dans les territoires anciens jusqu'à la ligne Curzon et 5,02 dans les territoires pris aux Allemands. Plus de 6 millions de Polonais - dont 3 271 000 Juifs sur un total de 3 351 000 - ont été tués pendant la guerre. Les territoires occupés par les Ukrainiens étant annexés par l'URSS, la très grande propriété ne se trouvait guère désormais en Pologne nouvelle que dans les anciennes provinces allemandes où elle occupait 45 % de la superficie cultivable.

La réforme agraire, instituée par les décrets du 6 septembre 1944 et du 17 janvier 1945, comportait les mesures suivantes :

- institution d'un fonds national agraire constitué par les propriétés dépassant 50 hectares de terre arable à l'est, 100 hectares (arables ou non) à l'ouest, et indemnisation des propriétaires;
- confiscation de toutes les terres ayant appartenu « aux Allemands et aux traîtres » et saisie de l'outillage et du cheptel;
- exemption de tout partage des terres de l'Église jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante qui statuera;
- cession des lopins de terre, en échange d'un prix représentant la valeur moyenne d'une année de la récolte du lopin cédé.

Dans les anciens territoires polonais ont été enregistrés, en, vue de la distribution, 2 131 285 hectares. Une statistique officielle du 1^{er} janvier 1947, portant sur la distribution de 1 155 397 hectares, indique que les bénéficiaires se répartissaient ainsi :

Les bénéficiaires de la réforme agraire actuelle dans les anciens territoires polonais.

Catégorie des bénéficiaires	Nombre de familles	Superficie
Ouvriers agricoles	26.9	48.8
Paysans sans terre	13.9	16.6
Propriétaires "nains"	23.5	12.6
Petits paysans	33.7	21.4
Jardiniers, artisans	2.0	0.6

A la même date, dans les territoires de l'Ouest, 413 056 exploitations de moins de 100 hectares (anciennes propriétés paysannes allemandes), totalisant une superficie de 4 509 346 hectares, avaient été ainsi réparties :

Les bénéficiaires de la réforme agraire dans les territoires annexés

Catégories des bénéficiaires	Superficie
Ouvriers agricoles	0.02
Paysans autochtones	3.95
Paysans transférés et "rapatriés"	67.5
Soldats	7.8
Réservés pour le ravitaillement	0.43
Non encore attribués	20.3

Allemagne de l'« Est »

Dans le Mecklembourg, le Brandebourg, la Saxe, l'Anhalt, la Thuringe, la grande propriété occupait une place capitale, comme on peut le voir d'après le tableau suivant, que nous empruntons à l'Economist (3 novembre 1945).

Structure des campagnes en Allemagne, avant l'occupation soviétique et les annexions polonaises.

Régions	Terres arables et pâturages		Fermes dépassant 100 ha		
	Ha en milliers	Nombres de fermes en milliers	Ha en milliers	% du total	Nombres de fermes
Poméranie	2 353	129	1 019	43.3	3 600
Mecklembourg	1 011	46	547	54.1	1 600
Brandebourg	1 940	154	642	33.1	2 794
Saxe(province)	1 602	162	420	26.2	2 176
Anhalt	141	13	51	35.9	222
Thuringe	612	101	68	11.2	336

Saxe (Etat libre)	918	100	132	14.3	1 042
--------------------------	------------	------------	------------	-------------	--------------

Les décrets de réforme prévoyaient :

- *la confiscation de l'ensemble des terres et du cheptel « des nazis, des criminels de guerre et des traîtres »;*
- *la fixation de la superficie maxima de la propriété terrienne à 100 hectares par exploitation, sauf pour la propriété des églises, des coopératives et des propriétés dites « modèles »;*
- *la distribution des terres aux travailleurs agricoles, aux petits paysans et aux réfugiés de l'Est par parcelles de 5 hectares (en moyenne). Le prix du lopin de terre ainsi cédé fut estimé égal à la valeur d'une récolte moyenne annuelle, dont les 10 % payables à l'installation, le reste en neuf annuités.*

Selon les chiffres fournis le 11 septembre 1947 (après l'achèvement de la réforme) par le colonel Kahanov, chef des services de l'Agriculture de l'Administration militaire soviétique, ont été expropriées : 6 986 grandes propriétés (dont 3 280 exploitations ayant appartenu à des criminels de guerre et 2 089 propriétés de l'Etat nazi); le fond de la réforme a embrassé, dans les cinq provinces de la zone d'occupation, une superficie de 3 041 500 hectares (dont 51% de terres labourables). »

La bureaucratie du Kremlin se dresse contre la révolution prolétarienne

Il s'agit donc bien d'un gigantesque bouleversement économique, social et politique, dont l'origine est le krach que la défaite et l'effondrement de l'armée allemande ainsi que la victoire de l'URSS ont signifié pour la société bourgeoise à l'Est de l'Europe.

Partout, sous une forme ou sous une autre, plus ou moins puissamment, les masses se sont mises en mouvement, et la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour non seulement à l'Est, mais dans toute l'Europe. Les « Alliés » étaient hantés par la crainte de la révolution en Allemagne. Dès 1943, ils ont conjointement et systématiquement tout mis en œuvre pour qu'elle ne se produise pas : bombardements systématiques des villes allemandes pour terroriser et pulvériser les masses prolétariennes; affirmation de la responsabilité collective du peuple allemand, Ilya Ehrenbourg déclarant qu'il n'y a de bons Allemands que ceux qui sont morts; déportations massives de populations; partage de l'Allemagne en zones d'occupation où l'autorité militaire abat son poing de fer.

La politique de la bureaucratie du Kremlin a d'abord été motivée, dès que les armées de l'URSS ont pénétré en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, par la volonté de faire barrage aux masses, de les contenir, de les faire refluer, pour que n'éclate pas la révolution. Lorsqu'elles entrent en Roumanie au mois d'août 1944, Molotov déclare :

« L'URSS n'entend nullement changer les bases sociales de la Roumanie. »

Partout, le Kremlin s'efforça de maintenir ce qui subsistait des Etats bourgeois, de l'ordre bourgeois, Les nationalisations affaiblissaient énormément, économiquement et socialement, la bourgeoisie, déjà très faible comme classe. Telles qu'elles ont été réalisées, elles restaient cependant dans le cadre du mode de production capitaliste. Les entreprises nationalisées fonctionnaient par rapport au marché et à ses lois. La terre n'était pas nationalisée. Aujourd'hui, même si les bourgeoisies ne peuvent réaliser de réforme agraire radicale, celle-ci reste pourtant par nature une réforme bourgeoise. Elle ne supprime pas la propriété privée des moyens de production et les rapports de production bourgeois; au contraire, elle les généralise. Elle ne supprime pas les différentes formes de rentes. La réforme agraire, sans que soit mis à la disposition de la paysannerie pauvre un système de crédit à bon marché, aboutit très rapidement à son endettement et à sa subordination aux maîtres du crédit. La réforme agraire ne résout pas le problème de la commercialisation. L'inéluctable différenciation économique fait surgir une couche sociale, les koulaks ou paysans riches, qui se subordonne la paysannerie pauvre.

Il faut ajouter qu'en principe, les avoirs américains, anglais et français en Europe de l'Est n'étaient pas nationalisés, pas plus, bien entendu, que ceux que la bureaucratie du Kremlin s'était appropriés.

Ainsi, la Grande-Bretagne réclamait à la Pologne 15 millions de livres sterling, et la France 23 milliards de francs 1938. En Yougoslavie, l'Angleterre estimait ses « créances » à 15 millions de livres de l'époque. Des « dettes » semblables étaient réclamées aux différents pays de l'Europe de l'Est.

Envahissant l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin se fixait un second objectif : le pillage systématique de l'économie de ces pays. La Finlande et la Roumanie, signant l'armistice avec l'URSS, s'engageaient chacune à verser à l'URSS et à ses alliés 300 millions de dollars-or de réparations. L'Allemagne devait payer 10 milliards de dollars-or de réparations à l'URSS. En plus des biens allemands saisis pour payer ces sommes, un prélèvement énorme était effectué sur la production courante des pays occupés. Les « pays alliés », Pologne, Tchécoslovaquie, n'échappaient pas non plus au pillage, notamment par la constitution de « sociétés mixtes » comme dans les pays ennemis, par des échanges inégaux, etc.

Mais, pour de multiples raisons, il était indispensable à la bureaucratie du Kremlin d'être la cheville ouvrière de la reconstruction de l'Etat là où l'Etat bourgeois avait été totalement détruit : en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Là où la façade de l'Etat bourgeois avait pu être maintenue, il était non moins indispensable qu'il ne s'agisse pas d'une simple occupation, mais d'une pénétration, d'une prise en charge du fonctionnement de l'Etat et de ses organes par la bureaucratie du Kremlin, ses agents des PC, et d'autres « partis ». C'était indispensable par rapport aux masses et contre elles : la bourgeoisie était bien incapable de les endiguer ou de les faire refluer par ses propres moyens, de les empêcher d'abattre un Etat en ruines, sans l'apport de l'appareil du Kremlin, ou même d'empêcher que cet Etat ne s'effondre sur lui-même. C'était indispensable pour contrôler la bourgeoisie restante elle-même. C'était indispensable pour pouvoir piller à ce point et sous ces formes l'économie de ces pays. C'était indispensable pour qu'à plus ou moins brève échéance, ces pays ne retombent pas sous le contrôle de l'impérialisme, américain notamment, mais restent des bastions économiques, politiques, militaires, de la bureaucratie du Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin aligne les rapports de production de l'Est de l'Europe sur ceux de l'URSS.

Il serait inexact de prétendre que dès le début de l'occupation de ces pays, la bureaucratie du Kremlin avait comme objectif d'aligner leur mode de production sur celui de l'URSS. Tout prouve le contraire. C'est empiriquement que le Kremlin a été amené à cette solution. En moins de trois ans, il s'est révélé qu'il était socialement et politiquement impossible de maintenir ce type de régimes. Tout naturellement la tendance des bourgeoisies restantes dans ces pays était de récupérer leurs anciennes positions économiques, d'en conquérir de nouvelles, de récupérer la maîtrise de l'appareil d'Etat, de l'« épurer » à son tour et de le faire fonctionner directement et par rapport à leurs seuls intérêts, de faire sa jonction avec l'impérialisme. A la campagne, la différenciation sociale s'accroissait, la paysannerie nouvellement constituée sous cette forme par les réformes agraires fournissait une base de masse à la bourgeoisie. L'anarchie économique, consécutive au pillage, à un fonctionnement incohérent, sévissait, traduite notamment par une inflation fantastique. Dans la mesure où la bureaucratie du Kremlin tire ses privilèges de l'économie planifiée sur la base des rapports de production que la révolution d'Octobre 1917 a institués, qu'elle est incapable de les renverser, il lui faut les défendre à sa manière. Les rapports de production, les rapports sociaux et politiques de l'URSS et ceux existant dans le « glacis » étaient incompatibles. Les conflits entre les bourgeoisies restantes, dans une certaine mesure renaissantes, et la bureaucratie du Kremlin n'ont pas cessé et se sont accentués. La bureaucratie du Kremlin les surmontait par de nouvelles « épurations ». A partir de 1947, ces conflits ont pris un tour aigu en relation avec la politique que l'impérialisme américain impulsait désormais : il visait à refouler la bureaucratie du Kremlin de l'Europe de l'Est, et éventuellement à s'ouvrir une voie de pénétration en URSS même.

Le 12 mars 1947, Truman formulait à la tribune du Congrès américain sa « doctrine » de « soutien aux pays libres ». Les USA n'acceptaient plus aucune nouvelle modification du statu quo européen. Ils accordaient à la Grèce une aide financière de 300 millions de dollars pour combattre les partisans du Parti communiste grec qui luttait encore les armes à la main au nord du pays, à la frontière yougoslave, et une aide de 100 millions de dollars à la Turquie. Le 5 juin, le général Marshall formulait les grandes lignes du plan qui devait porter son nom : proposition était faite d'accorder une aide s'élevant entre 15 et 20 milliards de dollars à vingt-deux pays européens, au cours des quatre à cinq années suivantes. Bien entendu, l'effort économique de ces pays devait être coordonné sous l'égide de l'impérialisme américain. L'offre était faite aussi bien aux pays de l'Est de l'Europe qu'à ceux de l'Ouest. Le plan Marshall était tout à la fois l'instrument de la réorganisation de l'économie capitaliste, l'instrument de la pénétration américaine à l'Est et le ciment d'un bloc politique et militaire sous l'égide de l'impérialisme américain dirigé contre l'URSS. Il allait préparer le pacte et l'alliance Atlantiques.

Il faut suivre la chronologie. Le 10 février 1947, les traités de paix avec les pays satellites de l'Allemagne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande, sont signés à Paris. Le 12 mars, Truman énonce sa « doctrine ». Le 5 juin, Marshall formule son plan. Cela forme un tout cohérent et percutant. Le plan Marshall devait fonctionner de la façon suivante : l'ensemble des Etats européens devaient se réunir faire le bilan de leurs échanges réciproques et des perspectives de ces échanges, ainsi que de leurs échanges avec les USA. Les pays européens s'efforçaient de combler leurs déficits réciproques et avec les Etats-Unis dans toute la mesure du possible; les crédits Marshall réglaient les soldes. En d'autres termes, il s'agissait de régulariser les échanges européens et mondiaux, en incluant l'Europe de l'Est, en ouvrant une porte sur l'URSS, sous l'égide de l'impérialisme américain.

La bureaucratie du Kremlin n'a pas repoussé sans hésitations, et encore bien moins celle des pays de l'Europe de l'Est, la participation au plan Marshall. Molotov participa à la Conférence de Paris du 27 juin, réunissant les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, de France, d'URSS, qui discutait de la proposition Marshall. Mais Molotov, sans dire non, mit en cause le contrôle que les pays capitalistes, surtout l'impérialisme américain, exerceraient plus ou moins directement sur l'économie de l'URSS et de l'Europe de l'Est, en cas d'acceptation du plan Marshall.

« Tous les pays de l'Est ne furent pas de l'avis de Molotov. Lorsque après le départ de ce dernier, la France et la Grande-Bretagne lancèrent des invitations à vingt-deux pays européens, les pays de l'Est y compris, un flottement significatif se manifesta dans les milieux dirigeants de la Tchécoslovaquie et de la Pologne jusque dans les rangs communistes... Le 4 juillet 1947, le conseil de cabinet tchécoslovaque se prononça pour l'acceptation de l'aide. Les Polonais se préparaient à faire de même. Mais, le 8 juillet, le jour même où le gouvernement de Varsovie délibérait sur la question, la radio de Moscou annonçait que la Pologne et la Roumanie « ont refusé » de participer à la Conférence de Paris. Le lendemain, Varsovie déclina officiellement l'invitation. Le même jour, une délégation tchécoslovaque partait pour Moscou. »

C'est ce qu'explique François Fejtö dans son « Histoire des démocraties Populaires ». Le 10 juillet, le gouvernement tchécoslovaque renonçait à participer à la Conférence de Paris sur le plan Marshall.

C'est que la dépendance financière et économique de ces pays par rapport aux grandes puissances capitalistes restait extrêmement grande, et tendait à s'accroître dans le cadre d'une économie fonctionnant encore en grande partie selon les lois qui s'expriment sur le marché; en outre, il est évident que les forces bourgeoises subsistantes poussaient politiquement de toutes leurs forces dans ce sens. L'aide que la Yougoslavie a reçue de l'UNRRA, organisme d'assistance économique du gouvernement américain, s'est élevée entre avril 1945 et juin 1947 à 415 millions de dollars (de l'époque), à 481 millions pour la Pologne, à 261 millions pour la Tchécoslovaquie. De plus, la Pologne avait obtenu à la fin de 1946 un crédit de 40 millions de dollars de l'Export-Import Bank, et de 50 millions de dollars de la part des Etats-Unis. La Roumanie, 50 millions de la Chase Bank, la Hongrie 10 millions. Du point de vue des échanges, François Fejtö cite l'exemple suivant :

« La tendance à accroître les échanges avec l'Ouest est encore plus nette en Tchécoslovaquie : parmi les cinq Etats d'où la Tchécoslovaquie a importé au cours du premier trimestre pour plus de 300 millions de couronnes de marchandises, il n'y en a pas un de l'Europe orientale; parmi ses six clients les plus importants, l'Union soviétique occupe le sixième rang. »

Plus loin :

« En 1946, les exportations tchécoslovaques aux Etats-Unis ont dépassé les importations de 230 millions de couronnes, laissant à son actif une créance de 4,6 millions de dollars, mais cet excédent est absorbé par le déficit d'un seul mois (avril 1947) et, pour les quatre premiers mois de 1947, mois décisifs, la balance commerciale avec les Etats-Unis présente un déficit de 677 millions de couronnes. »

La proposition Marshall répondait à des besoins brûlants. Elle correspondait à des tendances économiques, sociales et politiques profondes existant en Europe de l'Est. La bureaucratie du Kremlin convoitait également avidement les crédits Marshall.

Molotov, au nom de la bureaucratie du Kremlin, reconnaissait que l'aide américaine serait précieuse pour les pays de l'Est de l'Europe et l'URSS. Mais il ne pouvait accepter la dépendance et le contrôle que la proposition Marshall mettait en avant, qui établissaient de fait la subordination financière et économique des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS (dans ce pays, la destruction des rapports de production nés de la révolution d'Octobre). Car, au fond, c'est cela qui était en cause. L'hésitation de la bureaucratie du Kremlin n'en est pas moins significative. Il fallait choisir : ou laisser les puissances impérialistes reprendre le contrôle de l'Est de l'Europe, ouvrir la porte à la pénétration capitaliste en URSS, ou aligner les rapports de production de ces pays sur ceux de l'URSS.

Finalement, ce n'est que dans les derniers mois de 1947 que le Kremlin décida définitivement d'aligner les rapports économiques, sociaux et politiques de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie sur ceux de l'URSS. En Bulgarie, à partir du décret du 23 décembre 1947, l'essentiel de l'industrie, de la banque, du commerce extérieur dépendirent de l'Etat. En Hongrie, c'est à partir de la loi du 29 avril 1949. En Pologne, c'est à partir de la fin 1947-début 1948 que l'opération eut lieu. En Roumanie, c'est à partir d'une loi votée le 18 juin 1948. En Tchécoslovaquie, le coup d'Etat de février va faire passer tout le pouvoir entre les mains des staliniens. Il va être le point de départ de l'opération. Pour ce qui concerne l'Est de l'Allemagne, la proclamation, le 11 octobre 1949, de la République démocratique allemande et la constitution d'un gouvernement, le gouvernement Grotewohl, marquent le tournant décisif. Désormais, le moteur de l'économie de ces pays ne sera plus le profit, mais la satisfaction des besoins sociaux tels que les plans les exprimeront, c'est-à-dire avant tout les besoins de la bureaucratie, celle du Kremlin en premier lieu, avec les immenses contradictions, insolubles, explosives, que cela implique.

Le saut définitif d'un type de société à un autre ne s'est pas fait de façon indolore. En Tchécoslovaquie, qui officiellement n'était plus occupée depuis la fin 1945, mais dont tous les organes de l'Etat étaient noyautés par les staliniens, cela va exiger une certaine mobilisation des masses, contrôlée par le PC, l'élimination quelque fois physique des ministres et du personnel politique bourgeois. Ensuite, toute une épuration des organes d'Etat a encore été nécessaire. A des degrés divers, le même processus s'est produit en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne, en Hongrie, mais dans ces pays l'armée de l'URSS était directement à pied d'œuvre. En Allemagne, l'appareil d'Etat en place n'était qu'une simple projection de celui de l'URSS, de ses agents. Par contre, pour la Finlande, que l'armée de l'URSS n'a jamais occupée, ce sont les staliniens qui, en juin 1948, ont été expulsés du gouvernement et de l'appareil d'Etat.

Le problème des territoires occupés

Le processus de transformation des rapports économiques, sociaux et politiques en Europe de l'Est n'a pas été identique à celui qui s'est produit en Yougoslavie (qui n'a jamais non plus été occupée par l'armée de la bureaucratie du Kremlin) - auquel on peut apparenter les développements qui ont eu lieu en Albanie jusqu'à la rupture entre Tito et Staline, alors que les développements en Corée du Nord, occupée par l'URSS en août 1945, peuvent être apparentés à ceux qui se sont produits dans les pays européens occupés. Il n'en reste pas moins que, comme en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, la possibilité théorique en était formulée dans ce fameux passage du programme de fondation de la IV^e Internationale. Beaucoup plus précisément, Trotsky donnait au début de la Deuxième Guerre mondiale la clé de la compréhension de ces développements. Polémiquant à propos d'une résolution émanant de la minorité du SWP, il écrivait :

« Pour mieux châtier les staliniens de leurs incontestables crimes, la résolution, à la suite des démocrates petits-bourgeois de toutes nuances, ne souffle mot de ce que l'Armée rouge en Finlande exproprie les propriétaires terriens et introduit le contrôle ouvrier, préparant ainsi l'expropriation des capitalistes.

Demain, les staliniens étrangleront les ouvriers finlandais. Mais aujourd'hui ils donnent, ils sont contraints de donner une formidable impulsion à la lutte de classe sous sa forme la plus aiguë. Les chefs d'opposition fondent leur politique non sur le processus « concret », tel qu'il se développe en Finlande, mais sur des abstractions démocratiques et de nobles sentiments.

La guerre soviéto-finlandaise commence déjà visiblement, à se prolonger par une guerre civile, où l'Armée rouge - pour l'instant - est dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers, tandis que l'armée finlandaise bénéficie du soutien des classes possédantes, de la bureaucratie ouvrière conservatrice et des impérialistes anglo-saxons. Les espoirs, qu'éveille l'Armée rouge chez les masses pauvres finlandaises ne seront, en l'absence de révolution internationale, qu'une illusion; la collaboration de l'Armée rouge avec les masses exploitées sera temporaire; le Kremlin peut très vite se retourner contre les ouvriers et les paysans finlandais. » (L'opposition petite-bourgeoise du SWP - le 15 décembre 1939.)

Quelques semaines plus tôt, il avait déjà écrit :

« Au moment où j'écris ces lignes, le sort des territoires occupés par l'Armée rouge reste toujours obscur. Les dépêches se contredisent, car les deux parties mentent à l'envi. Mais les rapports de forces sur le terrain sont sans aucun doute toujours fort incertains. Une partie des territoires occupés sera indubitablement incorporée à l'URSS. Sous quelle forme, précisément ?

Supposons un instant que, conformément au pacte conclu avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne au « contrôle » sur le modèle

fasciste. Une telle concession revêtirait sur le plan des principes une très grande importance et pourrait constituer le point de départ d'un nouveau chapitre de l'histoire du régime soviétique et donc d'une nouvelle appréciation, de notre point de vue, de la nature de l'Etat soviétique.

Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'URSS, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable, non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. Ici, une analogie se présente d'elle-même. Le premier Bonaparte arrêta la révolution au moyen d'une dictature militaire. Toutefois, lorsque les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa un décret stipulant : « Le servage est aboli. » Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste s'appuyait sur les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS.

Mesure révolutionnaire par sa nature, l'« expropriation des expropriateurs » s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante des masses - mais sans un tel appel, fût-il très prudent, il est impossible d'établir un nouveau régime - sera, sans nul doute, étouffé le lendemain même par d'impitoyables mesures de police, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil. C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'il puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale.

Notre appréciation générale du Kremlin et de l'Internationale communiste ne modifie pas, cependant, le fait particulier que l'étatisation des formes de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir l'« ordre » dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique. » (L'URSS en guerre - 18 octobre 1939.)

Problème de méthode

L'OCI a caractérisé les Etats yougoslave, chinois, vietnamien, du Laos, du Cambodge, ceux des pays que la bureaucratie du Kremlin a occupés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comme des Etats ouvriers bureaucratiques dès leur origine. Mais, pour reconnaître la mutation d'Etats bourgeois à Etats ouvriers bureaucratiques, la méthode à utiliser ne peut être purement économique. Elle doit être celle de la thèse IX des « Dix thèses » que Germain avait écrites en décembre 1950 et janvier 1951, et que le PCI a adoptées et soumises au III^e Congrès mondial de la IV^e Internationale :

« La méthode au moyen de laquelle notre mouvement a résolu la question de la nature de classe de la Yougoslavie, dans la résolution adoptée par le IX^e Plénium du CEI, se rattache en ligne droite à sa tradition marxiste-léniniste, déjà défendue avec succès dans sa solution de la question de l'URSS. La résolution du IX^e Plénium résout la question yougoslave en partant des forces réelles de classe et non de rapports de propriété isolés de leur origine historique. Elle « légalise » en même temps l'utilisation de la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » pour désigner certaines étapes transitoires entre la décomposition du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat, la construction d'un appareil d'Etat d'un type nouveau. Cette formule, inscrite dans notre « Programme de transition », a depuis démontré toute son utilité dans le cas de la Chine, où notre mouvement l'utilise pour caractériser l'étape actuelle de développement de la révolution chinoise. Elle fait partie de notre bagage programmatique nécessaire pour comprendre des phénomènes de transition propres à notre époque.

La discussion internationale actuellement en cours au sujet de la nature de classe des pays du glacis ne pourra être conclue positivement qu'à condition que ne soit pas abandonné l'acquis théorique qui a constitué son point de départ. Tout le monde ayant admis, au début de la discussion, que nous avions affaire, dans le glacis, avec des pays dominés par la bureaucratie soviétique depuis 1944. Au cours de cette domination, des transformations de structure ont été opérées dans ces pays dans le cadre de la politique d'assimilation structurelle poursuivie par la bureaucratie. La difficulté consiste en ceci : déterminer à quel moment, dans ce processus d'assimilation structurelle, s'opère la transformation de quantité en qualité. Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères pour démontrer le changement de domination d'une classe vers une autre : l'exemple yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, après la prise du pouvoir dans certains pays, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période. La nationalisation complète des moyens de production n'est même pas un fait en URSS. Une nationalisation généralisée peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. Dans le glacis, le problème est tout autre : il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, et la question à

déterminer - la forme du passage du pouvoir d'une classe à l'autre - est compliquée du fait que la bureaucratie y a exercé effectivement le pouvoir dès le début. C'est dans ce sens (pour déterminer le moment de l'assimilation structurelle) que nous avons soulevé la question de la planification et de la suppression des frontières effectives, et nullement pour limiter les possibilités d'action des révolutions victorieuses dans des petits pays, ou pour introduire de nouveaux critères d'une victoire révolutionnaire.

Il est par conséquent nécessaire d'admettre que la bourgeoisie a perdu très tôt - les dates diffèrent d'un pays à l'autre - le pouvoir politique qui est passé aux PC, s'appuyant sur les forces militaires et policières de la bureaucratie, et qui ont régné pendant toute une époque sans transformer radicalement la structure de la propriété privée et de l'appareil d'Etat. Les changements qui sont apparus dernièrement dans plusieurs pays dans les appareils d'Etat marquent une étape nouvelle dans la transformation de ces gouvernements ouvriers et paysans en Etats ouvriers déformés. En même temps, cette transformation s'accompagne d'un contrôle toujours plus strict et plus direct de la bureaucratie soviétique sur toute la vie sociale de ces pays. L'aboutissement de ce processus est l'intégration effective de leur économie dans la planification soviétique, de leur armée dans l'armée soviétique, qui terminera le processus d'assimilation structurelle. Aussi longtemps que ce processus n'est pas terminé, la situation de chaque pays du glacis reste instable et transitoire, et soumise aux oscillations des rapports de forces internationaux (les exemples de l'Allemagne et de l'Autriche l'ont encore récemment démontré). On peut discuter si concrètement ce processus est déjà achevé dans tel ou tel pays (il paraît le plus avancé en Pologne et en Bulgarie). Mais il faudra bien admettre que le critère des rapports de propriété, si important et décisif qu'il soit, ne permet pas à lui seul de résoudre la question, s'il est isolé de tout son contexte historique. »

Avec le temps, évidemment, il apparaît que certaines appréciations demandent à être quelque peu rectifiées. Des termes comme « assimilation structurelle » prêtent à équivoque. S'il s'agit d'une relative identité de structure économique et sociale par rapport à l'URSS, on peut les admettre. S'il s'agit d'intégration économique, politique et militaire à l'URSS, ils ne conviennent manifestement pas. Une autre formulation doit être rectifiée : l'égalité qui semble être posée entre Etat ouvrier et dictature du prolétariat. Inversement, il convient de souligner ceci : un gouvernement peut ne plus être un gouvernement ouvrier et paysan, mais déjà être l'expression et diriger un Etat ouvrier, sans que pour autant l'ensemble de la bourgeoisie soit expropriée, que l'économie fonctionne selon un plan. Chacun le sait, ce n'est qu'au cours de l'été 1918 que le gouvernement bolchévique commença à vraiment exproprier la bourgeoisie. Ce gouvernement était pourtant bien la réalisation de la dictature du prolétariat à la tête d'un Etat ouvrier, et non un gouvernement ouvrier et paysan au sens que le « *Programme de transition* » donne à cette formule. La Commune de Paris (« la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » - Karl Marx), le premier Etat ouvrier qui ait existé dans le monde, n'a que peu attenté à la propriété privée des moyens de production.

Inversement, il faudrait dire qu'« une nationalisation généralisée qui se maintient durablement peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier ».

Il semble que la dislocation plus ou moins grande des Etats bourgeois (quelquefois leur anéantissement au cours de la guerre), l'occupation militaire, la pénétration, le noyautage des organismes d'Etat bourgeois qui subsistaient - là où il en subsistait - par la bureaucratie du Kremlin et ses agents nationaux, et les épurations aient abouti très tôt au changement de la nature sociale des appareils d'Etat dans le « glacis », et à la construction de nouveaux appareils d'Etat, même si ceux-ci utilisaient des matériaux de l'ancien appareil d'Etat, bien avant que l'ensemble de l'industrie, de la banque, du commerce, n'échappe à la propriété privée des moyens de production. D'ailleurs, étant donné que l'action des masses a été en un premier temps contenue et refoulée, que, plus tard, l'action des masses a tout de même été limitée et canalisée, y compris en Tchécoslovaquie en février 1948, la question est posée : qui a donc fini de liquider politiquement et d'exproprier économiquement la bourgeoisie, sinon un Etat qu'il faut bien caractériser comme ouvrier, au sens très général et historique du terme.

Le fait que des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat bourgeois aient été utilisés, que la façade de ceux-ci ait été maintenue un temps en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, que même en Tchécoslovaquie et en Pologne des organismes typiques d'un Etat bourgeois, la façade d'un appareil d'Etat bourgeois aient été reconstruits, que tout un personnel politique bourgeois ait été utilisé, témoigne du compromis passé entre la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin. Mais la bureaucratie du Kremlin détint dès le début, sinon sans partage, l'essentiel du pouvoir. Elle ne s'est pas contentée de contrôler, à partir de l'occupation militaire, des appareils d'Etat bourgeois plus ou moins solidement constitués. Elle a étayé, centralisé, pénétré ce qu'il en restait. La coopération contre-révolutionnaire entre la bureaucratie du Kremlin et la bourgeoisie de ces pays, la conservation ou la reconstruction d'organismes et de façades d'Etat bourgeois ont été possibles et nécessaires pour faire face à la révolution prolétarienne menaçante, et en vue de la coopération avec l'impérialisme. Il devait en résulter ultérieurement de violents conflits à l'intérieur des appareils d'Etat.

Tout cela est conforme au caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin. Nombre d'éléments bourgeois, de membres du personnel politique bourgeois n'avaient d'ailleurs aucun mal à se mettre au service de la caste de nature petite-bourgeoise du Kremlin. En outre, du point de vue formel, il n'y a pas de différence entre les organismes de l'Etat ouvrier dégénéré et les organismes d'un Etat bourgeois. La différence réside dans leur origine historique et dans les rapports sociaux de la société dont ils émanent, qu'ils gèrent et qu'ils doivent défendre. Nombre de membres de l'ancien appareil d'Etat bourgeois, des organismes comme tels de l'Etat bourgeois, peuvent être intégrés à un Etat ouvrier dégénéré ou bureaucratique dès son origine. La bureaucratie du Kremlin a construit des Etats ouvriers à son image, avec le personnel politique disponible, donc énormément d'éléments bourgeois. Il lui fallait du temps pour constituer des appareils bureaucratiques « nationaux » autour des noyaux centraux nationaux que furent les PC, lesquels étaient parfois extrêmement faibles. Vouloir déterminer dans chaque cas le moment précis où il est possible de caractériser tel ou tel Etat comme un Etat ouvrier bureaucratique ou dégénéré semble bien difficile et de peu d'intérêt.

« Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères pour démontrer le changement de domination d'une classe vers une autre :

l'exemple yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, dans certains pays, après la prise du pouvoir, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période », lit-on dans la neuvième des Dix thèses.

C'est vrai, mais quelques précisions sont néanmoins nécessaires. La révolution ne suffit pas. La destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois ne suffit pas non plus. Il faut encore qu'un nouveau pouvoir, qu'un nouvel Etat se construise. Il faut savoir qui construit le nouvel appareil d'Etat et comment, par quels processus sociaux et politiques. Ni la construction d'un Etat ouvrier, bureaucratique dès l'origine ou non, ni l'expropriation de la bourgeoisie ne résultent automatiquement de la destruction ou de l'effondrement de l'Etat bourgeois. Par contre, il peut se constituer dans le cours et pour la destruction de l'Etat bourgeois, au cours et pour l'expropriation de la bourgeoisie. Par exemple, il est évident que l'Etat ouvrier yougoslave, bureaucratique dès son origine, a été constitué au cours de la guerre révolutionnaire entre 1941 et 1944 sous l'action et autour du PC yougoslave et de l'armée des partisans qu'il a organisée et dirigée.

En Chine, c'est également à partir et autour du PC chinois et de l'armée que l'Etat ouvrier s'est construit pendant les années 1947 à 1950.

Au Vietnam, c'est aussi de cette façon que s'est constitué entre 1946 et 1954 l'Etat ouvrier bureaucratique. De même, au Laos et au Cambodge, un processus similaire a eu lieu au cours de la deuxième guerre d'Indochine. C'est pourquoi la thèse IX a parfaitement raison d'affirmer :

« Une nationalisation généralisée peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. »

4. La révolution cubaine et le nouvel Etat

A Cuba aussi, la possibilité théorique que formulait le programme de fondation de la IV^e Internationale s'est concrétisée : une organisation petite-bourgeoise est allée beaucoup plus loin qu'elle ne le voulait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, cela en fonction de circonstances exceptionnelles.

A la fin de 1959 et au début de 1960, Fidel Castro et les dirigeants du Mouvement du 26 juillet déclaraient toujours se situer dans les limites du régime capitaliste. Pourtant, très rapidement, l'impérialisme américain et la bourgeoisie cubaine ont été expropriés. A la lecture de maints commentaires et analyses de la révolution cubaine, il semblerait que la destruction du régime de Batista, l'entrée des colonnes militaires de Fidel Castro à La Havane, et ultérieurement l'expropriation du capitalisme sont venues d'en haut, ont en quelque sorte été apportées au prolétariat et aux masses paysannes de Cuba par Fidel Castro et le Mouvement du 26 juillet. Rien n'est plus faux. C'est plutôt l'inverse qui est vrai : le mouvement des masses a porté bien plus loin qu'ils ne le voulaient Fidel Castro et les siens. Il n'est pas inutile de rappeler que le nom même de l'organisation « Mouvement du 26 juillet » commémore un terrible échec : celui de la tentative de renverser, en 1953, la dictature de Batista par un coup de main, pour prendre la caserne de la « Moncada », qui aboutit à un véritable massacre des attaquants. Le débarquement du Gramma, le 2 décembre 1956, fut un autre échec, ainsi que l'a écrit lui-même Fidel Castro :

« Nous débarquâmes avec 83 hommes le 2 décembre 1956, et essayâmes immédiatement un premier revers... Très peu de camarades tombèrent pendant cette attaque (attaque gouvernementale), mais le groupe fut entièrement dispersé. Avec moi ne restèrent que deux hommes et deux fusils; avec mon frère Raoul, huit hommes et sept fusils. Quand nous nous retrouvâmes, nous étions donc douze et neuf fusils. Toutes les autres armes avaient été perdues ou cachées. Plusieurs camarades avaient laissé leurs armes dans des endroits qu'ils ne connaissaient absolument pas. Beaucoup d'autres furent faits prisonniers par l'armée et assassinés. »

Les rescapés réussirent à gagner la sierra Maestra grâce à l'aide des paysans. Des groupes de maquisards s'étaient déjà constitués dans la sierra Maestra. Le 28 janvier 1957, une grève transforma en villes mortes Manzanillo, Bayamo, Centramestra et Santiago de Cuba, situées dans la province d'Oriente.

Fidel Castro a pu reconstituer son groupe armé grâce au soutien que lui ont apporté les organisations du « 26 juillet », constituées le plus souvent dans les villes.

Les masses renversent Batista

L'action de Fidel Castro et du Mouvement du 26 juillet a correspondu à l'impasse du régime de Batista, à son pourrissement et à l'éveil d'un puissant mouvement des masses, d'abord dans la paysannerie, mais qui s'est également développé dans les masses prolétariennes des villes. A la suite de l'assassinat de Franco Pais, dirigeant du « 26 juillet » à Santiago, une grève générale contre la dictature éclata dans cette ville. L'échec de la grève générale du 9 avril 1958 n'infirmait nullement cette constatation. Lancé arbitrairement par le Mouvement du 26 juillet, l'ordre de grève s'est heurté à l'opposition et au sabotage du parti stalinien. L'armée de Batista comptait 70 000 hommes bien armés. « L'armée rebelle et les milices ne comptaient pas plus de 5 000 hommes armés, dont beaucoup sans fusils, pour tout le pays », et cela à la fin. L'armée de Batista était incapable de mener le moindre combat sérieux. Mais l'armée est un reflet de la société. Sa décomposition traduit le pourrissement de celle-ci. Quelques extraits du « Journal de la Révolution cubaine », de Carlos Franqui, montreront clairement les forces agissantes au moment où s'effondre Batista et où triomphent Castro et le Mouvement du 26 juillet.

« Le 31 décembre 1958, la colonne n° 1 « José Martí », commandée par Fidel, était, ainsi que Radio-Rebelde, à Palma Soriano, près de Santiago de Cuba. Palma était la ville la plus importante que nous ayons prise en avançant sur Santiago par la route Centrale avec la colonne n° 1. C'était un moment où la lutte révolutionnaire se précipitait. Le Che était entré dans Santa Clara, au centre de Cuba, avec les forces de l'Escambray; les forces du second front oriental avaient pris 14 casernes et approchaient de Guantanamo et de Santiago. Les élections du 3 novembre avaient été un échec retentissant pour la tyrannie. Plus de 80 % de la population s'était abstenue bien que le vote fût obligatoire. L'armée, démoralisée, ne voulait plus se battre. Le 28 décembre, à la centrale Palma, le général Cantillo, chef de l'armée, avait rencontré Fidel et s'était mis d'accord pour unir ses forces à celles de l'armée rebelle pour liquider la tyrannie et arrêter l'effusion de sang. Fidel avait exigé qu'il n'y ait pas de conspiration militaire, que le tyran et les criminels de guerre soient arrêtés, il n'acceptait pas de junte militaire ni d'intervention de l'ambassade américaine, il avait exigé la proclamation d'un gouvernement civil présidé Par Urrutia. Le 31 décembre, nous nous étions réunis chez quelques camarades de Palma Soriano, en présence de révolutionnaires de Santiago. Ce fut le premier jour de la guerre où je dormis dans un lit d'hôtel. Nous avons installé Radio-Rebelde au poste émetteur de Palma. Je m'étais couché vers 3 heures du matin le 1^{er} janvier et je me suis levé à l'aube par habitude paysanne. Je me suis mis à marcher dans les rues pour aller à la station de radio. Je marchais et j'ai entendu des gens parler. Je me suis rendu compte qu'il se passait quelque chose d'important. J'ai demandé, on m'a dit que la radio avait annoncé que Batista s'était enfui. Je me suis rendu en vitesse à Radio-Rebelde; avec le technicien et d'autres camarades, j'ai essayé d'entrer en contact radio avec La Havane. Nous y sommes arrivés au bout de quelques minutes et nous avons parlé avec Vicente Béez, responsable du 26 juillet de la capitale, qui avait occupé avec les milices plusieurs stations de radio et de télé. Vicente nous a confirmé la fuite du tyran et la tentative de Cantillo de créer une junte militaire avec l'appui de politiciens conservateurs, de l'ambassade américaine et de quelques magistrats de la vieille Cour suprême. Nous avons envoyé une jeep et un messenger à Fidel, qui se trouvait à la centrale Amarres, à plusieurs kilomètres de Palma, et nous avons demandé aux stations de radio de La Havane de se synchroniser avec nous pour s'adresser au peuple. J'ai rédigé une proclamation à la nation, annonçant la chute de la tyrannie, la tentative de junte militaire que nous n'acceptons pas, invitant le peuple à se tenir prêt à déclarer la grève générale, ordonnant aux colonnes rebelles et aux milices d'occuper les villes, les casernes et les postes

de police, et demandant au peuple d'attendre dans quelques instants l'allocution décisive de Fidel Castro. Quelques camarades de la direction du 26 juillet, Faustino Pérez entre autres, nous ont assistés dans ces moments difficiles et ont partagé la responsabilité de la première proclamation. A 11 heures du matin, Fidel est arrivé à la station de radio et a fait son allocution au peuple : il l'a prévenu du danger du coup militaire, a demandé de déclarer la grève générale révolutionnaire, a ordonné aux colonnes rebelles d'avancer, a dénoncé la trahison de Cantillo et a demandé à la population de Santiago de Cuba de se préparer à la bataille immédiate. En fait, il a ratifié ce que nous avions suggéré dans la première proclamation.

(..) Le lendemain 2 janvier, on a proclamé Urrutia président à l'université de Santiago; Fidel a fait un discours ce soir-là où il a dit : « Cette fois-ci, c'est la révolution pour de bon. »

La situation était encore confuse. Pour annuler l'effet du coup de La Havane, Fidel a proclamé Santiago capitale de Cuba; il a nommé le colonel Rego Rubido (chef de la caserne de Moncada) chef de l'armée et le colonel Izquierdo, chef de la police de Santiago, devenait chef de la police nationale, Raúl Castro, Hubert Matos et Maro étaient déjà entrés dans la caserne Moncada, Fidel lui-même a suivi; ils avaient convaincu la garnison de Santiago et ses chefs de se joindre à la révolution. Je me rappelle que, pendant qu'on proclamait Urrutia président, à l'université de Santiago, les étudiants et le peuple criaient : « Izquierdo assassin. » Izquierdo, qui avait dirigé la répression à Santiago de Cuba et qui était chef de la police nationale à cette heure-là fut fusillé trois jours plus tard. Urrutia, qui avait une mentalité de juge de paix, ne savait pas quoi faire; entre autres idées biscornues, il lui était venu celle de garder deux armées : l'armée rebelle et celle de Batista. Nous nous sommes donné du mal pour le convaincre que c'était absurde, et en une minute, à la radio, nous avons nommé les ministres du nouveau gouvernement, à l'exception du Premier ministre, et de ceux de l'Intérieur, des Travaux publics, de l'Agriculture et de l'Education nationale, que Fidel m'avait dit de lui laisser pour les remplir plus tard. Raúl Castro a nommé le ministre de la Défense nationale... Urrutia n'en a désigné qu'un seul, celui de la Justice. Luis Buch, celui des Finances. Aux Affaires étrangères, c'était l'orthodoxe Agramonte. Les autres, nous les avons nommés. Je me souviens que le ministère chargé de la récupération des biens acquis frauduleusement, c'est moi qui l'ai créé par une note manuscrite, et j'ai dit au speaker de la lire à la radio. Le public présent a fait une énorme ovation à ce ministère qui allait être le premier instrument révolutionnaire du nouveau gouvernement ainsi qu'au ministre à qui allait ce portefeuille, qui était Faustino Pérez. Urrutia a demandé de ne pas applaudir un ministère ou un ministre, mais tout le gouvernement. En réalité, ça a été un gouvernement radiophonique. Par la suite, Fidel a désigné Hart, Ray, Sorl Marin, Luis Orlando Rodríguez, et, à la surprise générale, le Dr José Miré Cardona, secrétaire du Front civique d'opposition, comme Premier ministre.

La nomination de Miré Cardona a fait l'effet d'une bombe. C'était le président de l'ordre des avocats de Cuba, le représentant des grands avocats d'affaires capitalistes, et l'un des politiciens les plus pro-américains de Cuba. Il avait autrefois défendu le président le plus voleur que Cuba ait jamais eu, dans la célèbre affaire Grau San Martín, pour le détournement de 84 millions. Il avait défendu le capitaine Casilla, assassin du leader noir des ouvriers du sucre, Jesus Menéndez, un dirigeant communiste. Nous n'avons pas compris cette nomination. Mais ceux pour qui elle était faite ont marché. C'était en réalité une manœuvre intelligente qui a trompé les Américains, les bourgeois et les politiciens. Miro Cardona n'est resté Premier ministre que quarante-cinq jours. Fidel lui-même le remplaça le 16 février.

A la différence de Cantillo, qui avait trahi l'accord avec l'armée rebelle, laissé échapper Batista et essayé de faire échouer la révolution par un nouveau coup militaire, Barquin qui, indépendamment de ses idées, était contre Batista, ne fit pas de difficultés. A partir de la première conversation par radio, il accepta les instructions de Fidel. Son groupe s'intégra à la nouvelle armée et, quant à lui, il fut envoyé en mission technique militaire en Europe.

La grève ouvrière nationale dura près d'une semaine, ce fut un facteur décisif de la victoire, qui anéantit les tentatives de coup militaire, de médiation américaine, et consolida le nouveau pouvoir révolutionnaire.

Le comportement du peuple fut admirable. Il n'y eut pas un seul acte de vandalisme, de pillage ou de destruction. Aucun sbire du régime ne fut assassiné, des centaines de milliers de dollars trouvés ici et là furent remis à l'Etat, l'ordre fut parfait. On avait dit au peuple que justice lui serait rendue, Mais une vraie justice. Et il en fut ainsi.

Le peuple cubain a fait la preuve de sa capacité révolutionnaire. Il a montré que son niveau moral et civique était resté intact, malgré les difficultés qu'il avait vécues. Pour comprendre l'importance décisive de la grève, il faut se dire que lorsque le général Cantillo avait fait sa tentative de coup militaire, il avait l'appui de la toujours puissante ambassade des Etats-Unis, de la Cour suprême, des classes aisées et riches du pays, des vieux politiciens, de l'Eglise, de la presse traditionnelle et des secteurs conservateurs du pays; en plus, il avait Columbia, l'armée, la police et les corps répressifs de la tyrannie, il avait plusieurs dizaines de milliers d'hommes qui possédaient toutes les armes, tandis que l'armée rebelle et les milices rebelles ne comptaient pas plus de 5 000 hommes armés, dont beaucoup sans fusils, pour tout le pays. La grève a pesé de façon décisive dans la balance pour désarmer psychologiquement les militaires. De même que le refus massif du peuple de voter aux élections du 3 novembre 1958 avait été un autre facteur décisif. La grève générale fut l'instrument de sa victoire, le Mouvement du 26 juillet, dans tout le pays, la colonne vertébrale de cette victoire, et Fidel le chef incontesté. »

Une révolution prolétarienne

C'est là le début classique d'une révolution prolétarienne. La dissolution de l'armée et de la police sanctionne un état de fait, Elles sont remplacées par l'armée rebelle et par une police recrutée parmi les partisans de Castro, que celui-ci dirige. Par contre, l'appareil administratif, la justice restent intacts, tout au plus sont-ils épurés. La marine, qui s'est ralliée à Castro au dernier moment, reste également intacte.

Il ne s'agit pas de nier les qualités révolutionnaires de Fidel Castro et du Mouvement du 26 juillet. Ils voulaient absolument renverser la dictature de Batista, et cela sans compromis. Ils s'étaient prononcés pour une certaine réforme agraire. Révolutionnaires, ils n'en étaient pas moins un mouvement petit-bourgeois avec les limites que cela implique. Mais le mouvement des masses va tout submerger.

Les déclarations de Fidel Castro à New York en avril 1959 ne s'accordaient pas au caractère de la révolution cubaine. Le 17 avril, au cours d'une conférence de presse, il expliquait :

« J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas des communistes... Les portes sont ouvertes aux investissements privés qui contribuent au développement de l'industrie à Cuba... Il est absolument impossible que nous fassions des progrès si nous ne nous entendons pas avec les Etats-Unis. »

Et, dans son discours au Central Park de New York, le 27 avril 1959 :

« La victoire ne nous a été possible que parce que nous avons réuni les Cubains de toutes les classes et de tous les secteurs autour d'une seule et même aspiration. »

Mais les masses ne pouvaient l'entendre de cette oreille. Le pouvoir révolutionnaire n'était pas capable de les faire refluer, de faire rentrer dans son lit la révolution. Le 17 mai 1959, une première réforme agraire était promulguée. Cette réforme agraire n'avait rien de « socialiste » : elle interdisait la grande propriété agraire au-delà de 400 hectares; les locataires et métayers recevaient gratuitement la propriété de la terre qu'ils cultivaient jusqu'à la limite de 27 hectares; les propriétaires devaient être indemnisés par l'Etat. Les plantations de canne à sucre, les rizières et les élevages dont le rendement dépassait de 50 % le rendement national pouvaient garder 1 340 hectares. Cette réforme agraire tentait en réalité de coiffer et de canaliser un mouvement paysan qui n'avait pas attendu pour entamer une réforme agraire de sa façon.

Mais le mouvement révolutionnaire qui se poursuit, la réforme agraire, y compris sous cette forme, sont intolérables aux capitalistes cubains, à l'impérialisme américain qui possède d'immenses propriétés et contrôle l'ensemble de l'économie de l'île. Et surtout, l'exemple de Cuba risque d'être contagieux pour toute l'Amérique latine, que l'impérialisme américain contrôle. L'impérialisme américain va passer à l'offensive contre la révolution cubaine et le gouvernement de Castro, obligeant la direction cubaine soit à capituler et à se heurter de front aux masses, soit à aller plus loin sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie cubaine et l'impérialisme. C'est sur cette seconde voie que Castro et le Mouvement du 26 juillet vont s'engager.

Dès le 18 juillet 1959, le président Urrutia devait s'en aller à la suite de grandes manifestations de masse. En octobre, les anciens ministres bourgeois quittaient le gouvernement. De son côté, l'impérialisme américain commençait à organiser le blocus économique de Cuba, notamment de la vente du sucre, principale ressource de l'île. La brutalité de la réaction de l'impérialisme américain, les intrigues de la bourgeoisie cubaine liée à lui et celles des contre-révolutionnaires cubains n'ont pas abattu mais stimulé la révolution cubaine, l'activité des masses. Pour résister à l'impérialisme américain et à la bourgeoisie locale, sous la pression des masses, Castro et le Mouvement du 26 juillet ont épuré l'appareil d'Etat : l'armée, l'INRA, la police, la magistrature, l'appareil administratif, la marine. C'est à l'initiative des masses que surgirent des milices ouvrières et paysannes, des formes embryonnaires de pouvoir au niveau local, des comités de défense de la révolution, des comités dans les usines. Fidel Castro et les dirigeants de son mouvement ont été très réticents à ce que de tels organismes se constituent. Ils ont imposé que les comités d'usine soient désignés et seulement consultatifs.

Pour rompre le blocus économique, Fidel Castro et son équipe n'ont eu d'autre recours que de s'adresser à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites. L'URSS accorda à Cuba un crédit de 100 millions de dollars et signa un accord qui garantissait l'achat d'un million de tonnes de sucre chaque année pendant cinq ans, 20 % payés en dollars, 80 % en marchandises, dont du pétrole. Au cours de l'année 1960, l'impérialisme américain accentua sa pression : les raffineries qu'il contrôlait à Cuba refusèrent de raffiner le pétrole venant d'URSS. Castro, qui avait déjà précédemment nationalisé une grande partie de la propriété et des avoirs du capital américain à Cuba, nationalisa le reste.

Bientôt, l'impérialisme américain allait lui-même donner une fantastique impulsion à la révolution cubaine, en organisant la tentative de débarquement des contre-révolutionnaires à la Baie des Cochons, le 14 avril 1961. Ce n'est qu'« après l'attaque de Playa Giron (que) Fidel proclame officiellement une révolution socialiste qui est déjà réalisée dans les faits » écrit R. Dumont dans « Cuba est-il socialiste ? ».

Un extraordinaire mouvement des masses se dressait contre l'impérialisme et la faible bourgeoisie cubaine, et ne laissait à Castro d'autre possibilité.

A la suite de ces nouveaux développements de la révolution cubaine, l'organisation trotskyste française qui allait constituer quelques années plus tard l'OCI estimait :

« La mobilisation des masses cubaines, autant que les besoins de sa propre politique, expliquent la dissolution par Fidel Castro de l'appareil répressif, armée et police, de l'ancien régime cubain. Cependant, dans la première étape de la révolution l'appareil d'Etat bourgeois a été préservé et même « rajeuni » dans ses secteurs les plus essentiels.

La lutte avec l'impérialisme a conduit les masses, et, dans une certaine mesure, le gouvernement ouvrier et paysan, à porter des coups sévères à l'Etat bourgeois, aujourd'hui démantelé et fantomatique. En même temps, elle a vu apparaître les premiers éléments de "pouvoir ouvrier", notamment les milices ouvrières.

Pas plus qu'elle n'a tranché encore le sort de la révolution cubaine, l'histoire n'a encore tranché le problème de la nature de l'Etat cubain dans la période présente. Il y a dualité de pouvoir entre les débris de l'Etat bourgeois et les éléments de l'apparition d'un Etat ouvrier. Cette dualité de pouvoir ne se situe pas même au niveau de conscience des masses qui ont besoin de l'enseignement du socialisme et d'un parti révolutionnaire. Pour lutter pour le pouvoir prolétarien de façon consciente et systématique. Le gouvernement ouvrier et paysan peut donc encore s'efforcer d'éviter le conflit et de concilier les forces antagonistes dans des organismes comme les JUCEI, moules d'où,

suivant le rapport des forces entre les classes, peuvent sortir, à une étape ultérieure, les cadres de soviets comme ceux d'un Etat bourgeois restauré. »

Encore une fois : un problème de méthode

A cette étape de la révolution cubaine, cette position était pleinement justifiée. L'exemple de la révolution espagnole de 1936-1938 montrait qu'un Etat bourgeois pouvait être reconstruit à partir d'un gouvernement de coalition des organisations ouvrières et de l'« ombre d'organisations bourgeoises ». Le rapport de l'OCI sur la révolution cubaine commentait :

« Est-il possible, comme l'affirment certains tenants de la thèse "Cuba, Etat ouvrier", de dire que Cuba est un Etat ouvrier parce que l'ancien appareil d'Etat bourgeois y a été détruit ? Nous ne le croyons pas : les camarades qui affirment cela font une confusion entre le début et la fin d'une révolution prolétarienne victorieuse. L'Etat bourgeois, et en particulier son appareil répressif, police et armée permanente, peuvent être détruits au début d'une révolution sans pour cela faire place à un Etat ouvrier : jamais ni Trotsky, ni les trotskystes n'ont songé, entre juillet 1936 et mai 1937, à analyser l'Espagne républicaine comme un Etat ouvrier, alors même qu'il ne restait ni police, ni armée, ni même de fonctionnaires, à peine les "cendres d'un Etat". Et, à partir de septembre 1937, c'est un Etat bourgeois qui s'y reconstitue, lentement certes, contre le pouvoir prolétarien des comités, qui seront en définitive utilisés comme un cadre de la restauration de l'Etat bourgeois, alors qu'une direction révolutionnaire aurait pu en faire la base de la construction d'un Etat ouvrier. Churchill, qui n'est certes pas un marxiste, mais qui s'y connaît en lutte des classes, écrivait à ce propos : "Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'Etat ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire.", ce qui signifie que lorsque les rapports de propriété et l'appareil d'Etat bourgeois ont été détruits, il y a encore une alternative à l'instauration d'un Etat ouvrier (la "subversion"), la reconstitution d'un nouvel appareil d'Etat bourgeois, "dans un cadre militaire". En quoi "l'armée rebelle" de Fidel Castro diffère-t-elle fondamentalement de "l'armée populaire" espagnole de la République, non moins égalitaire, non moins démocratique, non moins militante et sans doute plus liée aux organisations ouvrières et plus politisée, pourtant creuset de "l'Etat populaire" de Largo Caballero, l'ancien Etat bourgeois reconstitué, rajeuni et paré du prestige des organisations et de l'idéologie ouvrières ? La destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois n'est pas automatiquement la preuve, le critère de l'existence d'un Etat ouvrier, si elle en est l'une des conditions négatives; un Etat bourgeois détruit peut être remplacé par un autre Etat bourgeois, intégrant les lambeaux du précédent, à condition que les masses aient, pendant un temps, l'illusion qu'il est leur Etat, ce que seule l'action d'une organisation révolutionnaire conséquente, se battant pour un Etat ouvrier, peut empêcher. »

Plus loin :

« Un bon nombre de camarades ont recours, afin de définir Cuba comme un « Etat ouvrier », au critère des rapports de propriété. Selon eux, Cuba est un Etat ouvrier parce que l'essentiel de l'industrie, du commerce et des transports y a été nationalisé à la suite de l'expropriation de la bourgeoisie, et parce que l'économie y est dirigée par une commission de planification. Ici, du moins, s'appuient-ils sur un précédent, puisque c'est ce critère, nationalisation et planification, qui, en l'absence de toute démocratie prolétarienne, a permis aux trotskystes, en 1948, de qualifier d'"Etats ouvriers" les Etat satellites de l'URSS, dans le glacis, même si c'est l'action militaro-bureaucratique de l'URSS qui a été le facteur décisif de cette transformation, aux lieu et place de l'action révolutionnaire étroitement contrôlée des masses qui a été constatée en Yougoslavie et en Chine...

(...) Nous pensons que se manifeste ici précisément l'une des faiblesses de nos analyses de 1948, et nous y reviendrons ultérieurement. Cependant, incontestablement, dans le cas des pays du glacis européen, le critère "nationalisation" est inséparable du critère "assimilation structurelle" avec un "Etat ouvrier dégénéré" c'est parce que l'Etat bonapartiste des pays du glacis est l'instrument de la bureaucratie d'un Etat ouvrier dégénéré que les trotskystes n'ont pu le considérer comme un Etat ouvrier déformé, et le critère "nationalisation et planification" n'est pas, à lui seul, suffisant. Les marxistes, depuis trente ans, ont en effet appris qu'il est des nationalisations bourgeoises comme des nationalisations ouvrières.

Ils pensent avec Trotsky que la nationalisation de toute la propriété bourgeoise par un Etat bourgeois, possible théoriquement, est impossible pratiquement. Néanmoins, des expériences récentes montrent que ces arguments peuvent cesser d'être valables dans des circonstances particulières; ainsi, la "République sociale fasciste" de Mussolini expropria la bourgeoisie italienne en 1944, sans pour autant cesser de représenter les intérêts historiques bourgeois. Ainsi, la nationalisation est-elle une des solutions d'un Etat bourgeois dans un pays arriéré où la bourgeoisie est en formation et où elle est la seule forme qui permette un développement historique de la bourgeoisie, y compris même au détriment des intérêts immédiats des bourgeois : c'est seulement en ce sens que l'on peut comprendre les premières nationalisations mexicaines avant guerre, la nationalisation totale de l'économie birmane au lendemain de la guerre, et les nationalisations de Guinée. »

A quoi il faut ajouter que l'économie de Cuba a des dimensions relativement restreintes, qu'elle est inviable en elle-même, qu'elle dépend immédiatement, directement, de l'exploitation du sucre et de sa vente sur le marché mondial pour se procurer les devises nécessaires aux importations qui lui sont vitales. La vente du sucre sur le marché mondial peut être un moyen de réaliser la plus-value que les travailleurs cubains produisent.

Néanmoins, de tels rapports ne sauraient se perpétuer ni en ce qui concerne l'Etat, ni en ce qui concerne l'expropriation de l'ensemble des moyens de production et leur fonctionnement selon un plan économique d'ensemble. Juste au moment où elle a été faite, cette analyse devenait à la longue insuffisante. Son insuffisance a sans aucun doute été à l'origine d'interprétations ultérieures qui doivent être revues. Une reprise de la discussion au sein de l'OCI et du Comité d'organisation sur ce sujet semble indispensable, qui tienne compte d'une connaissance plus complète des

développements ultérieurs. Quelques réflexions peuvent d'ores et déjà être faites en vue de cette discussion nécessaire.

Le maintien de l'expropriation du capital et le développement de la planification peuvent seulement servir de preuve à l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois ne pouvant par nature réaliser cela. Reste à savoir par quels processus sociaux et politiques chaque Etat ouvrier se constitue, quelle est la force politique organisée qui l'a constitué. Une autre question se pose : le Mouvement du 26 juillet, mouvement petit-bourgeois, pouvait-il construire un Etat ouvrier à Cuba ? La réponse à cette question est d'importance. Si oui, cela veut dire que des organisations petites-bourgeoises sont en mesure de construire des Etats ouvriers. E. Germain, dans son article déjà cité, « La Troisième Révolution chinoise », expliquait justement :

« C'est en s'appuyant sur la paysannerie que le PC chinois a pu conquérir le pouvoir, et c'est pourquoi la généralisation de la réforme agraire était inévitable. Mais qu'est-il advenu quand les armées paysannes sont entrées dans les grandes villes industrielles de la Chine orientale ?

Pour donner à cette question la réponse qui convient, il faut comprendre que ces armées paysannes furent dirigées par un parti qui - autant par son programme et ses perspectives politiques que par la tradition, la conscience et la trempe de ses cadres - n'était pas issu de la paysannerie mais avait été et restait depuis près de trois décades le principal porte-parole du prolétariat chinois. Bien sûr, ce parti se battait pour le bloc des "quatre classes", il se prononçait en faveur d'une collaboration avec la "bourgeoisie industrielle" et avait constitué un gouvernement de coalition avec les représentants de celle-ci; mais il affirmait en même temps que "la classe ouvrière était devenue la classe dirigeante de la nation" et que ce n'était plus qu'une question de temps avant que la construction d'une société socialiste puisse être entamée en Chine. »

En d'autres termes, le Parti communiste chinois était un parti ouvrier-bourgeois, mais un parti ouvrier. Cela est évidemment vrai du Parti communiste yougoslave, des PC d'Indochine. Ce sont leurs origines sociales qui ont rendu possible qu'ils deviennent les forces politiques à partir desquelles des Etats ouvriers bureaucratiques se sont constitués en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

Le rôle du PC cubain

Pour reprendre l'analyse de la nature sociale de l'Etat cubain, il faut étudier le rôle que le Parti communiste cubain a joué au cours de la révolution cubaine, en relation avec celui de la bureaucratie du Kremlin. Le PC cubain s'appelait, avant et au début de la révolution, le Parti socialiste populaire (PSP). Etroitement dépendant de Moscou, il a, de 1952 à 1958, ouvertement soutenu la dictature de Batista. Ce n'est que peu avant la chute du dictateur que le PSP a rompu avec lui.

« Le parti combattit la lutte clandestine, le sabotage et la mise à feu des cannaies, le Mouvement du 26 juillet et le Directoire, les accusant d'être des groupes de gangsters petits-bourgeois et anti-communistes. Ils ne soutinrent pas la grève d'août ni celle d'avril 1958, sur laquelle ils ne s'étaient pas mis d'accord.

C'est au moment du pacte de Caracas (août 1958), auquel avaient souscrit de manière unitaire le Mouvement du 26 juillet, le Directoire, les militaires, les authentiques, les orthodoxes, les institutions civiques et les ouvriers, que le parti envoya à la sierra Maestra son dirigeant Carlos R. Rodriguez et commença à soutenir la lutte armée. Il organisa un groupe de tireurs à Yaguajay, sous les ordres de Felix Torres, qui aida Camilo à gagner la sierra.

Armando Acosta, leader ouvrier de Sancti Spiritus et dirigeant communiste local, s'était uni, sous sa seule responsabilité, à la colonne du Che dans la sierra et participa, au moment de l'invasion, à de nombreux combats et prises de villages.

Pendant les derniers mois de la guerre, le parti réalisa un travail frénétique de pénétration à l'intérieur du second front oriental, et ceci avec l'aide de Raúl Castro, qui s'était séparé du parti pour participer à l'attaque de la Moncada en 1953, mais continuait à penser que le parti était la révolution - et aussi avec l'aide du Che et de Ramiro Valdés qui, sans avoir été membres du parti, étaient des sympathisants et le considéraient comme le représentant du socialisme.

Au congrès national de 1959, le parti, par la voix de son secrétaire général Blas Roca, fit une autocritique sur les erreurs commises pendant la lutte contre Batista. » (Journal de la révolution cubaine.)

Numériquement faible, mais organisation stalinienne disposant d'un appareil soigneusement sélectionné par le Kremlin, de militants parfaitement contrôlés, le PSP avait une tout autre cohésion que le Mouvement du 26 juillet, organisation petite-bourgeoise, hétérogène et sans unité politique réelle. Noyauter en partie le Mouvement du 26 juillet était l'enfance de l'art pour le PSP, surtout qu'il bénéficiait de la couverture politique des dirigeants au plus haut niveau du Mouvement du 26 juillet. Dès la victoire de la révolution, le PSP a pénétré les organisations de masse, les ministères, l'administration. Il est même parvenu à faire éliminer dès 1960 David Salvator du poste de secrétaire général de la Confédération des travailleurs cubains.

Le rapport de l'OCI déjà cité rappelle ces faits :

« Au lendemain de l'échec de la grève (d'avril 1958), lors de la prise du pouvoir, Castro soutient Salvator, qui s'empare de la CTC contre les staliniens. L'année suivante, Castro remet en personne en question le vote du congrès national élisant Salvator secrétaire général contre un candidat stalinien. Accusant le congrès de n'avoir "fait preuve ni de prudence, ni d'unité, ni de rien du tout", il impose le partage des responsabilités entre Salvator et deux autres secrétaires, dont le stalinien Junus Sota, qui sera bientôt maître de l'appareil. Finalement, Salvator est emprisonné. »

En 1961, le Mouvement du 26 juillet, le PSP et les membres du Directoire du 13 mars ont fusionné en une seule organisation. Elle donnera naissance à un parti unique, tous les autres partis étant interdits : le Parti uni de la révolution socialiste, qui deviendra plus tard le Parti communiste cubain. Or, qui est chargé de l'organisation du nouveau parti ?

La direction stalinienne du PSP. La force du PSP était de suivre une ligne contre-révolutionnaire de façon systématique et déterminée, d'être l'agent du Kremlin, sans lequel l'économie de l'île se disloquerait. René Dumont écrit dans l'ouvrage déjà cité :

« On estime souvent que Cuba, en fin 1969, aurait coûté, en roubles, près de quatre milliards de dollars à l'URSS, sans inclure les armements. C.-R. Rodriguez, interviewé à Lima en avril 1969, cite l'exemple de deux prêts soviétiques de développement, de 100 et de 135 millions de dollars; puis de crédits commerciaux, qui, pour l'année 1968 seule, auraient dépassé 200 millions de dollars. Il précise que ce sont des prêts à 2 et 2,5 % d'intérêt, remboursables après dix ou douze ans pour la majorité d'entre eux. Seuls les armements sont donnés. Il cite aussi des crédits français (Richard, 36 millions de dollars), anglais (usine d'engrais, 50 millions), allemands de l'Est (plus de 60 millions), roumains (50 millions), tchèques, hongrois et d'autres pays. »

Comment douter que la véritable force politique qui a reconstruit un appareil d'Etat, construit le parti unique, ait été le parti stalinien ? Il a chapeauté, contrôlé, puis s'est subordonné les organisations de masse, sous le couvert du « Leader maximo ». A la fin d'un article écrit en août 1961 (« Révolution cubaine, première étape »), que « La Vérité » n° 522 a publié, F. Rodriguez faisait remarquer :

« P.-S. - Certains observateurs ont cru pouvoir déceler un début de gouvernement prolétarien dans les Juntas de Coordinacion, Ejecucion e Inspeccion (JUCEI) instituées, après la province d'Oriente, dans plusieurs provinces, pour coordonner les activités des diverses autorités, et généralisées par décret le 23 juillet dernier.

Ils voient un argument à l'appui de leur thèse dans le fait que Raúl Castro, responsable des JUCEI, a annoncé qu'elles seraient dans l'avenir élues et révocables. Il ne faut pourtant pas prendre ses désirs pour des réalités. Les JUCEI sont formées de représentants des organismes et organisations existants, dont certains sont élus et d'autres nommés, et apparemment encore aucun révocable : représentants des fermes d'Etat, des directions de coopératives, des syndicats ouvriers et paysans, de l'organisation des petits paysans (ANAP), des partis politiques, PC compris, des fonctionnaires des divers ministères, délégués de l'armée, des milices, des comités de défense, etc. Il n'est pas exclu qu'un pouvoir prolétarien naisse à travers ces organismes, comme à travers d'autres, tels que les CTA ou les Comités de défense, si les masses parviennent à en modifier profondément la nature, en y imposant leur contrôle. Pour l'instant, ils sont beaucoup plus des instruments du contrôle exercé par en haut, par le gouvernement castriste, pour prévenir des développements non souhaités. »

Le mouvement du 26 juillet, le PC cubain et la bureaucratie du Kremlin

Ce sont typiquement des procédés staliniens. Tout aussi significative est la virulente attaque que le PSP a déclenchée contre le trotskysme et les trotskystes.

« En août 1960, au congrès du PSP, le secrétaire général Blas Roca consacre une importante partie de son rapport, dans la partie consacrée aux "ennemis de la révolution cubaine", aux trotskystes, présentés comme des provocateurs et des espions d'Hitler, puis de l'impérialisme américain. Blas Roca les englobe avec les "titistes" et les "anarcho-syndicalistes" parmi les agents impérialistes chargés d'attaquer la révolution à partir de positions gauchistes. »

Non moins remarquables sont les faits suivants :

« Le 30 avril 1961, au cours d'une conférence télévisée sur les problèmes économiques, Che Guevara polémique contre "Voz Proletaria", "petit périodique trotskyste", et ses critiques au sujet des Conseils techniques. Il déclare que ses positions, "absurdes du point de vue théorique", sont, "du point de vue de la pratique, une infamie ou une erreur".

Le 26 mai, le journal trotskyste est interdit. Le 13 août, le même Guevara déclare au journal chilien "Ultima Hora" que cette interdiction, mesure purement administrative, se justifie par le fait qu'il "n'était pas prudent de laisser le trotskysme continuer d'appeler à la subversion". Il explique ensuite que "le trotskysme est né à Guantanamo", près de la célèbre base américaine, et que cette proximité géographique justifie amplement la mesure. En quatre mois, Guevara est passé de la polémique à la calomnie vis-à-vis des trotskystes. Seule différence avec Blas Roca : il n'affirme pas, il insinue, et il ne parle pas d'Hitler. »

Ces attaques de Guevara contre le trotskysme ont lieu au lendemain du débarquement manqué de la Baie des Cochons, qui a soulevé les masses de Cuba et donné une nouvelle et formidable impulsion à la révolution. Contrôler, faire refluer le mouvement des masses, reconstruire un appareil d'Etat, construire le parti unique, sont des tâches plus indispensables et urgentes que jamais. Or, à notre époque, la révolution prolétarienne, la lutte pour la réalisation de la dictature du prolétariat, sont inséparables du trotskysme. Il faut discréditer, calomnier, écraser toute organisation se situant sur le terrain du trotskysme, quelles que soient ses insuffisances politiques et fût-elle extrêmement faible. Che Guevara, les dirigeants du Mouvement du 26 juillet ont couvert de leur incontestable prestige révolutionnaire l'activité contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien. En d'autres occasions encore, par exemple à la fin de la conférence « tricontinentale » que les castristes organisent en 1966, Fidel Castro déchaînera tout son verbalisme contre le trotskysme et les trotskystes. Au pseudo-naï f d'estimer qu'il s'agit d'« erreurs ». Ce sont des actes politiques parfaitement mesurés. L'antitrotskysme, c'est la lutte contre la révolution prolétarienne. Les spécialistes, les experts de l'anti-trotskysme sont incontestablement les staliniens, parce qu'ils sont les experts, les scientifiques du combat contre la révolution prolétarienne.

A cela, on opposera sans doute que dès 1962, Fidel Castro dénonçait le stalinien Escalante, chargé d'organiser le parti unique :

« Escalante a converti l'appareil du parti en un nid de privilèges, de tolérances, de faveurs en tous genres... Le noyau nommait et révoquait, ordonnait, gouvernait »,

expliquait Fidel Castro au cours d'un discours prononcé le 26 mars 1962. Escalante était révoqué. Il s'agit plutôt d'un témoignage particulièrement important de la réalité de la subordination croissante du parti unique, des organisations de masse, de l'appareil d'Etat, à l'appareil stalinien. Derrière Escalante, il y avait le Kremlin et les milliers et les milliers de « spécialistes » venus d'URSS, spécialistes militaires, spécialistes techniques, spécialistes en tous genres. L'affaire des fusées de l'URSS installées à Cuba devait révéler tout à la fois les contradictions existantes entre le Mouvement du 26 juillet, la révolution prolétarienne, la bureaucratie stalinienne et son appareil agissant à Cuba. En installant à Cuba des fusées menaçant directement les USA, la bureaucratie du Kremlin organisait une provocation contre la révolution cubaine. L'impérialisme américain trouvait une occasion magnifique d'intervenir à Cuba. En effet, Kennedy lançait un ultimatum à Cuba et à l'URSS d'avoir à retirer ces fusées. Finalement, Khrouchtchev et Kennedy concluaient un accord par-dessus la tête de Castro et du gouvernement cubain : l'URSS retirait ses fusées sous le contrôle d'« inspecteurs » de l'ONU (octobre 1962). En d'autres termes, la bureaucratie du Kremlin agissait souverainement à l'égard de Cuba.

D'autres crises ont éclaté, où ouvertement Fidel Castro, l'appareil stalinien à Cuba, la bureaucratie stalinienne se sont opposés. A l'origine de ces crises : à Cuba, une authentique révolution prolétarienne a déferlé et bouleversé tous les rapports sociaux et politiques. Une révolution prolétarienne aussi profonde et puissante ne se domestique pas facilement. L'opposition à la mainmise et aux méthodes staliniennes devait se manifester d'une façon ou d'une autre. Malgré l'alliance entre l'équipe castriste et l'appareil stalinien pour juguler la révolution prolétarienne, il n'y a pas identité entre eux. Fidel Castro et son équipe, la couche qu'ils représentent, ont leurs intérêts spécifiques à l'intérieur de l'appareil d'Etat, du parti unique, de l'appareil de production. Sur eux a constamment pesé la menace d'être sacrifiés au cours d'un marchandage entre l'impérialisme et le Kremlin. L'hétérogénéité du Mouvement du 26 juillet laissait place également à une sorte de militants attachés à leurs idéaux révolutionnaires humanistes et socialisants, comme au temps de la sierra. Cela explique les prises de position de Fidel Castro et de son équipe en différentes circonstances.

Pourtant, un lien unit ce que représente le castrisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international : la peur que la révolution prolétarienne qui a emporté le Mouvement du 26 juillet beaucoup plus loin qu'il ne le pensait, n'aille à son terme : la réalisation de la dictature du prolétariat. Dès lors, le Kremlin et son appareil à Cuba ne pouvaient que jouer, à l'intérieur du parti unique, dans la construction de l'appareil d'Etat, de l'appareil économique, le rôle déterminant. Les méthodes de Castro et de son équipe laissaient le champ libre à l'activité de l'appareil stalinien. Les rapports de type caudilliste, soi-disant directs, entre le « Leader maximo », le « tribun », et la foule, l'absence de fonctionnement officiel d'organismes politiques et étatiques codifiés, laissaient le champ libre à l'appareil contre-révolutionnaire organisé, centralisé, discipliné du stalinisme. L'aboutissant final de toutes ces causes en témoigne : en dernière analyse, Castro et son équipe ont toujours fini par s'incliner devant la bureaucratie du Kremlin et son appareil à Cuba. Fidel Castro et son équipe, de leur côté, avaient une importante marge d'action, car leur prestige révolutionnaire était la couverture indispensable à l'action contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien. Force est, cependant, de constater que l'alignement de Castro et de son équipe, leur subordination à la bureaucratie du Kremlin, sont depuis dix ans de plus en plus étroits et stricts.

Sur la nature de l'Etat de Cuba

Tout cela ne tranche pas encore quelle est la nature de l'Etat cubain qui a été reconstruit à partir de 1962. Néanmoins, il semble qu'il faut conclure que la reconstruction d'un Etat bourgeois s'est avérée impossible, étant donné la profondeur de la révolution. Qu'il suffise de préciser qu'au début des années 1960, 600 000 cubains sur une population de 7 millions d'habitants ont émigré, c'est-à-dire 8,6 %. Autrement dit, la bourgeoisie dans son ensemble, comme classe, s'est expatriée. Le prolétariat, les masses, étaient organisés en des milliers et des milliers de comités, d'organismes. La variante, plausible au moment où elle était formulée, de la reconstruction d'un Etat bourgeois, ne s'est pas réalisée, pas plus que celle de la réalisation de la dictature du prolétariat. C'est une autre variante qui a pris corps : la constitution d'un Etat ouvrier s'apparentant aux Etats ouvriers bureaucratiques dès le départ, bien qu'ayant ses particularités historiques. A Cuba, la révolution a été trop profonde, trop radicalement menée par les masses, pour que de l'intérieur les acquis économiques et sociaux soient détruits, et qu'un Etat bourgeois soit restauré. Une guerre civile inexpiable organisée et menée de l'extérieur est indispensable pour y parvenir. Mais, du côté du prolétariat et des masses exploitées, la spontanéité révolutionnaire ne suffisait pas pour que se réalise la dictature du prolétariat. Les comités, les organismes de masse existant restaient disloqués, ne constituaient pas l'indispensable appareil d'Etat centralisé. La spontanéité du mouvement des masses ne pouvait parvenir à ce stade.

Un authentique parti révolutionnaire, un parti se situant sur le programme de la IV^e Internationale, ayant une influence décisive sur les masses, était indispensable pour les conduire à constituer un tel Etat. Or, les masses gardaient toute leur confiance en Fidel Castro comme dans les dirigeants du Mouvement du 26 juillet, tout en les débordant, en les submergeant. Le Mouvement du 26 juillet était placé devant l'alternative suivante : se dresser ouvertement contre la révolution prolétarienne, c'est-à-dire être l'instrument de la guerre civile contre elle; suivre le mouvement des masses en ayant l'air de se mettre à sa tête, tout en le limitant le plus possible. Ils ont choisi le deuxième terme de l'alternative. L'appareil stalinien a été la force politique qui a chapeauté, contrôlé, puis s'est subordonné les organisations des masses, qui a été la cheville ouvrière de la construction d'un nouvel appareil d'Etat, avec bien sûr la participation du Mouvement du 26 juillet, qui a corseté la révolution, a été dressé contre la réalisation de la dictature du prolétariat, bien qu'il doive être qualifié d'Etat ouvrier, mais bureaucratique et en ce sens contre-révolutionnaire.

De ce point de vue, l'accord entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin en octobre 1962, et qui a clos la « crise des fusées », est significatif : l'impérialisme américain renonçait à débarquer à Cuba pour restaurer l'ordre bourgeois. Répétons-le, pour y parvenir une inexpiable guerre civile était nécessaire. Quelles pouvaient en être les conséquences en Amérique latine ?

Nul ne pouvait le prévoir. L'impérialisme américain a été convaincu que le moindre risque était de laisser opérer la bureaucratie du Kremlin et son appareil à Cuba, pour canaliser, faire refluer la révolution prolétarienne. L'importance de

Cuba, du point de vue des intérêts économiques généraux de l'impérialisme, est de quinzième ordre. Ce qui comptait vraiment, c'était l'impact de la révolution cubaine. Le plus important était de la neutraliser politiquement.

La bureaucratie du Kremlin, son appareil international, avec la participation de Fidel Castro et de son équipe, malgré les querelles et les crises, y sont parvenus. Aujourd'hui, une solide caste bureaucratique s'y est constituée, unie par une sorte de cordon ombilical à celle de l'URSS. Une révolution politique est tout aussi nécessaire que l'est la construction d'un parti de la IV^e Internationale.

Ultérieurement, d'ailleurs, le prestige de Fidel Castro s'est révélé un instrument précieux contre la révolution prolétarienne en Amérique latine et dans le monde.

Les analyses de l'OCI n'ont pas été poursuivies après 1962. Tout au plus y a-t-il eu des appréciations individuelles. La vérité oblige à dire que toute la profondeur, la puissance de la révolution prolétarienne à Cuba n'ont pas été justement appréciées. La « chanson de geste » à propos de Castro et du Mouvement du 26 juillet a obscurci la réalité, masqué l'acteur véritable de la révolution cubaine : le prolétariat, les masses.

De là beaucoup d'incompréhension sur la place et le rôle dans la révolution cubaine des forces politiques, et de la résultante finale du parallélogramme des forces sociales et politiques en mouvement³.

³ Le bureau politique de l'OCI estime qu'une nouvelle discussion est nécessaire à propos de la révolution cubaine et de ses développements. Sans qu'il se soit prononcé sur les éléments que j'avance dans cette partie de cet article, je suis autorisé à les publier sous ma responsabilité (S.J.).

5. Stratégie de la lutte pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat

La transformation des rapports de propriété en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, ensuite en Indochine et à Cuba, a incontestablement alimenté le révisionnisme. La lecture du manifeste du pablisme, l'article de Michel Pablo « *Où allons-nous ?* », que *Quatrième Internationale* de février-avril 1951 publiait, en rend compte. Le manifeste du révisionnisme réduisait le « *Programme de transition* » au fameux passage sur les circonstances exceptionnelles pouvant contraindre les partis petits-bourgeois, y compris les partis staliens, à aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Il l'interprétait à sa façon et bien entendu en modifiait le contenu. Les circonstances exceptionnelles devenaient l'inévitabilité d'une guerre de l'impérialisme américain contre les Etats ouvriers dégénérés.

Pablo établissait le complexe dialectique suivant :

« Une telle guerre prendrait dès le début le caractère d'une guerre civile internationale, particulièrement en Europe et en Asie, qui passerait rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires. La guerre dans de telles conditions, dans un rapport de forces tel que celui qui existe actuellement, serait essentiellement la révolution. La progression de la révolution anticapitaliste dans le monde éloigne mais en même temps précise le danger de guerre générale. La guerre serait cette fois la révolution. »

Les deux notions de la révolution et de la guerre, loin de s'opposer ou de se distinguer en tant que deux étapes considérablement différentes de l'évolution, se rapprochent et s'entrelacent au point de se confondre par endroits et par moments. A leur place, c'est la notion de la révolution-guerre, de la guerre-révolution, qui émerge et sur laquelle doivent se fonder les perspectives et l'orientation des marxistes révolutionnaires de notre époque. »

Précédemment, en quelques phrases, Pablo avait substitué au fondement de la théorie marxiste, à la division de la société en classes, le « concept » des blocs :

« La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non ces deux éléments constituent la réalité sociale objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent essentiellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Pablo en concluait :

« Une telle guerre, loin d'arrêter la lutte qui se poursuit essentiellement au désavantage de l'impérialisme, l'intensifierait et la porterait à son paroxysme. Elle romprait tous les équilibres, entraînant toutes les forces dans la lutte, accélérerait le processus déjà commencé de la transformation convulsive de notre société, qui ne s'apaisera qu'avec le triomphe du socialisme international. Le sort du stalinisme se réglerait précisément dans cette période de bouleversements gigantesques. »

Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme dure et remporte même des victoires abaissent l'histoire à leur mesure. Ils auraient voulu que tout le processus de transformation de la société s'accomplisse dans les délais de leur courte vie afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la révolution. Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : cette transformation occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre-temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme nécessairement éloignés des formes "pures" et des normes. »

Le révisionnisme et la position de Trotsky

Pour qui voulait comprendre, tout était parfaitement clair. La bureaucratie du Kremlin a exproprié le capital à l'est de l'Europe et au nord de la Corée, les PC yougoslave et chinois l'ont exproprié dans leur pays, cela en fonction de circonstances exceptionnelles. Mais des circonstances encore plus exceptionnelles se préparent, la guerre-révolution, révolution-guerre, qui rompra tous les équilibres, entraînant toutes les forces dans la lutte. Pour parler net : la bureaucratie du Kremlin et les autres appareils bureaucratiques, à l'échelle mondiale cette fois, selon les mêmes méthodes et par des processus analogues à ceux utilisés en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, exproprieront le capital. Ce n'est qu'au bout de « siècles de transition » que le socialisme sera réalisé. En d'autres termes, « longue vie » aux bureaucraties, dont la bureaucratie du Kremlin est le prototype. Elles jouent un rôle indispensable, historiquement nécessaire, progressiste, étant sous-entendu que le prolétariat est incapable d'exproprier le capital par ses propres méthodes et ses propres moyens. Les apologistes du castrisme développent des points de vue parents de ceux de Pablo. Certes la guerre-révolution, révolution-guerre, est passée de mode. Il reste qu'ils substituent au prolétariat, à la réalisation de sa dictature, l'action d'organisations petites-bourgeoises empiriques mais conséquentes; à la construction de partis de la IV^e Internationale et de la IV^e Internationale, ils substituent le soutien à Castro, aujourd'hui instrument international de la bureaucratie du Kremlin, consacré avec son équipe comme la plus éminente direction révolutionnaire qui ait existé depuis celle du parti bolchevique.

De telles conceptions attaquent les fondements du marxisme. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes », lit-on au début du « *Manifeste du Parti communiste* ». Et l'histoire est essentiellement l'histoire des deux classes fondamentales de la société actuelle, la bourgeoisie et le prolétariat, les autres classes et couches sociales s'alignant ou s'insérant dans la lutte de ces deux classes. Elles remettent en cause l'unité mondiale dans le temps et l'espace de la lutte des classes à l'époque présente. Elles font fi du développement réel de cette lutte des classes, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

L'expropriation du capital à la fin et au lendemain de la Deuxième Guerre en Europe de l'Est, au nord de la Corée, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, à Cuba, sont le produit de la combinaison entre un gigantesque krach du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise, du système impérialiste, et de la vague révolutionnaire qui se sont produits à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et poursuivis aux lendemains de celle-ci.

Alors que s'effondrait l'impérialisme allemand, s'engageait à l'échelle de l'Europe le processus de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne en Europe a été contenue et son développement limité par la politique conjointe de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin agissant directement et au moyen de son appareil international.

La révolution était à l'ordre du jour non seulement en Europe de l'Est mais en Italie, en France, en Belgique et en Allemagne, c'est-à-dire dans les pays les plus avancés de ce continent décisif du point de vue des rapports mondiaux entre les classes. La division de l'Europe en deux, l'occupation de l'est de l'Europe par les troupes de la bureaucratie du Kremlin, l'occupation de l'Allemagne par les armées impérialistes d'un côté, de la bureaucratie du Kremlin, de l'autre, ont été, conjointement à la politique de reconstruction des Etats bourgeois, de remise en route de l'économie capitaliste, pratiquée par les PC des pays de l'Europe de l'Ouest, indispensables au maintien du régime capitaliste en Europe de l'Ouest, et finalement dans le monde, à la restructuration du système impérialiste à partir et sous l'impulsion de l'impérialisme américain. De même, c'est la décomposition du tissu du système impérialiste, l'effondrement des impérialismes anglais, français, hollandais devant le Japon, l'effondrement de l'impérialisme japonais face aux USA, qui ont disloqué les structures impérialistes en Extrême-Orient, c'est la puissante montée des masses en Chine et au Vietnam qui est à l'origine de l'expropriation de l'impérialisme, du capital, dans ces pays. Au contraire, la politique du PCC et du PCV a participé au maintien du système impérialiste dans le monde et lui a même permis de reprendre pied par exemple au Vietnam à la fin de la guerre. Les masses ont dû payer d'un prix effroyable cette politique : la guerre de Corée, les deux guerres impérialistes contre les pays d'Indochine, pour ne citer que les faits les plus apparents.

Encore faut-il rappeler ici que l'impérialisme américain n'a pu aller jusqu'à transformer la guerre de Corée en guerre ouverte contre la Chine, avec utilisation des armes atomiques, qu'en raison des rapports mondiaux entre les classes, USA inclus, que l'impérialisme français, soutenu par l'impérialisme américain, n'a pu mobiliser et utiliser tous les moyens qui lui auraient été nécessaires au cours de la première guerre d'Indochine, en raison des rapports entre les classes en France, en Europe et dans le monde; que l'impérialisme américain a été incapable d'écraser le Vietnam, également en raison des rapports mondiaux entre les classes après 1968, et singulièrement de l'opposition des masses américaines à la guerre. De façon plus générale, si l'impérialisme américain a été incapable de s'engager contre l'URSS, la Chine, les pays où le capital a été exproprié, c'est en raison des rapports entre les classes dans le système capitaliste et notamment dans les pays capitalistes avancés, dont évidemment les USA. Ces données, ces rapports, étant rappelés, ce que Trotsky écrivait dès 1939 apparaît bien comme essentiel :

« Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »

Force est de constater que la politique de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, des PC yougoslave, chinois, vietnamien, celle de Fidel Castro (ou plus exactement celle du PC cubain), ont été indispensables au maintien du système impérialiste, de l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale.

Le produit de contradictions non résolues

Par contre, il est nécessaire de rappeler qu'après avoir noté la possibilité théorique que des partis petits-bourgeois, y compris stalinien, soient contraints d'aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, jusqu'à constituer des « gouvernements ouvriers et paysans », le *Programme de transition* estimait :

« En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante peu vraisemblable se réalisait quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut s'établissait, en fait il ne représenterait qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Or, en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba, ce type de « gouvernement ouvrier et paysan » n'a pas été qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat ». Dans aucun de ces pays la véritable dictature du prolétariat n'a existé, ni n'existe. Par contre, les PC ont construit des Etats ouvriers bureaucratiques et, bien qu'à l'échelle de l'histoire quelques dizaines d'années passent vite, on ne peut parler d'un « court épisode ».

Pourquoi en a-t-il été ainsi ?

C'est la conséquence d'une contradiction qui n'a pas encore trouvé sa solution. La crise du mode de production capitaliste a atteint une telle profondeur qu'en certaines régions du monde tous les rapports économiques, sociaux et politiques se sont décomposés, qu'ils sont devenus d'une instabilité chronique, irréversible, aboutissant à de véritables effondrements. Inversement, la puissance sociale et politique du prolétariat mondial a crû considérablement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par suite de ses conquêtes antérieures et nouvelles. En fonction de quoi, l'impérialisme n'a pas été capable d'écraser les mouvements révolutionnaires qui se sont produits dans ces pays. Par contre, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont dressé de nouveaux et puissants obstacles sur la voie de la révolution prolétarienne dans chaque pays et mondialement, sans pouvoir bloquer totalement, il s'en faut, son développement.

Il est nécessaire de le répéter : l'expropriation du capital à l'est de l'Europe, en Corée du Nord, en Albanie, en Yougoslavie, en Chine, en Indochine, à Cuba, est à mettre au compte du prolétariat mondial. Le fait que la révolution

prolétarienne mondiale n'ait pas encore été victorieuse, notamment que le prolétariat n'ait pas pris le pouvoir dans les métropoles impérialistes et que le capital n'y ait pas été exproprié, est à mettre au compte de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Plus encore, si le mouvement révolutionnaire des masses a été contenu là même où le capital a été exproprié, si le prolétariat a été, dans ces pays, frustré de l'exercice du pouvoir politique et de la gestion des nouveaux rapports de production, si des Etats d'origine ouvrière, certes, mais bureaucratiques, se sont constitués dès le départ, où une couche bureaucratique monopolise le pouvoir politique, écrase et spolie les masses, cela est dû à l'existence de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, à leur action, à ce qu'ils ont engendré.

A la bureaucratie du Kremlin sont amarrées directement les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires de l'Europe de l'Est. Les PC, qui ont dévoyé, canalisé, corseté la révolution prolétarienne dans leurs pays, qui ont constitué des Etats ouvriers bureaucratiques lorsqu'ils sont allés plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, même si, s'engageant sur cette voie où à la suite de leur prise du pouvoir, ils ont rompu leur lien direct de subordination au Kremlin, n'en ont pas moins été des rouages de son appareil international, qui les a modelés. Les violentes contradictions qui opposent les bureaucraties parasitaires entre elles, qui dressent telle ou telle d'entre elles contre celle du Kremlin, n'empêchent pas que toutes procèdent de l'existence de cette dernière, qu'elles ont toutes été, en quelque sorte, induites par elle. Historiquement, elles en procèdent et en dépendent. Elles dépendent de relations nationales et mondiales entre les classes où la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont une fonction que seuls ils peuvent remplir.

Doit être inclus comme élément déterminant de ces contradictions le fait que la crise de la direction révolutionnaire n'a toujours pas été résolue, ni à l'échelle internationale, ni à celle de quelque pays que ce soit. La crise du système impérialiste, la vague révolutionnaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas permis de la résoudre. Tout au contraire, en un premier temps les masses se sont portées vers les partis et organisations traditionnels et notamment stalinien, les chargeant d'un contenu révolutionnaire qu'ils n'ont pas, et les entraînant parfois justement beaucoup plus loin que ceux-ci ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Outre le mouvement classique qui fait qu'au premier stade de la révolution prolétarienne les masses se dirigent vers les organisations traditionnelles avec l'illusion qu'elles vont répondre à leurs aspirations, la victoire de l'URSS sur l'impérialisme allemand, le prestige usurpé que la bureaucratie du Kremlin et les PC en ont tiré, ont renforcé politiquement la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Bien qu'en même temps ce mouvement contenait en lui son contraire, c'est-à-dire la crise politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, leur remise en cause et finalement leur destruction; Ultérieurement, la crise qui a disloqué la IV^e Internationale devait rendre plus difficile encore, différer la solution de la crise de la direction révolutionnaire. La crise de l'impérialisme, les mouvements révolutionnaires, ne s'en sont pas moins développés, réclamant des réponses.

En raison de l'ensemble de ces rapports, de leurs relations, la possibilité théorique que le « *Programme de transition* » évoque s'est développée plus loin (jusqu'à la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques, et pas seulement de gouvernements ouvriers et paysans), et plus durablement que prévu. Pourtant, son contenu, ce qu'elle implique, est plus que jamais valable : la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires en est la vivante manifestation.

Révolution politique : la crise conjointe se noue

Très rapidement, l'antinomie entre la révolution prolétarienne et l'existence de la bureaucratie du Kremlin et de toutes les bureaucraties parasitaires s'est manifestée brutalement au grand jour.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ont atteint leur puissance politique maximum. Ils ont été capables de protéger de la révolution prolétarienne le système impérialiste dans son ensemble. Ils ont été les agents politiques indispensables de la reconstruction des Etats bourgeois disloqués de l'Europe de l'Ouest, de l'économie capitaliste, de la remise sur pied de ces impérialismes conjointement avec l'impérialisme américain, la puissance et les ressources de celui-ci permettant de restructurer le système impérialiste, de financer la reconstruction de l'économie capitaliste. Mais, déjà il leur a été impossible d'empêcher que la guerre révolutionnaire en Yougoslavie ne débouche sur la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, mais qui échappe au contrôle et à la subordination étroite et directe au Kremlin. Ils n'ont pu empêcher qu'en Chine la guerre civile aboutisse à l'expropriation du capital impérialiste et finalement du capital chinois, à la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique, mais échappant au contrôle et à la soumission à la bureaucratie du Kremlin.

Dès 1948, la rupture brutale entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie yougoslave démontrait que fondamentalement l'extension des rapports de production de transition du capitalisme au socialisme, ces rapports fussent-ils contrôlés et exploités par une autre bureaucratie également parasitaire, la constitution d'Etats ouvriers, fussent-ils bureaucratiques, était en dernier ressort antagonique à l'existence de la bureaucratie du Kremlin. Les purges terriblement sanglantes qu'à partir de 1949 la bureaucratie du Kremlin a opérées dans les PC de l'est de l'Europe, pourtant ses agents qu'elle avait mis au pouvoir, ont aussi exprimé de violentes crises ayant les mêmes causes profondes.

Bientôt des mouvements majeurs se produisaient : en Allemagne de l'Est en juin 1953, le prolétariat se soulevait contre la bureaucratie du Kremlin et ses agents est-allemands. Le prolétariat de l'est de l'Allemagne écrivait le prologue à la révolution politique nécessaire pour renverser la bureaucratie du Kremlin et toutes les bureaucraties parasitaires, pour instaurer ou restaurer (URSS) la dictature du prolétariat, construire ou reconstruire un Etat ouvrier sain fondé sur les soviets, les conseils ouvriers, et gérer au profit des masses les rapports de production de la société de transition entre le capitalisme et le socialisme, en les débarrassant de leurs déformations. Après, ce fut le mouvement révolutionnaire d'octobre 1956, en Pologne, la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, que les tanks de la bureaucratie du Kremlin ont noyée dans le sang, comme ils avaient noyé dans le sang le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'est de l'Allemagne. La révolution politique surgissant devenait une réalité vivante, alors que la possibilité théorique que le « *Programme de transition* » évoque continuait à se concrétiser en Indochine, qu'elle allait quelques

années plus tard se concrétiser à Cuba. L'attitude politique de la bureaucratie chinoise reprochant à celle du Kremlin de ne pas avoir fait preuve plus rapidement de fermeté contre la révolution hongroise des conseils, celle, plus modérée, mais néanmoins laissant le Kremlin écraser en toute quiétude la révolution hongroise des conseils, de la bureaucratie yougoslave, sont d'autant plus significatives que, quelques années plus tard Moscou et Pékin devaient rompre et s'affronter ouvertement : le lien interne de dépendance de l'une à l'autre, et singulièrement par rapport à celle du Kremlin, se manifestait là. Contre le prolétariat et les masses, elles sont liées les unes aux autres, elles dépendent vitalemment les unes des autres.

La bureaucratie chinoise allait vérifier très rapidement, directement, que la révolution politique était aussi à l'ordre du jour en Chine. Afin de tenter de dénouer les contradictions qui l'assaillent en permanence, en 1956-1957 elle inaugurerait un cours de libéralisme contrôlé. Très rapidement, ce cours a pris fin : des profondeurs du PCC et du pays surgissaient des revendications et des théories politiques annonciatrices de la révolution politique.

Depuis, l'actualité de la révolution politique n'a cessé de s'affirmer. En Chine, au cours des années 1960, la « Révolution culturelle », qu'une aile de la bureaucratie avait impulsée pour résister à l'aile droitière et restaurationniste traduisant la pression de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme, a dû être brutalement close, car derrière commençait à se profiler la révolution politique, des théories, des revendications, des mouvements qui, comme la « Commune de Changhaï », menaçaient la bureaucratie chinoise dans son ensemble. En 1968 en Tchécoslovaquie, en Pologne, à diverses reprises, l'actualité de la révolution politique s'est traduite par de puissants et violents mouvements de masse contre la bureaucratie « nationale » et celle du Kremlin.

L'émergence de la révolution politique exprimait une modification d'une importance incommensurable dans les rapports mondiaux - un saut qualitatif se produisait dans les rapports antagoniques entre les masses, la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties parasitaires. Les contradictions qui de tout temps ont assailli la bureaucratie du Kremlin, et qui font que son histoire est une série de crises et de convulsions, ont toujours été inséparables des rapports économiques, sociaux et politiques, des rapports mondiaux entre les classes. Elles en ont toujours été une composante. Pourtant, dès lors que la révolution politique n'a plus seulement été un article du « *Programme de transition* », mais est devenue une réalité vivante, la crise de l'impérialisme nourrissant la révolution prolétarienne et la crise de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires s'interpénétraient indissociablement, devenaient au sens le plus étroit et direct conjointes : la révolution sociale et la révolution politique devenaient directement, en pratique, liées l'une à l'autre, comme deux expressions de la révolution prolétarienne mondiale.

L'année 1968, en ouvrant une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, a donné tout son contenu à cette caractérisation : crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires. D'autant plus remarquables ont donc été les prises de position de Castro, soutenant de Gaulle et son régime contre la grève générale en France, et l'intervention de la bureaucratie du Kremlin contre le prolétariat et les peuples tchécoslovaques. Ces prises de position illustrent la dépendance du régime politique cubain actuel par rapport à la bureaucratie du Kremlin, mais aussi au maintien de l'ordre impérialiste. Castro a d'ailleurs, bien normalement, soutenu le général Alvarado et son régime au Pérou, l'« Unité populaire » au Chili, etc., autant de barrages dressés contre le développement de la révolution prolétarienne menaçante.

De ce point de vue, il faut revenir à cette fameuse possibilité théorique que formulait le « *Programme de transition* », et sur cette partie de la citation généralement splendidement ignorée où le texte stipule : « Des partis petits-bourgeois, y compris stalinien, pourront aller plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. » En analysant attentivement cette proposition, on constate qu'il n'y est pas question d'une rupture totale de ces partis petits-bourgeois ou stalinien avec la bourgeoisie. Cela signifierait qu'ils seraient capables d'aller jusqu'au bout de la révolution prolétarienne, tout au moins jusqu'à sa victoire à l'échelle mondiale. Mais, précisément, le maintien de ces régimes politiques, des bureaucraties parasitaires, dépend d'un équilibre, instable à l'échelle nationale et à l'échelle internationale, que la victoire de la révolution prolétarienne dans un certain nombre de pays romprait inéluctablement et définitivement.

En dernière analyse, la bureaucratie du Kremlin est née du retard de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, avant d'être à son tour, avec son appareil international, le plus efficace des défenseurs de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, et principalement dans ces pays. La possibilité de telles déformations de la révolution, les limites qui lui ont été imposées, la constitution d'États ouvriers bureaucratiques, de bureaucraties parasitaires, proviennent également du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, donc principalement dans les métropoles impérialistes. L'existence de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties parasitaires, dépend du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Elles ne peuvent rompre le cordon ombilical qui les unit à cet ordre sans se nier elles-mêmes.

C'est qu'elles sont des surges, des excroissances de nature bourgeoise à l'intérieur des États ouvriers qu'elles déforment, mutilent et dénaturent jusqu'à un certain point. Elles sont des reliquats et des résurgences bourgeoises maintenues et se développant en raison des limites nationales et internationales qui jusqu'à présent ont été imposées à la révolution prolétarienne. Elles manifestent la pression de la bourgeoisie mondiale. Elles sont les plus importants obstacles qui existent, à l'intérieur de ces pays, au plein développement des conquêtes révolutionnaires, des possibilités ouvertes par l'expropriation du capital, à la jonction entre les prolétariats de ces pays et les prolétariats des autres pays du monde, dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale. Leur politique dite de « coexistence pacifique » n'est rien d'autre que la politique de coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, dont le pivot est à Washington et dont les deux ailes sont Moscou et Pékin, mais à laquelle coopèrent de façons diverses et Castro et les bureaucraties du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de Yougoslavie, de Corée, d'Albanie, sans omettre les bureaucraties satellites de celle du Kremlin.

Les bureaucraties parasitaires incompatibles avec nouveaux rapports de production

L'antagonisme qui oppose ces bureaucraties, leurs régimes politiques, aux prolétariats de ces pays, au développement des forces productives que permet l'expropriation du capital, se mesure de façon particulière aujourd'hui.

Dans tous ces pays, la gestion des nouveaux rapports de production par les bureaucraties parasitaires provoque une crise aiguë, que ce soit en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, en Yougoslavie, à Cuba, sans parler des pays d'Indochine et de l'Albanie. Ce n'est pas seulement l'extraordinaire pillage, par les bureaucraties omniprésentes, des richesses produites qui en est la cause : la gestion bureaucratique implique d'énormes gaspillages, de fantastiques distorsions. La planification rationnelle du développement des forces productives sur la base des rapports de production transitoires entre le capitalisme et le socialisme exige la participation active et consciente des producteurs à la détermination et à l'application du plan. Elle exige la coopération sur un plan d'égalité et de confiance des différents pays où le capital a été exproprié. Au lieu de quoi, l'existence des bureaucraties parasitaires surcharge l'économie de ces pays d'énormes fardeaux, comme par exemple la nécessité de participer à la course aux armements que l'impérialisme impose. Elle implique l'oppression et l'inégalité sociales et politiques, l'oppression, l'inégalité, le pillage nationaux.

Pire encore, elle amène jusqu'à des conflits armés entre bureaucraties pour contrôler des positions économiques, militaires, politiques dont chacune a besoin pour tenter de détendre ses propres contradictions, peser dans ses rapports avec les autres bureaucraties, en faire des moyens de négociations avec l'impérialisme; ainsi de l'invasion du Cambodge et de la subordination du Laos par la bureaucratie vietnamienne, et de l'expédition militaire de la bureaucratie chinoise au Nord-Vietnam. Bien entendu, le développement des forces productives dans ces pays rend de plus en plus intolérable leur coupure de la division internationale du travail. Mais la liaison nécessaire entre l'économie de ces pays et celles des autres pays ne peut être vraiment et pleinement positive qu'autant que dans les pays capitalistes, les pays développés, le capital est exproprié, et que les rapports qui s'établissent entre tous les pays soient des rapports de coopération et non les rapports concurrentiels qui sont ceux du marché mondial dominé par les grandes puissances impérialistes.

Les résultats s'inscrivent actuellement douloureusement dans l'économie des pays de l'Europe de l'Est. On y assiste à d'extraordinaires hausses des prix. Les bureaucraties parasitaires tentent de rendre concurrentielles sur le marché mondial certaines branches de l'économie et, partant, d'éliminer de nombreuses branches non concurrentielles. Leur objectif affirmé ouvertement (par exemple en Hongrie) est de pratiquer sur le marché hongrois la vérité des prix, de les aligner, par le jeu des lois qui s'y manifestent spontanément, sur les prix mondiaux.

Il s'agit de porter gravement atteinte à la planification, aux rapports de production, à la classe ouvrière et aux masses laborieuses. Cela s'ajoute à l'énorme endettement des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS vis-à-vis des grandes puissances impérialistes.

L'orientation des bureaucraties parasitaires dans l'impasse est clairement révélée par le code des investissements étrangers que la bureaucratie chinoise vient de promulguer. Si ce code était appliqué, les capitalistes étrangers seraient autorisés à investir librement en Chine, à rapatrier à leur gré profit et capital. Ce serait évidemment une profonde brèche ouverte dans la planification; la porte ouverte à la pénétration massive du capital impérialiste en Chine; un coup extrêmement sévère porté aux conquêtes de la révolution chinoise, leur remise en cause; une bataille ouverte contre le prolétariat et les masses laborieuses chinoises que la bureaucratie chinoise mènerait directement au compte de l'impérialisme.

Certes, aujourd'hui, la bureaucratie chinoise est celle qui va le plus loin dans cette direction. Mais la direction qu'elle prend ne fait que concrétiser la tendance plus ou moins affirmée de toutes les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Ainsi, il y a deux ans, la bureaucratie vietnamienne promulguait également un code des investissements étrangers, moins avantageux pour les investisseurs impérialistes éventuels que le code chinois, mais allant dans le même sens. En fait, les réformes économiques que les bureaucraties parasitaires ont, au cours de ces vingt dernières années, mises en avant impliquaient toutes le retour aux lois qui s'expriment sur le marché, l'intégration à la division internationale du travail et à la concurrence internationale, la rentabilisation des entreprises, l'appel aux capitaux étrangers.

A chaque fois, les bureaucraties parasitaires ont été contraintes de reculer. Face à l'opposition des prolétariats et des masses laborieuses, elles n'ont pu appliquer pleinement leurs réformes économiques. La vie de millions de prolétaires dépend en effet dans ces pays des rapports de production existants. Les remettre plus ou moins directement en cause, c'est remettre en cause l'existence de ces travailleurs. Mais les bureaucraties parasitaires ne renoncent pas : à chaque occasion, elles relancent leurs projets de réforme économique. L'antagonisme irréductible entre les prolétariats et les bureaucraties parasitaires se manifeste ainsi avec force, comme il s'exprime par la lutte pour les libertés démocratiques, dans les tentatives de constituer des syndicats indépendants de l'Etat et du parti.

Cette opposition peut être résumée ainsi : les bureaucraties parasitaires sont finalement les fourriers de la réaction bourgeoise, tandis que la classe ouvrière et les masses laborieuses s'orientent spontanément vers la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires. Les bureaucraties parasitaires se maintiennent de plus en plus difficilement sur leurs anciennes positions, qui supposent un certain équilibre dans les rapports nationaux et internationaux entre les classes.

Plus le prolétariat des pays où le capital a été exproprié se renforce, plus s'affirme la faillite de la gestion bureaucratique des nouveaux rapports de production, de l'économie planifiée, plus se renforce la nécessité d'une intégration de l'économie de ces pays à une nouvelle division du travail, plus s'accusent les traits de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, plus s'approfondit la crise propre du système impérialiste, plus s'approchent les échéances révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés notamment, mais pas seulement, plus les bureaucraties parasitaires sont rejetées du côté de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Il est vrai que, couches sociales hétérogènes, elles sont du même coup de plus en plus profondément déchirées et menacées de dislocation.

Quant aux prolétariats des pays où le capital a été exproprié, leur tendance est au contraire de reprendre la révolution prolétarienne là où les PC, en constituant des Etats ouvriers bureaucratiques, ont réussi à la stopper ou à la faire refluer. C'est-à-dire à aller vers la réalisation de la dictature du prolétariat. En URSS, le rétablissement de la dictature du prolétariat sur une base infiniment plus large et forte est également à l'ordre du jour.

En ce sens, le contenu de la possibilité théorique que le programme de fondation de la IV^e Internationale évoque est pleinement vérifié : si loin que, sous l'influence de circonstances exceptionnelles (guerres, défaites, krach financiers, offensives révolutionnaires des masses, etc.), les partis petits-bourgeois, y compris staliniens, aient été obligés d'aller sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ils n'ont pas, ils ne peuvent pas couper le cordon ombilical qui les lie à la société bourgeoise, à la bourgeoisie mondiale. La bureaucratie du Kremlin est une excroissance sociale de nature bourgeoise se développant dans l'organisme de l'Etat ouvrier dégénéré. Les bureaucraties des autres pays où le capital a été exproprié sont également des excroissances sociales de nature bourgeoise. Lénine expliquait que l'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie. Les Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques dès leur origine sont des Etats ouvriers dont le caractère bourgeois s'est hypertrophié et tend à s'hypertrophier de plus en plus. Ils nourrissent et sont dirigée par une couche sociale étant l'expression du maintien de toute une série de rapports bourgeois dans les pays considérés, et du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale.

A quoi il faut ajouter que les partis staliniens, tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, sont certes des instruments de la bureaucratie du Kremlin, mais restent des partis ouvriers-bourgeois.

Lorsque des circonstances exceptionnelles les ont amenés à aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, lorsqu'ils ont été les noyaux de la constitution d'Etats ouvriers bureaucratiques, les noyaux constituant de bureaucraties parasitaires et privilégiées, ils cessent d'être des partis ouvriers-bourgeois pour devenir l'organisation politique, les partis, des bureaucraties au pouvoir, ce qui affirme encore leur caractère contre-révolutionnaire et les oppose directement aux prolétariats et aux masses de leur pays.

En fin de compte, l'alternative est alors, bien que les délais soient plus longs que prévu : ou la révolution reflue jusqu'à la victoire de la contre-révolution bourgeoise, ou la révolution prolétarienne se développe à nouveau, sous forme de révolution politique, et instaure ou restaure la véritable dictature du prolétariat, le prolétariat construit ou reconstruit un Etat ouvrier sain, cela contre les partis petits-bourgeois, y compris staliniens, les détruit et balaye leurs débris. Cette éventualité est la plus probable dans la période actuelle, compte tenu des enseignements du passé.

La ligne de la lutte pour la dictature du prolétariat

En effet, en 1968, avec la grève générale française et le mouvement révolutionnaire en Tchécoslovaquie, une nouvelle période de la révolution prolétarienne s'est ouverte. Elle est caractérisée par l'imminence et la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, notamment en Europe. Déjà entre 1973 et 1977, un tournant dans les rapports mondiaux affirmait ces traits. Participant de cette période, un nouveau tournant se prépare et, à certains égards, il commence à s'engager, affirmant et dégageant plus encore ces traits : l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique va être renforcée; le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties parasitaires, s'étaler avec plus de cynisme et de brutalité encore, et ce n'est pas peu dire. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires va se manifester par un renforcement des crises de domination de classe des différentes bourgeoisies, et des crises politiques des bureaucraties parasitaires accentuées. De nouveaux secteurs du système impérialiste sont menacés d'effondrement. Le marché mondial, la division internationale du travail, sont à la limite de la dislocation. Ce qu'il reste de l'ordre mondial édifié à Yalta et à Potsdam va être remis en cause. La question du gouvernement, du pouvoir, se pose d'ores et déjà en nombre de pays. Elle va se poser avec plus de force encore en raison de la décomposition de la société bourgeoise et des déchirements des bureaucraties parasitaires. Comment se développeront concrètement les événements ? Comme le dit le « *Programme de transition* », les lignes générales étant dégagées, il est inutile de se perdre en conjectures. C'est totalement imprévisible. Une chose est néanmoins certaine : ils auront une apparence chaotique.

Les circonstances exceptionnelles se multiplieront (krachs financiers, déconfiture économique, crise dislocante des appareils d'Etat, offensives révolutionnaires des masses, etc.). En même temps, ce serait une redoutable illusion de croire que, dans les pays capitalistes, les partis traditionnels, social-démocrates et staliniens, disparaîtront pour laisser la place aux partis révolutionnaires fondés sur le programme de la IV^e Internationale, et que se résoudra du même coup la question de la direction révolutionnaire nationale et internationalement.

La construction de ces partis dépendra d'abord de ce que les militants et les organisations qui combattent sur le programme de la IV^e Internationale sont capables de construire dès maintenant. Néanmoins, de toute façon, l'accomplissement de cette tâche restera vraisemblablement long et difficile. Les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, ne sont plus, de loin, ce qu'ils étaient avant la guerre et à la fin de la guerre, où social-démocratie et stalinisme y exerçaient un véritable monopole, si ce n'est une véritable dictature, où, selon l'expression bien connue, « les trotskystes étaient des exilés dans leur propre classe ». L'histoire a fait son œuvre. L'expérience collective des masses a considérablement progressé.

Le raidissement, en particulier de l'appareil stalinien qui soutient de toutes ses forces en France, en Espagne, en Italie, au Portugal, partout en Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, les régimes politiques chancelants, qui prend en charge les exigences du capitalisme en crise, comme les partis social-démocrates le font de leur côté, ces circonstances font surgir de grandes possibilités de construire des organisations, voire des partis révolutionnaires importants, avant que des crises révolutionnaires s'ouvrent, que déferlent des révolutions prolétariennes. Pourtant, ce ne seront pas encore des partis révolutionnaires ayant la confiance des plus larges masses et les dirigeant. Une fois encore, s'engageant de leur propre mouvement sur la voie de la révolution, forçant les barrages édifiés contre elles par les dirigeants des partis staliniens et social-démocrates, les masses se tourneront avec une confiance plus ou moins grande vers leurs partis traditionnels, espérant qu'ils répondront à leurs aspirations révolutionnaires. L'orientation que fixe le « *Programme de transition* » garde toute sa valeur :

« La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam (...).

Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

La crise des bureaucraties parasitaires, celle du Kremlin et de son appareil international, l'éclatement de révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires, modifieront considérablement le dispositif des forces et des partis politiques. Mais, pour l'instant, ce ne sont encore que des mouvements en perspective. Le dispositif des forces et des partis politiques est encore tel que les partis social-démocrates et les partis staliniens, dans les pays capitalistes avancés, avec souvent les organisations, petites-bourgeoises nationalisées dans les pays semi-coloniaux, sont toujours les partis dirigeants du prolétariat et des masses exploitées.

C'est vers eux que les masses se dirigent, en espérant qu'ils réaliseront leurs aspirations. Au nom des masses, nous devons formuler la revendication : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir. Mais, de plus, alors même que la crise des bureaucraties parasitaires, de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international, atteindra le point de rupture, la question de la direction révolutionnaire ne sera pas résolue automatiquement pour autant. Aucun processus mécanique n'amène à la construction des partis de la IV^e Internationale, de l'Internationale.

Tant que les partis de la IV^e Internationale n'auront pas conquis la direction des masses, le problème que le « Programme de transition » soulève demeurera. Sous une forme ou sous une autre, les organisations traditionnelles enracinées dans la classe ouvrière, dans l'histoire du mouvement ouvrier, resteront présentes et joueront leur rôle. L'éclatement des partis staliniens ne résoudra pas en soi la question. Il libérera sans doute des tendances multiples, dont certaines rejoindront la social-démocratie classique, alors que d'autres chercheront la voie de la construction du parti révolutionnaire sans pouvoir la trouver spontanément. Au cas où les organisations qui se situent sur le programme de la IV^e Internationale ne seraient pas capables de se construire et d'influencer ces tendances, inéluctablement celles-ci se cristalliseraient en organisations et partis centristes, nouveaux obstacles sur la voie qui conduit à la réalisation de la véritable dictature du prolétariat. D'ailleurs, y compris dans les pays où existe une bureaucratie parasitaire, où la révolution politique en se développant ne peut, comme ce fut le cas en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie au XIV^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque, que briser, faire éclater, le parti de la bureaucratie, rien n'est encore résolu pour autant. Inéluctablement d'anciens et de nouveaux partis et organisations surgiront, qui seront ce qu'ils seront, mais nullement automatiquement les partis qui restaureront ou instaureront la dictature du prolétariat. La ligne de la lutte pour le pouvoir, adaptée naturellement aux conditions concrètes de ces pays, devra trouver là aussi son application. Dans ces pays aussi la construction du parti de la IV^e Internationale est inséparable d'une stratégie politique et

« de mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissant le caractère de classe de cette politique, détruisant les illusions réformistes et pacifistes, renforçant la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparant la prise révolutionnaire du pouvoir ».

Le gouvernement ouvrier et paysan

La question n'est pas nouvelle. La révolution russe, la prise du pouvoir par le Parti bolchevique, l'immense prestige du Parti bolchevique auprès du prolétariat mondial et des masses opprimées, ont impulsé la construction de la III^e Internationale. Pourtant cela n'a pas suffi pour que ses partis obtiennent automatiquement la direction du prolétariat dans leur pays, et le dirigent sur la voie de la réalisation de la dictature du prolétariat.

La III^e Internationale a dû se poser la question : comment y parvenir ? Une résolution du IV^e Congrès de l'Internationale communiste y répond ainsi :

« Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande générale. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la II^e Internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout

l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes :

- 1. La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale communiste.*
- 2. Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur parti.*
- 3. Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses.*
- 4. Le parti communiste maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.*

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'Internationale communiste doit envisager les éventualités suivantes :

- 1. Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre.*
- 2. Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne).*
- 3. Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc.*
- 4. Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes.*
- 5. Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.*

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre révolutionnaires. Ces "gouvernements ouvriers" sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de tels gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux "gouvernements ouvriers". Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier, auxquels peuvent participer les communistes, ne sont pas encore la dictature du prolétariat; ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

La nouvelle période de la révolution prolétarienne rend plus que jamais actuelles ces réponses politiques que formulait le IV^e Congrès de l'Internationale communiste. La seule chose à modifier est que ce sont non seulement les partis social-démocrates qui soutiennent de toutes leurs forces la société bourgeoise pourrissante, mais les partis hier communistes, aujourd'hui staliniens, et que ceux-ci sont appelés à participer ou même éventuellement à diriger des gouvernements des deux premiers types. Bien entendu, pour l'instant, la participation d'organisations trotskystes aux différents types de gouvernements ouvriers et paysans dont il est question n'est pas plausible, en raison de leur faiblesse. Cependant, il ne faut jamais oublier que les organisations et partis de la IV^e Internationale ont comme objectif, qui conditionne toute leur activité, d'acquérir une influence décisive sur le prolétariat et les masses exploitées, et, à leur tête, de lutter pour prendre le pouvoir. Toute leur activité, leurs mots d'ordre, vont dans ce sens. Renoncer ou

oublier que les organisations trotskystes combattent pour cet objectif, que toute leur activité est conditionnée par cet objectif, c'est les transformer en « groupes de pression », les dénaturer, et finalement les liquider.

Ce sont les deux premiers types de gouvernement que la résolution cite qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour, et dont elle dit qu'

« ils sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. »

Mais cette même résolution ajoute :

« Dans la période du déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à préparer à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements peuvent objectivement contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime, bourgeois. »

Ce passage est de la plus grande importance : il sous-entend toute la dialectique des rapports entre les classes, des rapports au sein du prolétariat et des masses exploitées, de ceux-ci avec leurs organisations et partis. D'autant plus que s'approfondit la crise de la bourgeoisie, que se tendent les rapports entre les classes, d'autant plus les partis ouvriers-bourgeois défendent la société bourgeoise, et même les régimes politiques et les gouvernements en place. Mais toute l'expérience du prolétariat et des masses leur dicte justement, au moment où ils ressentent que tout se concentre dans la question du gouvernement, du régime politique, où ils se convainquent de la nécessité de renverser l'ancien gouvernement, l'ancien régime, de porter au pouvoir un nouveau gouvernement pour bâtir un nouveau régime; il faut nous unir; lorsque le mouvement ouvrier est divisé, il faut que nos organisations s'unissent; en tout état de cause, il faut que nos organisations, nos partis ou notre parti se mettent à notre tête et luttent pour le pouvoir, pour constituer un nouveau gouvernement.

Une contradiction majeure se noue entre les aspirations et la volonté des masses et la politique des partis ouvriers-bourgeois. Les aspirations, la volonté des masses, doivent être dégagées, exprimées. Il faut les formuler. Mais il ne suffit pas de les formuler. Elles doivent devenir des forces matérielles, c'est-à-dire des expressions organisées. Le regroupement d'une avant-garde organisée, élément pour la construction du parti révolutionnaire, se lie indissolublement à l'action politique pour impulser l'organisation de l'unité des masses, pour qu'elles se donnent les moyens de submerger les obstacles à leur unité, à l'unité de leurs organisations, à la lutte pour en finir avec l'ancien gouvernement, l'ancien régime politique et porter au pouvoir un gouvernement de leurs organisations. Des aspirations des masses, de leur volonté, peuvent surgir les comités ouvriers, les soviets. Agissant et pour agir dans ce sens, les organisations trotskystes deviennent, non la direction des masses, mais expriment leurs aspirations et leur volonté. Elles dégagent les possibilités d'organisation des masses sur leur propre plan. Ainsi elles se donnent les moyens de leur construction.

Le prolétariat ne rompra pas du même coup ses liens avec ses organisations traditionnelles, ne se dégagera pas du même coup de l'influence des appareils bureaucratiques. A l'intérieur d'éventuels organismes autonomes des masses, les dirigeants des organisations traditionnelles siégeront, occuperont une place importante, sans doute la place la plus importante, ce qui relativisera l'autonomie de ces organismes. Et même si de tels organismes ne se constituaient pas encore, mais que l'action politique du prolétariat renverse l'ancien gouvernement et porte au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, ou éventuellement du parti ouvrier dominant au sein de la classe ouvrière, le prolétariat fera un bond politique considérable en avant.

Quoi qu'il en soit, la venue au pouvoir d'un gouvernement du ou des partis ouvriers-bourgeois est une victoire politique des masses sur la politique bourgeoise des appareils bureaucratiques, en dépit de toutes les apparences. Le prolétariat, les masses exploitées, vérifient en pratique qu'il leur est possible de porter au pouvoir un gouvernement qu'elles considèrent comme leur gouvernement, dont elles espèrent qu'il satisfera leurs revendications et aspirations. Cette venue au pouvoir les invite à aller plus loin, à poursuivre sur la voie ouverte. Si les conseils, les soviets, n'ont pas encore surgi, ils surgiront inéluctablement au cours des développements ultérieurs, le mouvement des masses se poursuivant. Bien entendu, il s'agit d'affrontements, de lutte des classes, de lutte politique, où chacun est partie prenante et combat, dont l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, et non d'une route tracée d'avance.

Les dirigeants des partis ouvriers-bourgeois, les partis staliniens en particulier, mesurent parfaitement la portée de la venue au pouvoir de tels gouvernements. Aussi s'opposent-ils farouchement au front unique ouvrier, à la lutte pour renverser les gouvernements bourgeois et porter au pouvoir des gouvernements des partis ouvriers, ou du parti ouvrier, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

En cas de crise profonde de la bourgeoisie, de crise révolutionnaire, ils sont prêts à participer au pouvoir aux côtés de ministres des partis bourgeois. Les staliniens, experts contre-révolutionnaires, occupant une place particulière au sein du mouvement ouvrier, ont mis au point la recette des « fronts populaires ». A l'aspiration des masses au front unique ouvrier, ils opposent l'« unité des démocrates » ou des « antifascistes », ou de toute autre chose « justifiant » la collaboration avec la bourgeoisie et certains partis bourgeois. Lorsque le mouvement profond des masses rend impossible le maintien de l'ancienne forme gouvernementale, voire de l'ancienne forme politique de domination de classe de la bourgeoisie, ils opposent au gouvernement des partis ouvriers les gouvernements de « front populaire » avec la participation de ministres bourgeois. Les « fronts populaires » ne sont pas des fronts uniques ouvriers élargis ou déformés, mais des contre-feux au front unique ouvrier et aux gouvernements des partis ouvriers.

Pour l'instant, dans la plupart des pays où la crise de la bourgeoisie atteint déjà un point critique, les partis ouvriers traditionnels s'efforcent de maintenir les régimes politiques et les gouvernements en place. Mais ils auront recours, lorsque la crise ne sera plus contenue, à des « fronts populaires », ou à des « fronts nationaux » dans les pays semi-coloniaux.

La bataille politique pour la rupture avec la bourgeoisie, pour un gouvernement des seuls partis ouvriers sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, s'identifie à l'action politique pour la mobilisation des masses, à l'organisation comme classe du prolétariat, à la lutte pour la révolution prolétarienne, précisément parce qu'elle épouse la façon dont les masses peuvent concrètement avancer. L'essentiel est de comprendre que cet

armement politique, ces mots d'ordre, ont comme objectif la mobilisation des masses, de dégager, de faciliter l'initiative des masses, de renforcer au cours de cette bataille politique l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de construire un parti ayant sur elles une influence décisive, et donc de préparer la lutte pour un authentique gouvernement ouvrier et paysan, transition vers la réalisation de la dictature du prolétariat.

Cette variante reste possible

Est-il possible qu'au cours de la nouvelle période de la révolution, de cette période qui va voir se multiplier les « circonstances exceptionnelles », à nouveau des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, soient contraints d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ? Vraisemblablement oui.

Mais ce serait ne pas comprendre le caractère de cette période que de redouter un renouvellement ou une prolongation des processus qui ont abouti à la constitution d'États ouvriers bureaucratiques relativement durables. Les masses prolétariennes des pays économiquement les plus développés, particulièrement d'Europe, s'engagent dans le processus de la révolution prolétarienne; les prolétariats - qui se sont puissamment renforcés - des pays où justement se sont constitués de tels États s'ébranlent pour renverser les bureaucraties parasitaires. La possibilité de la constitution de tels États a dépendu de l'existence de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, de ce qu'ils ont induit, d'un certain équilibre national et international entre les classes. Mais, précisément, la nouvelle période de la révolution mondiale est celle de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où toute la puissance du prolétariat va jaillir, bousculant ce genre d'équilibre instable, et qui à la longue ne peut se maintenir. En d'autres termes : la nouvelle période de la révolution mondiale est celle du plein développement de la révolution prolétarienne mondiale. Par conséquent, celle où le programme de fondation de la IV^e Internationale, « *L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale* », va avoir sa pleine application. La relation dialectique entre la question du pouvoir et la construction des partis de la IV^e Internationale, la construction de celle-ci, est au centre de ce programme :

« il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. (...) Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

La tâche est immense. Elle sera difficile et longue. Il s'agit de construire des partis de la IV^e Internationale, aussi bien dans les pays capitalistes que dans les pays où le capital a été exproprié, de l'URSS à Cuba, mais où le prolétariat est évincé de l'exercice du pouvoir. Encore faut-il nuancer : la reconstruction de la IV^e Internationale ne sera pas la simple addition de la construction de partis nationaux, bien qu'elle exige la construction de partis nationaux. La reconstruction de la IV^e Internationale impulsera la construction de tels partis. Dans les circonstances actuelles, il n'y a aucune raison de douter qu'elle sera menée à bien. Lorsque Trotsky écrivait :

« Si même cette variante peu vraisemblable se réalisait un jour quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode sur la voie de la véritable dictature du prolétariat »,

il se situait dans la perspective du plein développement, dans les pays économiquement développés, de la révolution prolétarienne, bousculant tous les rapports mondiaux, celle qui se concrétise aujourd'hui. Et il ne dissociait pas la réalisation de la dictature du prolétariat de la construction de la IV^e Internationale et de ses partis. Certes, l'histoire n'est pas écrite d'avance, en particulier celle de la révolution prolétarienne. Ce sont les hommes qui, dans des conditions déterminées, font leur propre histoire, quelque tournure qu'elle prenne. Une chose est certaine : le relatif équilibre social et politique artificiellement maintenu par l'action politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, de ses surrogés, par la mobilisation de toutes les réserves de l'impérialisme à l'initiative de l'impérialisme US, se conclut finalement par le pourrissement des fondements du système impérialiste, l'accumulation de contradictions mortelles dans les pays où le capital a été exproprié, tandis que le prolétariat s'est, au cours de ces trente dernières années, considérablement renforcé socialement et politiquement.

D'ores et déjà est engagé le processus par lequel le prolétariat, le mouvement ouvrier, tend à se regrouper sur un nouvel axe. La nouvelle période de la révolution prolétarienne, la lutte des classes, ne vont cependant pas se dérouler selon un schéma bien ordonné. De fantastiques convulsions, des flux, des reflux, des situations chaotiques, sont inévitables. La bourgeoisie dans tous les pays capitalistes dominants, dans les métropoles impérialistes, dispose encore d'importantes ressources. Elle a une grande expérience, de profondes racines sociales. Les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier ont eux aussi de profondes racines. La pression de la société bourgeoise, des appareils bureaucratiques, sur les organisations se réclamant de la IV^e Internationale est énorme. Mais il n'y a aucune raison de douter, les circonstances objectives étant éminemment favorables, de la construction des partis de la IV^e Internationale et de la reconstruction de celle-ci. L'ensemble de ces données permettent, en cette année du centième anniversaire de la naissance de Léon Trotsky, d'affirmer la pleine validité du programme de la IV^e Internationale, de sa stratégie de lutte pour la réalisation de la dictature du prolétariat, et donc que des « gouvernements ouvriers et paysans » dans le sens indiqué plus haut ne seront que des épisodes sur la voie de la véritable dictature du prolétariat.

Stéphane Just, le 15 août 1979.